

Information
sur le marché
du travail

imt

**Portrait et problématique des
principaux secteurs d'activité
économique de Montréal
2009-2010**

RÉALISATION

Direction de la planification et de l'information
sur le marché du travail

DIRECTION

Myriam Chambron

RÉDACTION

Monique Bernier

- Chimie, pétrochimie et raffinage
- Communications graphiques
- Finance, assurances et services immobiliers
- Produits pharmaceutiques et biotechnologiques de la santé
- Santé et services sociaux
- Services de garde à l'enfance

Denis Héту

- Aérospatiale
- Construction
- Produits informatiques et électroniques
- Produits métalliques
- Transformation alimentaire

Serge Lacroix

- Arts et culture
- Textiles et produits textiles
- Transport et entreposage
- Vêtements et produits en cuir

Stéphanie Richard

- Services automobiles
- Commerce de détail
- Commerce de l'alimentation
- Technologies de l'information et des communications
- Hébergement et restauration

CONCEPTION VISUELLE

Unidé Graphique inc.

Le présent document peut être consulté sur le site Internet :
emploiuebec.net/montreal

Dans ce document, le masculin désigne généralement autant les femmes que les hommes et est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.

ISBN 978-2-550-57336-4

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2^e trimestre 2009

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2^e trimestre 2009

TABLE DES MATIÈRES

<i>AVANT-PROPOS</i>	<i>4</i>
<i>AÉROSPATIALE</i>	<i>5</i>
<i>ARTS ET CULTURE</i>	<i>9</i>
<i>CHIMIE, PÉTROCHIMIE ET RAFFINAGE</i>	<i>15</i>
<i>COMMERCE DE DÉTAIL</i>	<i>18</i>
<i>COMMERCE DE L'ALIMENTATION</i>	<i>25</i>
<i>COMMUNICATIONS GRAPHIQUES</i>	<i>30</i>
<i>CONSTRUCTION</i>	<i>33</i>
<i>FINANCE, ASSURANCES ET SERVICES IMMOBILIERS</i>	<i>39</i>
<i>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</i>	<i>43</i>
<i>PRODUITS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES</i>	<i>49</i>
<i>PRODUITS MÉTALLIQUES</i>	<i>54</i>
<i>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET BIOTECHNOLOGIE DE LA SANTÉ</i>	<i>59</i>
<i>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</i>	<i>62</i>
<i>SERVICES AUTOMOBILES</i>	<i>65</i>
<i>SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE</i>	<i>70</i>
<i>TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS</i>	<i>73</i>
<i>TEXTILES ET PRODUITS TEXTILES</i>	<i>81</i>
<i>TRANSFORMATION ALIMENTAIRE</i>	<i>85</i>
<i>TRANSPORT ET ENTREPOSAGE</i>	<i>89</i>
<i>VÊTEMENTS ET PRODUITS EN CUIR</i>	<i>94</i>

AVANT-PROPOS

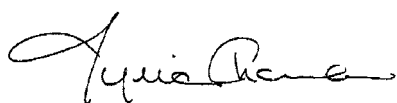
Le présent document est le deuxième d'une série de trois publications qui constituent la nouvelle édition de *Portrait et problématique du marché du travail de Montréal*.

Ce document fait suite au *Portrait et tendances du marché du travail de Montréal, 2009-2010* paru en août dernier et dresse un portrait de 20 secteurs névralgiques à Montréal. On y traite des principaux constats pour chacun de ces secteurs, des principales professions dans certains cas, des problématiques et des défis, ainsi que des tendances et perspectives.

Ce document se veut un outil d'information utile tant au personnel d'Emploi-Québec, aux intervenants du milieu de l'éducation, des ressources en développement de l'employabilité, et bien sûr à la clientèle qui souhaite se documenter sur un ou des secteurs d'activité économique.

En souhaitant que ce dernier vous soit utile.

Bonne lecture !



MYRIAM CHAMBRON

Directrice

Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail

AÉROSPATIALE

ENCART STATISTIQUE Fiche Aéronautique (SCIAN 3364)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	16 790
l'ensemble du Québec	27 410

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	3,8
la RMR de Montréal	2,2
l'ensemble du Québec	2,4

Part des emplois atypiques

Travail autonome	0,9 %
Temps partiel	0,0 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Aéronautique (3364)	n.d.
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	79,1 %
Femmes	20,9 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	6,5 %
25 à 44 ans	59,0 %
45 à 54 ans	25,5 %
55 ans ou plus	9,1 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	4,3 %
Études secondaires	13,8 %
Diplômes de métier	17,2 %
Cégep	22,2 %
Tous les diplômes universitaires	42,4 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	17,6 %
5 à 19 personnes	17,6 %
20 à 99 personnes	38,2 %
100 personnes ou plus	26,5 %
Nombre total d'établissements	34

Exportations du Québec (\$ courants)

Année	Montant (\$ courants)	Part des exportations canadiennes
2004	8 088 000 000 \$	81,5 %
2005	8 248 000 000 \$	80,8 %
2006	7 543 000 000 \$	73,8 %
2007	7 706 000 000 \$	68,6 %
2008	7 324 000 000 \$	67,6 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Fabrication de matériel de transport (336)	1,4 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur¹

Selon le recensement annuel du Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale (CAMAQ)², publié en décembre 2008, le secteur de l'aérospatiale assurait plus de 48 000 emplois au Québec au début de 2009. De ce nombre, 29 600 (62 %) se trouvaient dans des entreprises situées sur l'île de Montréal. Le secteur comptait 210 entreprises au Québec, dont 107 à Montréal.

Le personnel des métiers de ce secteur continue d'être le groupe le plus nombreux, constituant 42 % de la main-d'œuvre, même si son poids relatif diminue depuis quelques années. La proportion du personnel scientifique, en contrepartie, augmente : elle atteint maintenant près de 23 % des emplois. Le personnel technique (21 %) et le personnel administratif (14 %) maintiennent leur part de la main-d'œuvre totale.

Le secteur est structuré autour d'un noyau d'une quinzaine de grandes entreprises (Bombardier, Bell Helicopter, Pratt & Whitney, CAE Electronics...), aussi appelées « maîtres d'œuvre », qui fournissent près de 75 % des emplois de l'aérospatiale. De plus, on y trouve un important réseau de sous-traitants et de fournisseurs de pièces et de services (195 entreprises). Les ateliers d'usinage et les entreprises de maintenance et de réparation assurent le plus d'emplois dans ce second groupe.

Le secteur québécois de l'aérospatiale représente 62 % de la production canadienne et 70 % des dépenses en recherche et développement (R et D). Ce secteur exporte 80 % de sa production, ce qui place ses produits au premier rang des exportations québécoises.

La main-d'œuvre de l'aéronautique est relativement jeune : dans la région de Montréal, seulement 9,1 % des travailleurs avaient 55 ans ou plus en 2006, alors que ce groupe d'âge constituait 15,1 % du personnel de l'ensemble des secteurs. Les travailleurs de l'aérospatiale sont également plus scolarisés que la

moyenne de ceux des autres secteurs manufacturiers : 42,5 % d'entre eux possédaient un diplôme universitaire.

État actuel du secteur

Au début de 2009, le secteur de l'aérospatiale a commencé à subir les contrecoups du ralentissement économique mondial. La baisse du nombre de voyageurs et celle du chiffre d'affaires des transporteurs aériens a amené certains de ces derniers à reporter des commandes qu'ils avaient déjà passées aux fabricants d'avions. En particulier, le volume des nouvelles commandes d'avions d'affaires a fortement diminué en quelques mois, reflétant les déboires financiers des grandes sociétés, qui ne voyaient plus d'urgence à en commander dans une période marquée par la chute de leurs profits. Les grands fabricants, dont Bombardier, Pratt & Whitney et Bell Helicopter, ont ainsi annoncé des mises à pied importantes durant les premiers mois de l'année.

Malgré ce recul de l'emploi en 2009, il ne faut pas perdre de vue l'horizon à moyen terme lorsqu'on analyse le secteur de l'aérospatiale : il conserve un solide potentiel de développement au-delà de la conjoncture actuelle et continue à offrir des perspectives d'emploi supérieures à la moyenne des secteurs pour la période 2010-2013.

Perspectives à moyen terme

Toutes les études récentes prévoient que le secteur de l'aérospatiale continuera à croître au cours de la prochaine décennie. Les spécialistes attribuent en bonne partie l'augmentation du trafic aérien de passagers et de marchandises anticipée d'ici à 2020 au développement des économies émergentes. On avance une croissance annuelle moyenne de 5 % du volume mondial de passagers au cours de cette période. Davantage de passagers et de marchandises signifie de meilleurs revenus pour les transporteurs aériens et le

¹ Selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : le secteur de la Fabrication des produits aérospatiaux et de leurs pièces comprend « les établissements dont l'activité principale est la fabrication d'aéronefs, de missiles, de véhicules spatiaux et leurs moteurs, leurs systèmes de propulsion, leur matériel auxiliaire et leurs pièces. La conception et la production de prototypes se retrouvent dans cette classe, tout comme la révision et la conversion en usine des aéronefs et des systèmes de propulsion (SCIAN 3364) ». Ce code n'inclut pas la plupart des sous-traitants et fournisseurs classés dans d'autres secteurs (ex. : ateliers d'usinage, fabricants de composants électroniques...), mais qui livrent la majeure partie de leur production à des maîtres d'œuvre de l'aéronautique. Les statistiques qui figurent dans l'encadré de cette fiche sont tirées de cette base plus étroite. La plupart des intervenants gouvernementaux, tels que le CAMAQ et le MDEIE, utilisent une approche plus large (grappe aérospatiale). Nous utilisons également ce cadre de référence élargi dans le texte et pour les statistiques sur le nombre de personnes en emploi.

² Recensement des emplois au 1^{er} janvier 2008 et Prévisions au 1^{er} janvier 2009 et 2010. Industrie aérospatiale au Québec. Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale (CAMAQ), décembre 2008.

besoin de disposer d'avions additionnels pour répondre à cette demande.

Le resserrement des normes concernant le bruit et les émissions polluantes devrait également susciter le renouvellement d'une partie des flottes aériennes vieillissantes. La baisse actuelle (printemps 2009) du cours du pétrole n'est que temporaire et attribuable au ralentissement économique; avec la reprise en 2010, le prix du carburant repartira en hausse et la nécessité pour les transporteurs aériens de renouveler leurs flottes en optant pour des modèles moins énergivores, tels que ceux de la Série C, sera à nouveau évidente. Bombardier a déjà reçu deux commandes importantes pour ces nouveaux modèles et si leur popularité se confirme au cours des prochaines années, cela aura un effet très favorable sur l'emploi dans ce secteur (2 500 emplois directs et indirects, selon des estimations initiales).

Pour l'ensemble du secteur, les nombreux projets de développement de nouveaux produits, confirmés par les grandes entreprises (Bombardier, Bell Helicopter, Pratt & Whitney, CAE Electronics, Esterline/CMC Electronics...), et la croissance mondiale de la demande pour les produits aéronautiques, permettent d'anticiper une augmentation des livraisons et de l'emploi au cours des prochaines années. Emploi-Québec prévoit ainsi une croissance annuelle moyenne de l'emploi de l'ordre de 1,4 % d'ici à 2013 dans l'ensemble du secteur de l'aérospatiale. Cela est nettement supérieur à la moyenne du secteur manufacturier, où l'on prévoit un recul annuel moyen de l'ordre de - 0,4 %.

Problématiques et pistes d'intervention

À court terme (2009-2010), les perspectives d'emploi seront plus précaires pour la main-d'œuvre et les nouveaux diplômés de ce secteur. Cependant, les perspectives professionnelles de 2009-2013 refléteront, au-delà de la conjoncture difficile actuelle, la croissance

anticipée des commandes d'aéronefs : elles seront de niveau « perspectives favorables » pour plusieurs des professions du secteur.

En ayant le moyen terme en tête, il est donc préférable de garder le cap en faveur du secteur de l'aérospatiale pour les clientèles qui ont le profil adéquat et qui acceptent l'incertitude découlant des perspectives plus difficiles à court terme. Il serait également souhaitable d'éviter de favoriser le déplacement inutile de la main-d'œuvre d'une profession à une autre dans ce secteur, pour s'adapter à la demande des sous-secteurs, strictement parce qu'un ou l'autre de ceux-là offrirait des perspectives légèrement plus favorables en 2009. Ce genre de fluctuations à l'intérieur des composantes de la demande (ex. : entre les marchés des avions régionaux et des avions d'affaires) sont fréquentes, mais conjoncturelles. Puisqu'elles ne sont pas structurelles, elles ne devraient pas justifier le recyclage temporaire d'un travailleur vers un autre métier.

Parmi les métiers de niveau secondaire, la situation des monteurs d'aéronefs s'est détériorée au cours des derniers mois, avec l'annonce de nombreuses mises à pied chez Bombardier. Cependant, avec le redressement de la demande d'aéronefs prévue pour le second semestre de 2010, des rappels de travailleurs licenciés devraient alors avoir lieu, suivis de besoins additionnels de monteurs pour répondre à la demande que les nouveaux modèles de la série C devrait générer.

Du côté de la maintenance d'aéronefs, 17,8 % des mécaniciens avaient plus de 55 ans en 2006 : des besoins importants de remplacement, suivant des départs à la retraite, sont à prévoir au cours des années à venir. Cette problématique du vieillissement de la main-d'œuvre est également présente chez les machinistes, dont 19,4 % avaient plus de 55 ans en 2006.

Défis des prochaines années

Plusieurs défis attendent le secteur de l'aérospatiale dans les années à venir : concurrence accrue d'usines situées dans des pays où les coûts de main-d'œuvre sont inférieurs (la Chine, le Brésil, le Mexique et la Russie) ou qui possèdent déjà de fortes connaissances technologiques (ex. : le Japon, avec Mitsubishi et Honda); pression à la baisse sur les prix à cause de cette concurrence; négociation de nécessaires assouplissements des conventions collectives, etc.

Parmi les autres défis que ce secteur devra relever, mentionnons également sa capacité à intéresser les jeunes aux carrières qu'il offre afin d'assurer la relève dont il aura besoin pour soutenir sa croissance. On constate depuis quelques années une baisse des inscriptions à plusieurs programmes de formation reliés à ce secteur, tant au niveau secondaire que collégial et universitaire. Cette diminution des inscriptions pourrait ultérieurement créer d'importantes difficultés de recrutement dans certaines professions, si la demande pour les nouveaux modèles de la Série C s'avère forte à compter de 2012. Susciter l'intérêt des jeunes pour les formations reliées à ce secteur, qui offre de bonnes conditions de travail, représente donc un enjeu important.

De même, la capacité des entreprises à intégrer un plus grand nombre de personnes immigrantes, formées à l'étranger, sera à la fois un défi et une opportunité pour ce secteur. Avec cet objectif en tête, il sera important d'offrir à cette clientèle des formations à temps plein, leur permettant d'adapter leurs connaissances aux exigences des employeurs nord-américains (ex. : AEC en avionique, maintenance

mécanique et construction aéronautique). Certaines formations de plus courte durée peuvent aussi leur permettre d'acquérir des compétences spécifiques particulièrement recherchées par les entreprises de l'aérospatiale, ce qui faciliterait leur intégration en emploi (ex. : le logiciel Catia de CAO-DAO, utilisé dans un grand nombre d'entreprises du secteur).

Malgré ces différents défis auxquels le secteur fait face, les entreprises québécoises de l'aérospatiale n'en occupent pas moins une position encore enviable dans plusieurs créneaux (avions régionaux, avions d'affaires, hélicoptères civils, moteurs, simulateurs de vol, etc.). Au-delà du contexte plus difficile de 2009, ce secteur devrait continuer son expansion au cours des prochaines années et offrir de bonnes possibilités d'emplois dans la région de Montréal.

Documents et autres sources de renseignements :

Recensement des emplois au 1^{er} janvier 2008 et prévisions au 1^{er} janvier 2009 et au 1^{er} janvier 2010 – Industrie aérospatiale au Québec 2007-09, Enquête du Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale (CAMAQ), décembre 2008, 24 p.

Stratégie de développement de l'industrie aéronautique québécoise – L'avantage québécois. Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, juillet 2006, 38 p.

Les grands forums de l'aérospatiale : les enjeux de l'industrie aérospatiale au Québec et leurs impacts sur les ressources humaines (2006-2016), Compte rendu des actes du forum organisé par le CAMAQ, 22 mars 2006, 24 p.

ARTS ET CULTURE

ENCART STATISTIQUE Fiche Arts et culture (SCIAN 512, 515, 7111, 7113, 7114, 7115 et 712)



Personnes en emploi résidant dans

l'île de Montréal	25 240
la RMR de Montréal	36 135
l'ensemble du Québec	50 790

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	6,9
la RMR de Montréal	6,3
l'ensemble du Québec	5,9

Part des emplois atypiques

Travail autonome	34,0 %
Temps partiel	8,8 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Information, culture et loisirs (51-71)	42 495 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	55,5 %
Femmes	44,5 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes³

22,1 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	11,3 %
25 à 44 ans	56,8 %
45 à 54 ans	20,7 %
55 ans ou plus	11,2 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	2,9 %
Études secondaires	16,0 %
Diplômes de métier	5,5 %
Cégep	25,5 %
Tous les diplômes universitaires	49,9 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	63,8 %
5 à 19 personnes	21,1 %
20 à 99 personnes	12,5 %
100 personnes ou plus	2,6 %
Nombre total d'établissements	1 499

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Information, culture et loisirs (51-71)	0,7 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis. Ce secteur fait référence principalement aux SCIAN 512, 515, 7111, 7113, 7114, 7115 et 712.

³ Dans l'ensemble des secteurs de l'information, de la culture et des loisirs (51-71).

Portrait du secteur

Le secteur circonscrit ici comprend les sous-secteurs suivants : les industries du film et de l'enregistrement sonore (512), la radiodiffusion et la télédiffusion, la télévision payante et spécialisée (515), les compagnies d'art d'interprétation (7111), les promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques (7113), les agents et les représentants d'artistes (7114), les artistes, les auteurs et interprètes indépendants (7115) ainsi que les établissements du patrimoine (712).

Ce découpage sectoriel du secteur des arts et de la culture englobe 1 499 entreprises sur le territoire de l'île de Montréal. Un constat à retenir est celui de l'importance des établissements comptant moins de 20 employés, qui représentent une proportion de 84,9 % de l'ensemble des entreprises. La plupart des associations professionnelles d'artistes et des regroupements d'organismes culturels se trouvent sur le territoire de l'île de Montréal. Le secteur culturel est largement composé d'organismes à but non lucratif.

Quant aux personnes en emploi résidant sur l'île, on en compte 25 240 selon les données du recensement de 2006. L'île de Montréal est le principal bassin d'emploi dans le secteur culturel au Québec : 49,7 % des personnes en emploi y résident. De plus, elle représente 69,8 % des personnes en emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

La proportion de travailleurs autonomes est très élevée dans le milieu culturel. Pour l'île de Montréal, le recensement de 2006 montre qu'avec 29,6 %, leur taux dans le secteur des arts et du spectacle (SCIAN 71) est supérieur à ceux de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle (SCIAN 51), qui est de 10,6 %. La proportion la plus élevée (76,4 %) se trouve chez les artistes, auteurs et interprètes indépendants. Suivent, dans l'ordre, l'enregistrement sonore (55,0 %), les agents et les représentants d'artistes (31,0 %), les compagnies d'arts d'interprétation (25,7 %) et les industries du film et de la vidéo (25,5 %). Notons que, pour l'ensemble des secteurs d'activité économique de l'île de Montréal, les travailleurs autonomes représentent 11,5 % de l'ensemble de la main-d'œuvre. Le sous-secteur des arts d'interprétation, des sports, des

spectacles et des activités connexes (SCIAN 711) inclut une proportion très élevée d'emplois à temps partiel, soit près d'un sur trois, ou 32,3 %. Le secteur du patrimoine suit, avec une proportion de 24,3 %. Les industries du film et de l'enregistrement sonore en comptent 20,0 % et le secteur de la radiotélévision, 10,5 %. En comparaison, on note une proportion de 19,0 % de personnes travaillant à temps partiel dans l'ensemble des secteurs d'activité économique de l'île. De plus, un taux important de personnes actives dans le sous-secteur du film et de l'enregistrement sonore (512) ainsi que dans celui des arts d'interprétation, des sports, des spectacles et des activités connexes (711) travaillent un nombre réduit de semaines au cours de l'année. Ainsi, parmi celles qui ont travaillé de 16 à 48 semaines en 2005, on obtient respectivement une proportion de 49,3 % et de 47,3 %, comparativement à 32,3 % pour l'ensemble des secteurs de l'île. Ces particularités liées à la structure de l'emploi dans ces sous-secteurs ont des répercussions sur les revenus de ces travailleurs.

Les revenus d'emploi moyens sont plus élevés dans le sous-secteur de la radiodiffusion et de la télédiffusion ainsi que dans la télévision payante et spécialisée (515), où ils atteignent un total annuel de 45 639 \$. Cependant, il s'agit du seul sous-secteur de notre découpage qui montre un revenu d'emploi supérieur à celui de l'ensemble des secteurs de l'île en 2006, soit 27 658 \$. Le sous-secteur des arts d'interprétation, des sports, des spectacles et des activités connexes est celui où les revenus sont les plus bas, avec un total annuel de 16 988 \$. À l'intérieur de ce découpage sectoriel, suivent, dans l'ordre, les établissements du patrimoine, avec 26 488 \$, et les industries du film et de l'enregistrement sonore, avec 27 421 \$.

Les personnes en emploi dans les sous-secteurs retenus sont très scolarisées par rapport à celles de l'ensemble des secteurs d'activité économique de l'île. Ainsi, 64,5 % de la main-d'œuvre des établissements du patrimoine possèdent un diplôme universitaire. Au second rang se trouvent les artistes, auteurs et interprètes indépendants, avec une proportion de 56,2 % détenant un diplôme universitaire. Dans les autres sous-secteurs, suivent, en ordre décroissant, le secteur de la radiotélévision, avec 52,3 %; celui des promo-

teurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires, avec 52,1 %; puis, les agents et les représentants d'artistes, avec 48,6 %; les industries du film et de l'enregistrement sonore, avec 46,6 %, et les compagnies d'arts d'interprétation, avec 44,7 %. À titre de comparaison, seulement 39,6 % de l'ensemble des personnes en emploi sur l'île de Montréal détiennent un diplôme universitaire, selon le recensement de 2006. Notons que malgré ce fort taux de diplômes universitaires, plusieurs des professionnels des arts plastiques et des arts de la scène (CNP 513) gagnent un revenu annuel moyen très bas, notamment les peintres (CNP 5136), avec 9 160 \$, les musiciens et les chanteurs (CNP 5133), avec 10 154 \$, les danseurs (CNP 5134), avec 10 850 \$, et les acteurs et les comédiens (CNP 5135), avec 13 375 \$.

Selon le recensement de 2006, le taux de chômage⁴ dans le domaine des arts et de la culture en général (51-71) est moins élevé que celui de l'ensemble des secteurs d'activité économique, avec 6,3 % comparativement à 8,8 %. Toutefois, cet indicateur est peu représentatif en raison de la nature des emplois, dont une proportion importante est de type contractuel, à temps partiel ou selon des durées réduites durant l'année.

Problématiques et défis

Fortement touchés par la concurrence étrangère, par la mondialisation, par l'instabilité des subventions gouvernementales et par la modification des habitudes de consommation du public, les organismes culturels traversent une période de restructuration et ils doivent stabiliser et consolider leur situation financière à long terme. Contrairement aux sous-secteurs de la radiodiffusion et de la télédiffusion privées, de la télévision payante et spécialisée, et à la différence des organismes à but lucratif du sous-secteur des arts du cirque, qui sont rentables, les autres sous-secteurs sont, à des degrés divers, très dépendants de l'aide gouvernementale.

Les institutions culturelles publiques, qui comptent notamment les établissements du patrimoine et les musées, ont subi des compressions budgétaires au cours des dernières années, lesquelles se sont traduites par une baisse substantielle de leurs emplois pro-

fessionnels et techniques. De plus, on observe une hausse de l'ordre de 7 % du travail à temps partiel entre le recensement de 2001 et celui de 2006.

Le gel et les baisses de l'aide gouvernementale, tant fédérale que provinciale, en matière de subventions, de crédits d'impôt et de commandites ont touché plusieurs sous-secteurs, notamment les organismes sans but lucratif et ceux qui font partie des arts d'interprétation ou de la scène (danse, théâtre et musique). Une contribution plus substantielle du secteur privé sera nécessaire pour les développer davantage. Montréal tente de rattraper le retard important accumulé au cours des dernières années par rapport à Toronto, notamment sur le plan de l'équipement et des infrastructures culturelles. De plus, les compagnies d'arts d'interprétation québécoises, notamment en danse et en théâtre, sont fortement touchées par la baisse des subsides gouvernementaux pour le soutien aux tournées à l'étranger. Dans un contexte de ralentissement économique, une bonne partie du secteur des arts de la scène et du spectacle risque de connaître d'importantes pertes d'emplois. Il faut préciser que les arts d'interprétation ont absorbé un volume important de nouvelle main-d'œuvre et de nouveaux diplômés au cours des dernières années, tant chez les artistes que chez les techniciens. Ainsi, dans l'ensemble des compagnies d'arts d'interprétation (SCIAN 7111), le nombre de personnes en emploi à Montréal a augmenté de 54,8 % entre les recensements de 2001 et de 2006, comparativement à 30,4 % dans l'ensemble du Québec.

De leur côté, les artistes, auteurs et interprètes indépendants (SCIAN 7115) ont crû dans une proportion de 25,3 % à Montréal, par rapport à 28,1 % dans l'ensemble du Québec. À titre de comparaison, dans la totalité des secteurs d'activité économique, les personnes en emploi ont augmenté de 4,9 % à Montréal de 2001 à 2006, alors que ce taux était de 8,8 % au Québec. Cet apport de nouvelle main-d'œuvre crée un surnombre de personnel disponible par rapport à la capacité d'absorption du secteur. Selon une étude de Hill Stratégies, le milieu des arts en général a connu une croissance importante de sa main-d'œuvre depuis 1991. Cela expliquerait en partie le recul de 11 % du revenu moyen des artistes du Québec de 1990 à 2005. Dans le contexte du ralentissement

⁴ Les salariés ne comprennent pas les travailleurs autonomes, qui sont nombreux dans ce secteur.

économique actuel et des compressions des subsides gouvernementaux, il faut s'attendre à un rajustement négatif du marché de l'emploi, notamment dans les organismes sans but lucratif.

Le secteur de l'enregistrement sonore connaît, de son côté, une baisse prononcée de ses ventes, en raison notamment de l'accès à la musique par l'intermédiaire d'Internet et de la modification des habitudes de consommation du public. Les ventes de CD au Québec ont chuté de 15 % en 2008, par rapport à 2007. Il s'agit d'une baisse record. Par contre, l'achat de musique numérique téléchargée d'Internet a augmenté considérablement, avec une hausse de 76 % comparativement à 2007. Toutefois, cette montée spectaculaire du marché numérique sur Internet ne réussit pas à compenser les pertes enregistrées par la chute des ventes de CD. Les organismes actifs sur le marché de la « relève » et de la scène musicale indépendante sont particulièrement vulnérables à cette situation. De plus, il y a prolifération de l'offre par rapport aux limites du marché francophone. Cette industrie entre dans une phase de consolidation, ce qui est peu propice à une augmentation de l'embauche. Selon l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ), il faudrait légiférer pour combattre le téléchargement illégal de musique au pays.

La rentabilité des télédiffuseurs « généralistes » ou de « première chaîne » est compromise par une baisse des revenus publicitaires, notamment au profit d'Internet et de la fragmentation de la consommation télévisuelle. Cette situation a entraîné une révision du mandat du Fonds canadien de télévision, très engagé dans le financement des productions télévisuelles. De plus, la réduction annoncée du financement gouvernemental de la chaîne de télévision publique pourrait avoir une influence négative supplémentaire sur les emplois. L'état des choses pourrait entraîner des pertes d'emplois dans le sous-secteur de la télédiffusion et des baisses de revenus pour les techniciens en audiovisuel ainsi que pour les artistes en arts d'interprétation, notamment par rapport aux téléseries.

Le secteur du cinéma devra pour sa part s'adapter au marché du tournage des films étrangers, principal moteur de la croissance des dernières années. De 2002

à 2007, il a connu une baisse importante à Montréal, en raison des mesures protectionnistes des États-Unis et de la forte concurrence que se livrent plusieurs pays pour attirer les producteurs américains. Montréal connaît également une concurrence accrue de la part de Vancouver et de Toronto, ainsi que d'autres villes canadiennes. La valeur des productions étrangères tournées à Montréal s'établissait à 400 millions de dollars en 2002. En 2004, elle a diminué à 260 millions. Elle a baissé à nouveau en 2005, soit à 100 millions, avec la réalisation de six productions seulement. Pour l'année 2006, le Bureau de la télévision et du cinéma du Québec (BTCQ) estime à 200 millions de dollars les budgets des tournages des productions étrangères au Québec et à 270 millions pour 2007. En 2008, les sommes ainsi dépensées ont été de l'ordre de 60 millions seulement, puisque aucune production américaine importante n'a été tournée à Montréal. Les possibilités qui se présentaient pour 2009 ont été jusqu'à maintenant annulées en faveur de pays de l'Europe de l'Est. L'absence de tournages de productions américaines à Montréal pour une deuxième année consécutive serait catastrophique. Les avantages fiscaux qu'offre le Québec, limités aux coûts de la main-d'œuvre, n'étaient pas concurrentiels par rapport à ceux des États-Unis et des pays d'Europe de l'Est, lesquels s'appliquent à l'ensemble des coûts de production. La hausse prévisible du dollar canadien, le climat économique et l'offre fiscale du Québec ont créé une situation difficile pour l'industrie du cinéma. De plus, les coupes dans les budgets de l'industrie télévisuelle pourraient également lui nuire. Le BCTQ, mis sur pied en juin 2005, évalue à quatre ou cinq productions étrangères à gros budget le seuil d'une année acceptable pour le potentiel de Montréal.

Tendances et perspectives

Dans le secteur du cinéma, la Société générale de financement (SGF) et le BCTQ, en collaboration avec la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), poursuivent leurs efforts pour attirer des producteurs américains à Montréal. Des possibilités sont envisagées dans le domaine des téléseries, mais le retour à la période faste du début des années 2000 est improbable. De plus, la récente remontée du dollar canadien, au deuxième trimestre de 2009, ne permet

pas l'établissement de conditions favorables à court terme. Toutefois, en juin 2009, le gouvernement du Québec a modifié son programme de crédits d'impôt pour soutenir davantage le tournage de films étrangers. Il l'a bonifié pour qu'il s'applique à l'ensemble des frais de production engagés au Québec et non plus uniquement aux salaires. Cette mesure est entrée en vigueur en juin dernier, ce qui constitue un incitatif nouveau pour des tournages de productions américaines au cours de l'année. Pour sa part, le cinéma local québécois reste stable, avec même une légère tendance à la hausse en 2008 par rapport à la moyenne des 10 dernières années, ce qui peut garantir le maintien en emploi des personnes les plus qualifiées, notamment les techniciens. L'introduction des nouvelles technologies de haute définition (HD) est essentielle pour que ce secteur conserve une part de marché importante et demeure concurrentiel. Les coupes budgétaires dans le secteur de la télévision pourraient avoir de graves incidences sur l'industrie du cinéma québécois.

Le secteur de l'enregistrement sonore doit quant à lui trouver des moyens plus efficaces de commercialiser la musique sur Internet tout en augmentant la quantité et la qualité de l'offre pour espérer accroître ses revenus. Il devra effectuer des arrimages pour mettre en place un meilleur contrôle de l'offre illégale, notamment avec les entreprises de téléphonie mobile et les fournisseurs d'accès à Internet.

Le sous-secteur des arts du cirque continue sa croissance et il fait figure d'exemple et de moteur du développement du secteur des arts d'interprétation. Cette industrie a besoin de main-d'œuvre spécialisée et peut embaucher un volume non négligeable de techniciens du cinéma et des arts de la scène qui ont des difficultés à trouver de l'emploi.

Dans les autres sous-secteurs des arts de la scène, les compagnies d'art d'interprétation devront maîtriser leurs coûts et il sera important, à court terme, qu'elles misent sur une programmation de qualité pour continuer à attirer le public dans un contexte de ralentissement économique. Au cours de 2007, les trois paliers de gouvernement, fédéral, provincial et municipal, se sont impliqués pour améliorer son financement,

notamment par les investissements annoncés dans le cadre du « Rendez-vous novembre 2007 – Montréal métropole culturelle ». Un plan d'intervention de 10 ans (2007 à 2017) a été déposé le 12 novembre 2007. Il sollicite l'augmentation de la participation du secteur privé pour conjuguer le retard de Montréal par rapport à Toronto, où les entreprises privées contribuent beaucoup plus aux activités culturelles. Toutefois, le climat économique actuel n'est pas propice à l'accroissement des investissements privés à court terme, mais il s'agit d'une orientation qui pourrait se traduire par des solutions appréciables à plus longue échéance pour le maintien en emploi des artistes et des travailleurs culturels. Le Quartier des spectacles prend forme peu à peu, et l'on prévoit son achèvement en 2012 ou 2013.

L'événement « Montréal métropole culturelle » annonçait également la mise en place du Quartier de l'histoire dans le Vieux-Montréal. Ces investissements dans les infrastructures muséales pourraient donner un nouvel élan au secteur du patrimoine et des musées, très lié au tourisme.

Les grands festivals feront face à des difficultés financières découlant du retrait de certaines commandes privées pour les prochaines années. Pour 2009, leur financement est assuré. La tenue des festivals à Montréal offre une importante masse critique d'activités culturelles pendant la période touristique. Le Festival des arts du cirque, inauguré l'an dernier, prendra de l'ampleur en 2009. Certains dirigeants du milieu avancent l'idée que d'autres événements artistiques de toutes disciplines viennent se greffer aux festivals existants pour ainsi augmenter les retombées économiques qu'entraîne le tourisme.

Le travail indépendant a considérablement augmenté dans le secteur des arts et du spectacle au cours des 15 dernières années, en raison notamment du grand nombre de nouveaux diplômés de niveaux technique et universitaire qui sont arrivés sur le marché du travail de 1990 à 2005. Cette croissance notable a engendré un volume de main-d'œuvre disponible à Montréal que le secteur a de la difficulté à absorber. Cette main-d'œuvre devra concilier ses objectifs de création avec les politiques culturelles gouvernementales, de plus

en plus orientées vers la rentabilité. Elle devra également se diriger vers les nouveaux emplois émergeant des industries rentables qui nécessitent des compétences artistiques, notamment celle des jeux vidéo, où les personnes diplômées en beaux-arts et en cinéma peuvent espérer faire carrière en touchant de bons revenus, ainsi que le secteur des arts du cirque pour certains emplois techniques.

Dans la période de ralentissement économique actuelle, le secteur culturel devra innover pour s'adapter aux changements du marché et compter sur sa créativité pour élaborer de nouveaux produits, trouver de nouveaux marchés, introduire des technologies de pointe et accroître sa polyvalence et sa multidisciplinarité. La Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal a créé le Comité de formation continue en arts et culture, en collaboration avec la Direction régionale du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) et avec des associations professionnelles du milieu artistique. Pour soutenir le milieu, ce comité s'est donné les thèmes prioritaires suivants : gestion de carrière; gestion d'affaires (ateliers, entreprises); acquisition de connaissances d'ensemble du milieu culturel, du droit et de la gestion d'organismes culturels; développement des compétences disciplinaires; développement des connaissances dans des domaines d'expression connexes; développement des compétences en nouvelles technologies comme outils de création; développement des compétences en techniques de gestion informatisée, de base ou avancées; développement des connaissances liées à la mondialisation de l'activité artistique; marketing, mise en marché, vente, développement des marchés, des publics et des clients; gestion des ressources humaines.

Afin d'amoindrir les effets du ralentissement économique sur les artistes, artisans, et travailleurs culturels de la région, la Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal a augmenté de 500 000 \$ son soutien financier à la formation continue en 2009-2010, pour une aide totale de 1,5 million de dollars.

Documents et autres sources de renseignements :

Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ). *Résultat d'une étude diagnostique sur les ressources humaines du secteur du disque et du spectacle au Québec et sur les besoins des entreprises de ce secteur en matière de professionnalisation*. Étude produite par Éduconseil inc. et financée par le Conseil québécois des ressources humaines en culture (CQRHC), Montréal, 2002, 81 p.

Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, Montréal, présentation au Forum métropolitain 2007 et site Internet.

Comité de pilotage du Rendez-vous novembre 2007 – Montréal, métropole culturelle. *Plan d'action 2007-2017 Montréal, métropole culturelle*, Montréal 12 novembre 2007, 20 p.

Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal. Données de Statistique Canada sur les recensements de 2001 et de 2006, compilation spéciale de la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail, mai 2009.

Hill Stratégies Recherche inc. « Les artistes dans les provinces et territoires du Canada basée sur le recensement 2006 », *Regards statistiques sur les arts*, vol. 7, n° 5, mars 2009, 47 p.

Institut de la statistique du Québec. Observatoire de la Culture et des Communications du Québec. *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante*, édition 2008 révisée, Québec, septembre 2008, 147 p. http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/publicat_obs/film.htm

Institut de la statistique du Québec. Observatoire de la Culture et des Communications du Québec. *Revenu moyen d'emploi des professions culturelles*, Québec 2000-2005, tableau 3.1.9, site Internet, juin 2009.

Gouvernement du Québec. Ministère de la Culture et des Communications et Emploi-Québec. *Entente pour la mise en œuvre d'une stratégie québécoise de développement des ressources humaines en culture*, Québec, octobre 2000.

Gouvernement du Québec. Ministère de la Culture et des Communications. *Surv. Bulletin de la recherche, des politiques et du lectorat*, n° 13, janvier 2005, 10 p.

Gouvernement du Québec. Ministère de la Culture et des Communications, Direction de la recherche, des politiques et du lectorat. *Les Professions artistiques et culturelles des secteurs de la culture et des communications au Québec 1991-2001. Portrait et tendances, données du recensement 2001*, Québec, mars 2005, 65 p.

Revue de presse : *La Presse*, *La Presse canadienne*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *Les Affaires*, novembre 2003 à juin 2009.

Statistique Canada. *La Culture en perspectives*, vol. 14, n° 3, janvier 2004.

Statistique Canada (Vik Singh). *Contribution économique de la culture au Canada – Une perspective provinciale*. Document de recherche n° 81-595-MIF2004025 au catalogue, décembre 2004, 21 p.

Ville de Montréal. *Le Bilan économique 2004 de la Ville de Montréal*. Direction de la planification stratégique, été 2005, 32 p.

CHIMIE, PÉTROCHIMIE ET RAFFINAGE

ENCART STATISTIQUE Fiche Chimie, pétrochimie et raffinage (SCIAN 324 et 325, sauf 3254)



Personnes en emploi résidant dans

l'île de Montréal	3 870
la RMR de Montréal	10 300
l'ensemble du Québec	17 485

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	6,0
la RMR de Montréal	4,8
l'ensemble du Québec	4,8

Part des emplois atypiques

Travail autonome	2,6 %
Temps partiel	9,9 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Chimie, pétrochimie et raffinage (324 et 325)	49 139 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	69,5 %
Femmes	30,5 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes⁵

31,7 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	8,4 %
25 à 44 ans	50,8 %
45 à 54 ans	25,8 %
55 ans ou plus	15,0 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	11,9 %
Études secondaires	22,0 %
Diplômes de métier	11,6 %
Cégep	18,5 %
Tous les diplômes universitaires	36,2 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	22,5 %
5 à 19 personnes	37,4 %
20 à 99 personnes	31,3 %
100 personnes ou plus	8,8 %
Nombre total d'établissements	182

Exportations du Québec (\$ courants)

2004	3 632 273 000 \$	11,8 %
2005	4 319 019 000 \$	12,1 %
2006	4 440 575 000 \$	12,1 %
2007	4 563 415 000 \$	12,0 %
2008	5 587 647 000 \$	12,5 %

Part des exportations canadiennes

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Chimie, pétrochimie et raffinage (324 et 325)	0,6 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

⁵ Dans l'ensemble des secteurs de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage (324 et 325).

Portrait du secteur

Ce secteur comprend les entreprises des industries du raffinage et de la pétrochimie ainsi que celles des produits chimiques. L'industrie pétrochimique, incluant les polymères, fabrique des produits primaires qui entrent dans la fabrication d'articles dérivés du pétrole. Les produits pétrochimiques finis se retrouvent dans une multitude de produits : rembourrage, fibres de textile, plastique, pièces d'automobile, emballages, pneus, détergents, cosmétiques, solvants, etc. L'industrie des produits chimiques regroupe des entreprises actives dans 35 sous-secteurs, tels que les peintures, les ingrédients actifs, les additifs, les engrais, les pesticides, etc.

Au Québec, cette industrie regroupe trois raffineries, une quinzaine d'entreprises pétrochimiques et plus de 400 compagnies de produits chimiques. Près de 26 000 personnes y travaillent, dont la majorité (73 %) dans la région métropolitaine de Montréal. Cette production diversifiée permet d'alimenter des secteurs très importants, comme ceux du transport, des mines, des pâtes et des papiers.

Les entreprises de ce secteur présentent des caractéristiques très différentes selon leur taille et la complexité technologique de leur procédé d'exploitation. Ainsi, les sociétés pétrochimiques sont, pour la plupart, des filiales de multinationales canadiennes, américaines et européennes. Elles fabriquent souvent en continu, dans d'immenses installations à ciel ouvert, de grands volumes de substances dérivées du pétrole. Les compagnies qui fabriquent des produits chimiques sont concentrées dans les quatre sous-secteurs suivants : les produits de toilette, les adhésifs et les scellants, les produits de nettoyage et les spécialités pour textiles, eaux, pâtes et papiers. La majorité d'entre elles fabriquent de petits volumes de produits en utilisant un procédé de fabrication en discontinu.

Il est difficile de faire des prévisions pour le marché de l'emploi de ce secteur compte tenu de la diversité des produits et des variations importantes des marchés. Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi dans la chimie, la pétrochimie et le raffinage est de 0,8 % jusqu'en 2013. Ce secteur enregistrera une baisse d'emplois à Montréal en 2009 et amorcera en 2010 une croissance plutôt légère, mais demeurant constante jusqu'en 2013.

Problématiques et défis

La crise économique mondiale a accentué les problèmes de ce secteur, déjà très éprouvé en 2007 par les hausses importantes du prix de l'essence. Après les fermetures de Pétromont et de Basell Canada Inc. au début de 2008, c'est maintenant au tour de PTT Poly Canada de fermer ses portes. L'aide importante de la Société générale de financement au secteur de la pétrochimie (Interquisa Canada, Petresa Canada, Chimie Parachem, PTT Poly Canada) n'a donc pas empêché le licenciement de plus de 400 travailleurs québécois. Les entreprises des complexes pétrochimiques de l'Est-de-Montréal et de Varennes sont interreliées et plusieurs observateurs craignent la possibilité d'un effet domino qui pourrait entraîner la fermeture d'autres établissements du secteur.

De plus, les investissements prévus par Ultramar (1,5 milliard de dollars) et Pétro-Canada (un milliard) ne cessent d'être reportés en raison de la conjoncture économique. Les projets d'expansion de la raffinerie d'Ultramar, à Lévis, et de construction d'une unité de cokéfaction à la raffinerie de Pétro-Canada de Montréal pourraient ainsi ne pas voir le jour. Les deux raffineries espèrent l'amélioration du contexte actuel, soit une augmentation du prix du pétrole et un meilleur rendement des investissements sur les marchés financiers.

D'autre part, le projet du port méthanier de Lévis (Gaz Métro, Embridge et Gaz de France) progresse moins rapidement que prévu et celui de Gros-Cacouna

(Péto-Canada et TransCanada Pipelines) semble abandonné. Le gouvernement du Québec a donné le feu vert au projet de Lévis, mieux connu sous le nom de Rabaska, en octobre 2008, mais il ne sera probablement concrétisé qu'en 2013, après de longues négociations avec les fournisseurs (Gazprom, de Russie, et autres). Le projet de Gros-Cacouna pourrait ne pas voir le jour compte tenu de la décision du géant Gazprom d'annuler la construction d'installations de gaz naturel liquéfié sur la mer Baltique. Ces projets impliquent des investissements importants de la part des fournisseurs dans leurs propres installations, soit 3,5 milliards de dollars dans le cas de Gros-Cacouna, lesquels s'annoncent moins rentables compte tenu de la baisse du prix du gaz naturel sur le marché international.

Tendances et perspectives

Le secteur de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage a perdu 22 % de sa main-d'œuvre de 2001 à 2006, dont plus de 2 000 emplois dans la région de Montréal. La diminution des effectifs montréalais est majoritairement imputable au secteur des produits chimiques.

La concrétisation de projets qui assureraient les approvisionnements en gaz naturel liquéfié serait très bénéfique pour les entreprises québécoises de la chimie et de la pétrochimie et leur permettrait de réduire leur facture énergétique. Il importe également de rappeler que les sociétés pétrochimiques sont souvent des filiales de multinationales très sensibles à l'évolution du marché des ressources naturelles.

Le secteur des produits chimiques présente une autre problématique en raison de la grande diversité de sa production, de la relative petitesse de ses établissements et de l'hétérogénéité de sa main-d'œuvre. Ainsi, plus de 76 % des établissements de ce secteur emploient moins de 50 employés et près de 32 % de ceux qui y ont travaillé en 2005 étaient nées à l'extérieur du Canada.

Les principaux enjeux mentionnés par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage sont la mondialisation, qui entraîne une forte concurrence sur tous les marchés, et l'automatisation de la chaîne de production, qui exige l'adaptation des procédés de fabrication et de l'équipement, ainsi que le perfectionnement et le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée. S'ajoute à cela le fait que la majorité des entreprises de ce grand secteur très diversifié sont de petite taille et que l'on connaît peu leurs besoins en formation.

Mentionnons en terminant que l'industrie chimique passe progressivement au vert. Certaines entreprises québécoises ont pris le virage écologique et mis au point des procédés de fabrication ou des produits moins dommageables pour l'environnement.

Note : Les données statistiques présentées dans cette fiche incluent le sous-secteur de la fabrication des produits pharmaceutiques.

Documents et autres sources de renseignements :

Site Internet du Comité sectoriel de main-d'œuvre de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage : www.chimie.qc.ca.

Comité sectoriel de main-d'œuvre de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage. L'industrie du raffinage, de la pétrochimie et de la chimie au Québec : Diagnostic sectoriel, Portrait de l'industrie et de la main-d'œuvre, mai 2006. <http://www.chimie.qc.ca/fr/analyse-etudes/analyse-etudes.shtml>

Comité sectoriel de main-d'œuvre de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage. L'industrie de fabrication des produits de toilette : Portrait de l'industrie et de la main-d'œuvre, juin 2005. <http://www.chimie.qc.ca/fr/analyse-etudes/analyse-etudes.shtml>

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Présentation de l'industrie chimique. <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2292>

www.lesaffaires.com/index.fr.html

www.cyberpresse.ca/actualites/

COMMERCE DE DÉTAIL

ENCART STATISTIQUE Fiche Commerce de détail (SCIAN 44-45, sauf 441, 445 et 454)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	76 240
la RMR de Montréal	139 185
l'ensemble du Québec	262 405

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

65 055

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	6,6
la RMR de Montréal	5,7
l'ensemble du Québec	5,2

Part des emplois atypiques

Travail autonome	7,9 %
Temps partiel	34,4 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Commerce de détail (44-45)	26 531 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	43,0 %
Femmes	57,0 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	32,9 %
25 à 44 ans	39,1 %
45 à 54 ans	15,8 %
55 ans ou plus	12,2 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	12,9 %
Études secondaires	31,7 %
Diplômes de métier	9,3 %
Cégep	22,2 %
Tous les diplômes universitaires	23,9 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	40,9 %
5 à 19 personnes	47,5 %
20 à 99 personnes	9,4 %
100 personnes ou plus	2,2 %
Nombre total d'établissements	5 389

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Commerce de détail (44-45)	0,4 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Définition du secteur

« Le commerce de détail représente l'ensemble des points de vente au détail (lieux physiques, comme locaux d'affaires ou magasins) dont l'activité principale consiste en la vente au grand public de marchandises et de services connexes, pour la consommation des ménages. »⁶ Le secteur se subdivise en plusieurs sous-secteurs, dont la liste se trouve ci-après. Il faut noter que les sous-secteurs des marchands de véhicules automobiles (441) et des magasins d'alimentation (445) sont exclus du commerce de détail, car il s'agit d'activités économiques couvertes dans des secteurs distincts.

- Magasins de meubles (4421)
- Magasins d'accessoires de maison (4422)
- Magasins d'appareils électroniques et ménagers (443)
- Marchands de matériaux et fournitures de construction (4441)
- Magasins de matériel et fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses (4442)
- Magasins de produits de santé et de soins personnels (446)
- Stations-service (447)
- Magasins de vêtements (4481)
- Magasins de chaussures (4482)
- Bijouteries et magasins de bagages et de maroquinerie (4483)
- Magasins d'articles de sport, de passe-temps et d'instruments de musique (4511)
- Magasins de livres, de périodiques et d'articles de musique (4512)
- Grands magasins (4521)
- Magasins d'autres fournitures de tout genre (4529)
- Fleuristes (4531)
- Magasins de fournitures de bureau, papeterie et cadeaux (4532)
- Autres magasins de détail divers (4533 et 4539)

⁶ www.detailquebec.com

Profil des entreprises et de la main-d'œuvre

Le tableau 1 montre la répartition des entreprises et des emplois dans les sous-secteurs du commerce de détail au Québec. On y voit que 60 % des travailleurs se trouvent dans les cinq sous-secteurs suivants : vêtements, produits de santé et de soins personnels, matériaux et fournitures de construction, grands maga-

sins et fournitures de tout genre. Le commerce de détail représente 7,9 % de l'ensemble des emplois de la région de Montréal. Cette dernière regroupe 25 % de la population du Québec, 25 % des établissements du commerce de détail et 24 % des emplois du secteur, ce qui la place au premier rang des régions de la province⁷.

Tableau 1 : Nombre d'emplois et d'établissements par sous-secteur à Montréal

Sous-secteur	Nombre d'emplois ⁸	%	Nombre d'établissements ⁹	%
Magasins de meubles	2 505	3,8	163	3,0
Magasins d'accessoires de maison	2 060	3,1	194	3,6
Magasins d'appareils électroniques et ménagers	4 580	7,0	448	8,3
Marchands de matériaux et fournitures de construction	3 875	6,0	227	4,2
Magasins de matériel et fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses	265	0,4	21	0,4
Magasins de produits de santé et de soins personnels	9 960	15,4	814	15,1
Stations-service	1 975	3,0	316	5,9
Magasins de vêtements	13 920	21,3	1 176	21,8
Magasins de chaussures	2 590	4,0	196	3,6
Bijouteries et magasins de bagages et de maroquinerie	1 920	3,0	321	6,0
Magasins d'articles de sport, de passe-temps et d'instruments de musique	3 195	5,0	292	5,4
Magasins de livres, de périodiques et d'articles de musique	2 295	3,5	119	2,2
Grands magasins	6 265	9,6	28	0,5
Magasins d'autres fournitures de tout genre	3 505	5,3	207	3,8
Fleuristes	780	1,1	133	2,5
Magasins de fournitures de bureau, papeterie et cadeaux	2 305	3,5	275	5,1
Autres magasins de détail divers	3 070	4,7	459	8,5
TOTAL	65 065	100	5 389	100

⁷ Diagnostic sectoriel de la main-d'œuvre du commerce de détail 2008-2011, Détail Québec, 2008.

⁸ Recensement 2006, Statistique Canada, Emplois selon le lieu de résidence.

⁹ Registre des entreprises et compilation spéciale d'Emploi-Québec Montréal, Statistique Canada, janvier 2009.

Une grande proportion des entreprises du commerce de détail, soit 88 %, sont de petite taille (moins de 20 employés), ce qui peut les exposer plus fortement aux fluctuations du marché et diminuer leur compétitivité.

De façon générale, on peut décrire la main-d'œuvre du commerce de détail par les caractéristiques suivantes :

- Main-d'œuvre très jeune (le tiers a de 15 à 24 ans)
- Faiblement scolarisée (44 % possèdent soit un diplôme d'études secondaires, soit aucun diplôme)
- Très forte présence du travail à temps partiel (34 % par rapport à la moyenne de 19 % pour l'ensemble des secteurs).

Les données suivantes sont tirées du *Diagnostic sectoriel de la main-d'œuvre du commerce de détail 2008-2011* produit par Détail Québec :

- Le personnel affecté à la vente et au service à la clientèle représente 64,6 % de la main-d'œuvre au Québec. Le reste est constitué du personnel de

direction (20,9 %), du personnel professionnel ou de soutien administratif (6,1 %) et du personnel de gestion des marchandises (8,4 %).

- La main-d'œuvre du secteur est composée à 57,8 % de femmes. Plus particulièrement, les trois sous-secteurs suivants comptent une très forte proportion d'employées : les magasins de vêtements et d'accessoires (bijouteries, bagages et maroquinerie) (78,7 %), les magasins de produits de santé et de soins personnels (75,5 %) et les grands magasins (71,7 %).
- Les jeunes de 15 à 24 ans comptent pour le tiers de la main-d'œuvre du secteur. Ils se trouvent en plus forte concentration dans les sous-secteurs suivants : les stations-service (48,7 %), les magasins de chaussures (44,8 %), les magasins d'articles de sport, de passe-temps et d'instruments de musique (42,6 %) et les magasins de vêtements (41,4 %).
- À Montréal, les cinq principales professions du secteur quant au nombre actuel d'emplois sont les suivantes :

Tableau 2 : Principales professions du commerce de détail

CNP	Profession	Nombre
6421	Vendeurs et commis-vendeurs	26 765
0621	Directeurs	8 725
6611	Caissiers	6 825
6622	Préposés à la marchandise	1 605
6211	Superviseurs	1 560

Santé économique actuelle du secteur

- L'activité du secteur du commerce de détail a généré 6 % du produit intérieur brut du Canada en 2006; il s'agissait du deuxième employeur en importance au Canada, représentant 11 % de l'emploi total, derrière le secteur de la fabrication¹⁰.
- Au Québec, en 2008, six sous-secteurs du commerce de détail ont connu une croissance de leurs ventes supérieure à la moyenne (4,7 %) soit les stations-service (12,7 %), les magasins d'ordinateurs et de logiciels (8,4 %), les magasins d'électronique et d'électroménagers (7,9 %), les magasins d'accessoires de maison (7,2 %), les magasins de marchandises diverses (5,3 %) et les quincailleries (5,0 %). À l'opposé, six autres sous-secteurs ont obtenu un rendement plus faible que la moyenne : les pharmacies (2,7 %), les magasins de meubles (1,9 %), les magasins de vêtements (1,3 %) ainsi que les magasins de sport et de musique et les librairies (1,3 %). Seul le sous-secteur de la chaussure a connu une décroissance (- 1 %) ¹¹.
- De façon générale, le commerce de détail a été moins durement touché par la crise économique au Québec qu'ailleurs puisqu'il y a connu une hausse de ses ventes supérieure à la moyenne canadienne, soit 4,7 % comparativement à 3,4 %¹². Même si les médias ont récemment dressé plusieurs portraits alarmants de la situation du secteur, notons que les baisses draconiennes des indicateurs enregistrées dans le secteur proviennent aux trois quarts de la diminution des ventes dans le domaine de l'automobile¹³, qui constituent, pour notre analyse, un secteur distinct.

Problématiques et défis

Problématiques en ressources humaines

Recrutement

Problématique 1. La pénurie de main-d'œuvre se fait cruellement sentir dans le commerce de détail. On l'a vu précédemment, le tiers du personnel est âgé de 15 à 24 ans. Dans une société vieillissante, où les jeunes sont très sollicités, d'autres secteurs sont désormais devenus des concurrents non négligeables en matière d'embauche.

Problématique 2. Les formations en commerce de détail ainsi que les professions auxquelles elles mènent sont méconnues de la population en général, qui en a très souvent une perception négative, tout comme du secteur. Cette tendance semble même s'accroître depuis quelques années. En effet, un sondage révèle que la proportion de gens ayant une perception plutôt faible ou très faible du pouvoir d'attraction du secteur du commerce de détail est passée de 40 % à 66 % de 2004 à 2007¹⁴. Il y a donc un travail de revalorisation des professions du secteur à faire auprès de la population.

Piste de solution. Détail a mis en ligne le site www.penseaudetail.com pour mieux faire connaître les professions du secteur au moyen d'un jeu interactif.

Rétention

Problématique 1. Le commerce de détail connaît un fort taux de roulement. Un récent sondage mené auprès des employés révèle qu'ils demeurent en moyenne 10 ans dans le secteur et 6 ans dans la même entreprise (alors que dans l'ensemble des secteurs économiques, la durée moyenne d'emploi se situe à près de 9 ans¹⁵). En trois ans, l'intention des personnes travaillant à temps plein de rester chez leur employeur actuel a chuté de 73 % à 62 %. Les raisons

¹⁰ Sommaire des bilans des réalisations 2007-2008 et perspectives 2008-2009, Commission des partenaires du marché du travail.

¹¹ Commerce de détail : Bilan 2008 et perspectives des ventes 2009, Conseil québécois du commerce de détail, communiqué de presse du 27 février 2009.

¹² Idem.

¹³ « Plus gros recul en 15 ans des ventes au détail », La Presse Affaires, 23 février 2009.

¹⁴ Diagnostic sectoriel de la main-d'œuvre du commerce de détail 2008-2011, Détail Québec, 2008.

¹⁵ Idem.

qu'elles évoquent pour expliquer leur désir de quitter leur emploi sont les suivantes : 50 % disent qu'elles ne sont pas dans leur domaine de formation, 33 % veulent retourner aux études et 20 % mentionnent un départ à la retraite imminent. D'autres raisons peuvent expliquer le mouvement du personnel : la faiblesse des salaires et l'absence d'avantages sociaux, les horaires de travail, les périodes de vacances trop courtes, les possibilités de progression de carrière limitées. De plus en plus, les employés apprécient et recherchent les entreprises favorisant l'autonomie et où l'ambiance de travail est stimulante et chaleureuse. L'appréciation de ces éléments est passée de 4 % à 20 % en trois ans seulement, soit de 2004 à 2007¹⁶.

Développement des ressources humaines

Problématique 1. La formation informelle (sur le tas) est majoritairement celle qui prévaut dans le commerce de détail. Dans un secteur où le savoir-être prime bien avant l'expérience, et dans un contexte où les consommateurs sont de plus en plus informés et exigeants, le sujet de formation le plus en demande est le service à la clientèle. Certaines entreprises ont de la difficulté à trouver des formations adaptées à leurs besoins et pouvant susciter l'intérêt de leur personnel.

Gestion des ressources humaines

Problématique 1. Les gestionnaires d'aujourd'hui font face au défi de s'adapter aux attentes professionnelles et aux valeurs de leurs employés, qui divergent grandement selon la génération à laquelle ils appartiennent. La génération Y, soit celle des jeunes nés de 1980 à 1995, constitue la nouvelle cohorte arrivant sur le marché du travail. Elle présente des caractéristiques qui déroutent parfois les gestionnaires en place. On décrit les gens de cette génération comme étant très informés, créatifs, capables d'exécuter plusieurs tâches en même temps, autonomes et travaillant bien en équipe, mais aussi comme manquant de loyauté, vivant dans l'immédiat, recherchant un em-

ploi stimulant où ils peuvent s'exprimer et prendre des initiatives, et surtout leur offrant une grande flexibilité pour la conciliation travail-vie privée. Ces attentes paraissent parfois difficiles à combler pour les gestionnaires. C'est pourquoi bien connaître cette génération et apprivoiser ses caractéristiques sera un enjeu crucial, particulièrement dans le commerce de détail, qui puise une forte proportion de sa main-d'œuvre dans ce groupe (rappelons que le tiers des travailleurs du secteur est âgé de 15 à 24 ans).

Tendances et perspectives

Facteurs qui auront des répercussions sur la santé économique du secteur en 2009-2010

Favorables

Effet modéré de la crise économique au Québec. Selon les experts, les économies canadienne et québécoise sont actuellement en récession. Cependant, cette décroissance pourrait être moins importante et d'une durée limitée au Québec. De plus, les divers programmes gouvernementaux en place, ou qui le seront incessamment, devraient permettre de stimuler l'économie québécoise pour qu'elle traverse la crise sans subir trop de dégâts¹⁷.

Facteurs stimulant la consommation des ménages.

La consommation sera stimulée par de faibles taux d'intérêt, un taux d'inflation relativement bas, des mesures fiscales gouvernementales et une certaine progression du revenu personnel disponible¹⁸.

Défavorables

Facteurs freinant la consommation des ménages.

La consommation sera freinée par une création d'emplois anémique et un taux de chômage à la hausse. De plus, considérant le climat d'incertitude qui prévaut, les consommateurs pourraient privilégier l'épargne au détriment des dépenses de consommation¹⁹.

¹⁶ Le Guide de l'emploi 2008-2009, L'unique répertoire des entreprises qui recrutent, Septembre éditeur, p. 107.

¹⁷ Commerce de détail : Bilan 2008 et perspectives des ventes 2009, Conseil québécois du commerce de détail, communiqué de presse du 27 février 2009.

¹⁸ Idem.

¹⁹ Idem.

Le monopole étranger du commerce électronique.

On constate un recul des achats en ligne sur les sites commerciaux québécois et canadiens au profit de sites étrangers. Cette tendance a été amplifiée par la crise économique, car plusieurs détaillants américains, voyant là une occasion de compenser le ralentissement de leurs ventes aux États-Unis, ont décidé de cibler le marché électronique canadien. L'offre québécoise, déficiente, laisse le champ libre à l'offensive étrangère. Présentement, environ 60 % des achats en ligne faits par des Québécois sont réalisés sur des sites Internet étrangers. Plus le temps passe et plus ces derniers prennent l'habitude d'acheter à l'extérieur, ce qui a un effet sur la création d'emplois. Avec le temps, la présence de cyberdétaillants étrangers fera perdre de plus en plus de ventes aux détaillants d'ici, ce qui pourrait les conduire à devoir réduire leur effectif²⁰.

Griffintown moins important que prévu. Griffintown, le vaste projet immobilier du sud-ouest de Montréal annoncé en 2007, estimé d'abord à 1,3 milliard de dollars, incluait un important volet commercial. Il a été revu à la baisse en raison de la crise économique. Aux prises avec des difficultés de financement, le projet a été scindé en plusieurs phases de réalisation, voire carrément sabré par endroits, et comprendra moins de commerces que prévu²¹.

Tendances générales dans le secteur

- Internet est devenu un outil incontournable dans le processus de décision d'achat. Près de deux Canadiens sur trois souhaitent pouvoir consulter les commentaires d'autres internautes avant de prendre une telle décision. Par ailleurs, la moitié des internautes canadiens estiment que ces commentaires auraient une influence sur le choix du commerçant avec lequel ils traiteraient ainsi que sur les produits ou les services qu'ils choisiraient. Cela démontre un réel besoin des consommateurs d'obtenir de l'information de sources autres que les publicités et les sites commerciaux²².

- Les consommateurs veulent désormais en avoir pour leur argent. On perçoit un « mouvement de simplification volontaire ». En d'autres mots, on s'attend à moyen terme au « dégonflement d'une forme d'économie artificielle encouragée par le crédit et l'argent faciles ». Mais cela ne veut pas dire que les gens n'achèteront que des produits de bas de gamme ou ne consommeront plus du tout. Ils vont plutôt acheter « ce qui est vraiment important pour eux »²³.
- La crise économique n'est que la pointe de l'iceberg qui explique la baisse de consommation des ménages. En fait, le phénomène serait plutôt une tendance de fond qui ne disparaîtra pas avec la reprise. La situation actuelle semble remettre en cause les façons de faire des entreprises et des institutions financières; de là provient la remise en question même d'une certaine forme du capitalisme qui prévalait et tel qu'on le pratiquait²⁴. Nous sommes au début de « l'ère de la postconsommation », où un nouveau modèle de consommation s'installe depuis quelques années déjà, basé sur de nouvelles valeurs. La surconsommation n'est plus un signe de succès; on cherche maintenant à dépenser moins et à vivre mieux. De plus, la volonté de réduire sa consommation s'allie aux préoccupations environnementales maintenant omniprésentes. Désormais, on veut sauver la planète en même temps qu'économiser de l'argent. S'ils veulent traverser ces temps plus durs avec succès, les détaillants devront savoir se repositionner pour répondre à ces nouvelles valeurs des consommateurs²⁵.

²⁰ « Commerce électronique : Le Québec en mauvaise posture », Les Affaires, 27 février 2009.

²¹ « Griffintown par étapes », Cyberpresse, 18 février 2009.

²² « Les Canadiens souhaitent avoir accès aux commentaires d'autres consommateurs sur Internet », Médias Transcontinental, 29 janvier 2009.

²³ « L'effet Starbucks secoue le commerce de détail », La Presse Affaires, 30 mars 2009.

²⁴ « Le capitalisme doit se renouveler », Le Devoir, 29 avril 2009.

²⁵ « Le début de l'ère de la postconsommation? », La Presse Affaires, 31 mars 2009.

COMMERCE DE L'ALIMENTATION

ENCART STATISTIQUE Fiche Commerce de l'alimentation (SCIAN 413 et 445)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	39 050
la RMR de Montréal	71 020
l'ensemble du Québec	142 170

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

31 085

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	6,4
la RMR de Montréal	5,3
l'ensemble du Québec	5,0

Part des emplois atypiques

Travail autonome	9,0 %
Temps partiel	30,0 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Commerce de détail (44-45)	26 531 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	57,7 %
Femmes	42,3 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	32,0 %
25 à 44 ans	40,6 %
45 à 54 ans	17,4 %
55 ans ou plus	10,1 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	23,4 %
Études secondaires	33,5 %
Diplômes de métier	10,5 %
Cégep	15,1 %
Tous les diplômes universitaires	17,5 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	44,4 %
5 à 19 personnes	38,7 %
20 à 99 personnes	13,7 %
100 personnes ou plus	3,2 %
Nombre total d'établissements	2 331

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Commerce de détail (44-45)	0,4 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Définition du secteur

Le commerce de l'alimentation est un sous-secteur du commerce de détail. Pourtant, il est traité comme un secteur distinct. Il comprend les établissements dont l'activité principale consiste à vendre, en gros ou au

détail, une gamme générale ou spécialisée de produits alimentaires ou de boissons.

- Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac (413)
- Magasins d'alimentation (445)

Tableau 1 : Nombre d'emplois et d'établissements par sous-secteur à Montréal

Sous-secteur	Nombre d'emplois ²⁶	%	Nombre d'établissements ²⁷	%
Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac	10 255	26	605	26
Magasins d'alimentation	28 795	74	1 726	74
TOTAL	39 050	100	2 331	100

Profil des entreprises et de la main-d'œuvre

Une grande proportion des entreprises du commerce de l'alimentation, soit 83 %, sont de petite taille (moins de 20 employés), ce qui peut les exposer plus fortement aux fluctuations du marché et diminuer leur compétitivité.

De façon générale, on peut décrire la main-d'œuvre du commerce de l'alimentation par les caractéristiques suivantes :

- Main-d'œuvre très jeune (le tiers a de 15 à 24 ans)
- Très faiblement scolarisée (57 % possèdent soit un diplôme d'études secondaires, soit aucun diplôme)
- Très forte présence du travail à temps partiel (30 % par rapport à la moyenne de 19 % pour l'ensemble des secteurs)

À Montréal, les cinq principales professions du secteur en nombre actuel d'emplois sont les suivantes :

Tableau 2 : Principales professions du commerce de l'alimentation²⁸

CNP	Profession	Nombre
6611	Caissiers	6 075
6622	Préposés à la marchandise	5 310
6421	Vendeurs et commis-vendeurs	3 490
0621	Directeurs	3 395
6251	Bouchers	1 195

²⁶ Recensement 2006, Statistique Canada.

²⁷ Registre des entreprises et compilation spéciale d'Emploi-Québec Montréal, Statistique Canada, janvier 2009.

²⁸ Recensement 2006, Statistique Canada.

Santé économique actuelle du secteur

- Le commerce de l'alimentation est relativement stable malgré les hauts et les bas de l'économie puisqu'il s'agit d'un service de première nécessité. Sa croissance est faible, mais durable. Et bien qu'on perçoive une saturation des marchés, il est en continuelle redéfinition pour s'adapter aux demandes des consommateurs ainsi qu'aux transformations de la société.
- Le commerce de l'alimentation représente 4 % des emplois du Québec²⁹.
- L'offre de service en alimentation s'est modifiée ces dernières années. Plusieurs types de magasins dont la distribution alimentaire n'est pas la principale activité sont devenus des acteurs importants de l'industrie. Les magasins de marchandises générales à escompte, pharmacies à grandes surfaces et magasins à prix unique livrent une concurrence de plus en plus intense aux magasins d'alimentation. Parallèlement, la part des magasins spécialisés connaît une bonne croissance, tout comme celle des services alimentaires et de la restauration, entre autres, à qui l'on accorde une part de plus en plus importante du budget consacré à l'alimentation³⁰. Eux aussi modifient leur offre de service et annexent souvent aujourd'hui une portion épicerie à leur établissement. Pour l'instant, malgré la montée de cette concurrence, les principaux distributeurs alimentaires au Québec détiennent encore 85 % des ventes d'aliments³¹.
- Le Québec est la province canadienne où l'on dépense le plus pour se nourrir, car les Québécois aiment bien manger et affectionnent les mets raffinés. C'est aussi là que l'on compte le plus grand nombre de magasins d'alimentation par personne. Puisqu'il y en a trop, les commerces s'entredéchirent pour survivre. Cette surabondance, alliée au fait que la concurrence s'intensifie avec la venue de nouveaux joueurs, pousse les

magasins d'alimentation à élargir la gamme des produits qu'ils offrent vers la distribution non alimentaire pour s'assurer des profits suffisants³².

Problématiques et défis

Problématiques en ressources humaines

Recrutement

Problématique 1. La pénurie de main-d'œuvre se fait cruellement sentir dans le commerce de l'alimentation. On l'a vu précédemment, le tiers du personnel est âgé de 15 à 24 ans. Dans une société vieillissante, où les jeunes sont très sollicités, d'autres secteurs sont désormais des concurrents non négligeables en matière d'embauche.

Problématique 2. Les formations en commerce de l'alimentation ainsi que les professions auxquelles elles mènent sont méconnues de la population en général, qui en a très souvent une perception négative, comme du secteur lui-même. Il y a donc un travail de revalorisation de ces métiers à faire auprès de la population.

Problématique 3. La situation pour les professions de boucher et de poissonnier est décrite comme critique tant le manque de main-d'œuvre et de relève est important. On trouve peu de gens de métier expérimentés sur le marché du travail et les écoles forment trop peu de nouveaux venus³³.

Rétention

Problématique 1. Le commerce de l'alimentation connaît un fort taux de roulement. La main-d'œuvre jeune y occupe souvent des emplois de façon temporaire, ce qui crée cette situation. D'autres raisons peuvent expliquer le mouvement du personnel : la faiblesse des salaires et l'absence d'avantages sociaux, les heures d'ouverture des magasins et donc les

²⁹ Analyse du marché de l'emploi et des besoins en matière de main-d'œuvre dans le commerce de l'alimentation du Québec, Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de l'alimentation, 2006.

³⁰ « La dynamique de la distribution alimentaire d'hier à aujourd'hui », Regard sur l'industrie agroalimentaire, Série BioClips+, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, vol. 10, n° 2, août 2007.

³¹ Idem.

³² Idem.

³³ Analyse du marché de l'emploi et des besoins en matière de main-d'œuvre dans le commerce de l'alimentation du Québec, Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de l'alimentation, 2006.

horaires de travail, les périodes de vacances trop courtes et les possibilités de progression de carrière limitées. À titre d'illustration, l'augmentation annuelle du salaire horaire moyen dans les magasins d'alimentation a été de 1,5 % de 1995 à 2004, comparativement à 2,4 % dans le commerce de détail en général³⁴.

Développement des ressources humaines

Problématique 1. La formation informelle (sur le tas) est majoritairement celle qui prévaut dans le secteur. On constate aussi une multiplication des formations maison, élaborées par les marchands d'alimentation à l'intention de leur personnel. Serait-ce le symptôme d'une inadéquation des programmes de formation initiale avec les besoins des commerces de l'alimentation³⁵?

Problématique 2. L'unique mode de recrutement pour combler les postes de niveau hiérarchique plus élevés est la mobilité verticale. On cible à l'interne le personnel qui présente du potentiel pour lui attribuer une promotion. Les gens qualifiés sont donc des personnes d'expérience, rarement des diplômées.

Gestion des ressources humaines

Problématique 1. Les gestionnaires d'aujourd'hui font face au défi de s'adapter aux attentes professionnelles de leurs employés, qui divergent grandement selon la génération à laquelle ils appartiennent. La génération Y, soit celle des jeunes nés entre 1980 et 1995, constitue la nouvelle cohorte arrivant sur le marché du travail. Elle présente des caractéristiques qui déroutent parfois les gestionnaires en place. On décrit les gens de cette génération comme étant très informés, créatifs, capables d'exécuter plusieurs tâches en même temps, autonomes et travaillant bien en équipe, mais aussi comme manquant de loyauté, vivant dans l'immédiat, recherchant un travail stimulant où ils peuvent s'exprimer et prendre des initiatives, et surtout leur offrant une grande flexibilité pour la conciliation travail-vie privée. Ces attentes paraissent parfois dif-

ficiles à combler pour les gestionnaires. C'est pourquoi bien connaître cette génération et apprivoiser ses caractéristiques sera un enjeu crucial, particulièrement dans le commerce de l'alimentation, qui puise une forte proportion de sa main-d'œuvre dans ce groupe (rappelons que le tiers des travailleurs du secteur est âgé de 15 à 24 ans).

Tendances et perspectives

Facteurs qui auront des répercussions sur la santé économique du secteur en 2009-2010

N.B. – Tel que mentionné dans le portrait du secteur, le commerce de l'alimentation est une industrie stable, qui connaît une croissance faible, mais durable. Peu de facteurs ont donc un effet sur sa santé économique, que ce soit favorablement ou défavorablement.

Favorables

Crise économique. La crise économique favorisera le commerce de l'alimentation au détriment de la restauration, car les consommateurs y verront une façon simple de diminuer leurs dépenses alimentaires. Ce mouvement est d'ailleurs amorcé : c'est le secteur économique où la hausse des ventes a été la plus importante en décembre 2008³⁶.

Défavorables

Décroissance de la population. Le rendement du commerce de l'alimentation est calqué sur l'évolution de la démographie. Le vieillissement de la population et, à plus long terme, sa décroissance diminueront considérablement la demande, causant des difficultés grandissantes aux commerçants pour se maintenir en affaires.

³⁴ Idem.

³⁵ Idem.

³⁶ « Quand la récession est au menu », Cyberpresse, 25 février 2009.

Tendances générales dans le secteur

- Dans tous les secteurs d'activité économique, la tendance est au développement durable. Dans le domaine de l'alimentation, cela se traduit notamment par la réduction de l'emballage, par la consommation d'aliments biologiques et par l'approvisionnement de proximité. En ce moment, le mouvement favorisant la consommation de produits locaux est très fort, ses adeptes ayant même adopté le terme « locavores » pour se désigner.
- Un autre mouvement remporte actuellement un vif succès : l'écogastronomie (ou slow food). Tirant son origine à la fois de préoccupations pour l'environnement et pour la santé, il prône les idées suivantes : ralentir le rythme, se réapproprier le plaisir de goûter les aliments, prendre le temps de mieux les connaître, les choisir, les cuisiner et les déguster, et cela, tout en respectant et en protégeant l'environnement, les matières premières et les techniques de culture et de transformation traditionnelles³⁷.
- Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par la salubrité des aliments qu'ils achètent, probablement à cause des crises que l'agroalimentaire a connues dernièrement (grippe aviaire, listériose). Pour rehausser les mesures d'hygiène et de salubrité, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a introduit en 2008 un règlement rendant obligatoire la formation en hygiène et salubrité alimentaires pour le personnel des établissements de distribution alimentaire. Ceux-ci ont jusqu'au 21 novembre 2009 pour s'y conformer.
- Probablement aidé par la récession, mais également par le vieillissement de la population, on note le retour du *cocooning*³⁸. On accorde désormais une grande importance à l'expérience du magasinage, on veut qu'elle soit réconfortante et, à ce titre, les grandes surfaces impersonnelles n'ont plus la cote. On souhaite aussi pouvoir compter sur un bon service à la clientèle et sur des conseils judicieux du personnel sur place.
- La notion de commodité est de plus en plus importante pour les consommateurs. Ils sont pressés et cherchent à gagner du temps en choisissant des aliments prêts à manger, souvent en portions individuelles, et en réduisant au minimum le nombre d'arrêts pour faire leurs courses, idéalement en centralisant tous leurs achats au même endroit. À titre d'illustration, chez IGA, les ventes de prêt à manger représentent 10 % du chiffre d'affaires de la chaîne de supermarchés, soit deux fois plus qu'il y a cinq ans. Cette propension à chercher des aliments le plus près possible de leur état de consommation est amplifiée par le fait que les consommateurs se présentent désormais au supermarché à l'heure des repas et décident à la dernière minute ce qu'ils vont manger³⁹.
- Avec la tendance mondiale au voyage et le multiculturalisme grandissant de la société québécoise viennent la découverte de nouvelles saveurs et préférences alimentaires. L'offre de produits se diversifie de plus en plus et cette tendance ira en s'accroissant dans les prochaines années.

³⁷ « L'écogastronomie : l'art de bien manger! », L'Acadie Nouvelle, 29 novembre 2008.

³⁸ « 5 tendances qui marqueront la restauration ici et ailleurs », ARQinfo, mai 2009.

³⁹ « Les grandes tendances en alimentation », Affaires Alimentation, 24 février 2009.

COMMUNICATIONS GRAPHIQUES

ENCART STATISTIQUE Fiche Communications graphiques (SCIAN 323)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	10 835
la RMR de Montréal	19 230
l'ensemble du Québec	30 905

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidants de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

6 980

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	7,4
la RMR de Montréal	6,1
l'ensemble du Québec	5,4

Part des emplois atypiques

Travail autonome	7,4 %
Temps partiel	9,2 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Communications graphiques (323)	33 524 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	63,6 %
Femmes	36,4 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

29,6 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	9,7 %
25 à 44 ans	51,7 %
45 à 54 ans	25,4 %
55 ans ou plus	13,1 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	17,7 %
Études secondaires	27,9 %
Diplômes de métier	15,3 %
Cégep	20,6 %
Tous les diplômes universitaires	18,4 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	39,4 %
5 à 19 personnes	37,4 %
20 à 99 personnes	18,5 %
100 personnes ou plus	4,8 %
Nombre total d'établissements	439

Exportations du Québec (\$ courants)

Part des exportations canadiennes

2004	536 554 000 \$	33,7 %
2005	558 161 000 \$	34,8 %
2006	490 565 000 \$	33,1 %
2007	422 891 000 \$	30,8 %
2008	369 136 000 \$	30,6 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Communications graphiques (323)	0,0 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

L'évolution technologique a entraîné une redéfinition du secteur communément associé à l'imprimerie et aux activités de soutien connexes (services de préparation à l'impression et services de finition et de reliure). Le Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec représente une industrie qui comprend également les sous-secteurs de la fabrication de produits en papier transformé (SCIAN 3222), les éditeurs d'imprimés et de bases de données (SCIAN 51111, 51112, et 51114), les services spécialisés de design (SCIAN 5414) et les services de soutien aux entreprises (SCIAN 5614).

Selon le comité sectoriel, cette nouvelle industrie québécoise des communications graphiques représentait en 2006-2007 un peu plus 56 000 travailleurs, répartis dans 2 622 entreprises. Le sous-secteur de l'impression et des activités connexes comptait près de 31 000 personnes, dont 35 % travaillaient dans la région de Montréal en 2006. Cette main-d'œuvre est majoritairement masculine (64 %), présente une moyenne d'âge relativement peu élevée (51 % ont de 25 à 44 ans) et possède une scolarité de niveau secondaire (61 %).

Un peu plus du tiers des entreprises québécoises du secteur de l'impression sont situées à Montréal (439). Ce sont très majoritairement de petites compagnies comptant 19 employés ou moins. Quebecor World et le Groupe Transcontinental, dont les principaux établissements sont situés à Montréal, réalisent environ 50 % de la production imprimée au Québec. Les entreprises québécoises ont effectué près du tiers des exportations canadiennes du secteur de l'imprimerie en 2007 et 2008, soit une diminution d'environ 3 % par rapport aux trois années précédentes.

Problématiques et défis

Le secteur des communications graphiques, et plus spécifiquement celui de l'impression, fait face à des problèmes d'ordre structurel et conjoncturel. Ainsi, plusieurs éléments ont entraîné sa restructuration, tels que l'informatisation et la numérisation de l'équipement, le développement de l'éditique et de l'infographie ainsi que l'apparition de nouveaux outils de communication interactifs. Par ailleurs, l'avenir de l'imprimé, ou de la part qu'il occupe dans les réseaux de l'information, fait souvent la manchette depuis le début de la récession. Ses revenus publicitaires diminuent et les entreprises multiplient leurs opérations de rationalisation. Cette tendance a donné lieu à des mises à pied et à des conflits de travail dans des journaux du Québec (*Journal de Québec*, *Journal de Montréal*, *The Gazette*, *Globe and Mail*, *La Presse*, etc.) en 2008 et 2009.

Les imprimeurs ne se contentent plus d'offrir des services d'impression et d'édition, mais créent de nouveaux produits et services afin de fidéliser et d'élargir leurs clientèles : quotidiens gratuits, migration de certains journaux vers le Web, marketing personnalisé plutôt que de masse, circulaires électroniques, offre d'outils et de services Web, etc. Le mouvement de convergence des diverses plates-formes d'information (journaux, sites Internet, édition, publicité, radio et télévision, etc.) s'accélère et les différences de chacune sont maintenant envisagées comme des occasions d'affaires.

De plus, l'automatisation et l'informatisation des presses augmentent considérablement les capacités de production, contribuent à diminuer les coûts des produits d'impression et transforment la structure des emplois. Plusieurs métiers tendent à disparaître ou se transforment, dont ceux de typographe, de brûleur de plaques, de troisième pressier, de bobineur, d'opérateur au prépresse, etc. Les artisans de l'industrie sont ainsi graduellement remplacés par des

techniciens ou par des spécialistes, et tout le personnel aura besoin de meilleures compétences en informatique.

Tendances et perspectives

Le magnat de la presse Rupert Murdoch, dont le groupe possède entre autres le *Wall Street Journal*, le *New York Post* et les quotidiens britanniques *Times* et *Sun*, affirmait récemment que « l'avenir des journaux est dans le numérique ». Il prévoit que l'ensemble des journaux auront migré vers le Web d'ici une quinzaine d'années tout au plus et que les recettes proviendront des abonnements électroniques. Ce processus est d'ailleurs amorcé au Québec, où l'on peut consulter, en partie du moins, la plupart des journaux à grand tirage sur Internet.

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre mentionne, dans son bilan du projet de veille technologique, « que les changements technologiques dans le secteur des communications graphiques et des médias vont influencer de manière significative la structure des compétences ». Il reprend à son compte l'identification de trois groupes de compétences requises dans l'industrie des communications graphiques, soit arts graphiques, gestion du flux de production, administration et interaction sociale, technologies de l'information. Il constate une tendance à la convergence de la production en prépresse avec les processus de production multimédias. Par la suite, les données sont orientées vers l'impression ou vers l'électronique. Les profils d'emplois sont donc moins nombreux et deviennent plus polyvalents afin de les adapter aux défis de la numérisation et de la convergence des médias.

Les compétences les plus en demande et qui devront être intégrées dans les plans de formation du personnel des communications graphiques, selon les consultants que le comité sectoriel a interrogés, seront reliées aux domaines suivants :

- médias numériques (conception d'interfaces utilisateurs et terminaux, pédagogie et transmission du savoir, combinaison de différents éléments multimédias, interactivité interne et externe et capacité de créer de nouveaux modèles d'affaires et de nouveaux produits et services);
- savoir-faire technique (conception et programmation de bases de données sécurisées, conception, programmation et intégration de systèmes d'information, conception de systèmes et travail avec des documents PDF).

Le nombre de travailleurs des communications graphiques est relativement stable depuis les cinq dernières années et, quoiqu'il soit difficile de prévoir l'évolution du marché du travail dans le contexte actuel, aucune croissance de l'emploi n'est prévue dans ce secteur pour la période 2009-2013. Les entreprises qui sont exposées au ralentissement économique du secteur peuvent avoir recours à l'aide d'Emploi-Québec pour des conseils sur la gestion de leurs ressources humaines et sur la formation de leur main-d'œuvre.

Documents et autres sources de renseignements :

Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec. *Diagnostic sectoriel 208*, 225 p.

Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec. Site Internet www.impressionsgraphiques.qc.ca/

Table métropolitaine de Montréal – Emploi-Québec. *Le Secteur des communications graphiques dans la RMR de Montréal*. Mise à jour, avril 2005, 14 p.

Association des arts graphiques du Québec. *Le Maître Imprimeur*.

CONSTRUCTION

ENCART STATISTIQUE Fiche Construction (SCIAN 23)



Personnes en emploi résidant sur

l'île de Montréal	26 570
la RMR de Montréal	82 485
l'ensemble du Québec	187 035

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

26 570

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	9,0
la RMR de Montréal	7,1
l'ensemble du Québec	9,1

Part des emplois atypiques

Travail autonome	25,3 %
Temps partiel	12,4 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Construction (23)	36 739 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	87,8 %
Femmes	12,2 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

26,6 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	10,7 %
25 à 44 ans	48,8 %
45 à 54 ans	24,1 %
55 ans ou plus	16,4 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	14,0 %
Études secondaires	19,4 %
Diplômes de métier	34,5 %
Cégep	15,5 %
Tous les diplômes universitaires	16,7 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	55,0 %
5 à 19 personnes	32,8 %
20 à 99 personnes	11,1 %
100 personnes ou plus	1,2 %
Nombre total d'établissements	3 183

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Construction (23)	0,5 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur⁴⁰

Volume d'emploi

En 2006, le secteur de la construction assurait de l'emploi à plus de 187 000 personnes, c'est-à-dire environ 5 % du total des emplois au Québec. De ce nombre, 26 570 étaient des résidents de l'île de Montréal et 82 485 de la RMR de Montréal. Ces chiffres réunissaient à la fois les travailleurs assujettis aux règles de l'industrie de la construction (R-20), qui constituent environ 72 % de la main-d'œuvre du secteur, ainsi que les non assujettis (28 %), tels que les contremaîtres, le personnel de bureau, les dessinateurs, etc.

Structure du secteur

Ce secteur est subdivisé en quatre sous-secteurs dont le volume d'activité peut varier beaucoup pendant une période donnée. En 2008, la répartition en pourcentage des heures travaillées⁴¹ selon les sous-secteurs était la suivante : construction institutionnelle et commerciale (50 %), construction résidentielle (22 %), génie civil et voirie (19 %) et construction industrielle (9 %). Par ailleurs, ce secteur se caractérise par son grand nombre de très petites entreprises : 82 % des compagnies comptaient de un à cinq employés en 2008⁴². La même année, il n'y en avait que 14 employant plus de 200 personnes dans l'ensemble du Québec.

Secteur cyclique

La construction est également un secteur cyclique où le nombre d'heures de travail peut fluctuer considérablement en fonction de la situation économique : des périodes de forte baisse d'activité peuvent succéder à des périodes d'intense activité. Ce caractère cyclique est attribuable, entre autres, aux investissements des entreprises qui varient selon les cycles économiques. La fluctuation des taux d'intérêt hypothécaires contribue également à ce caractère cyclique, en particu-

lier dans la construction résidentielle. Le secteur de la construction traverse depuis 1997 une période de croissance quasi continue, d'une durée exceptionnelle, avec une augmentation de 112 % du nombre d'heures travaillées en douze ans⁴³.

Chômage saisonnier

Dans certains des métiers de la construction, les travailleurs connaissent un chômage saisonnier, attribuable à la nature des travaux qu'ils peuvent plus difficilement exécuter dans des conditions hivernales (de décembre au début avril). Cette période de chômage diminue donc le nombre d'heures travaillées annuellement. Des exemples de métiers saisonniers : opérateur d'équipement lourd, briqueteur-maçon, cimentier-applicateur, ferrailleur, couvreur.

Rémunération variable

Le salaire annuel moyen varie ainsi considérablement d'un métier à un autre, en fonction de l'effet ou non du chômage saisonnier. Dans certains métiers, il faut cependant tenir compte du travail de construction effectué hors de l'assujettissement à la loi R-20 et aux conventions collectives de l'industrie (ex. : travaux chez un propriétaire occupant), lequel n'est pas comptabilisé par la Commission de la construction du Québec (CCQ). Un autre facteur contribue à sous-estimer parfois le revenu réel de certains travailleurs de la construction : le travail au noir, largement répandu pour certains travaux (ex. : rénovation résidentielle).

Mobilité de la main-d'œuvre

Les travailleurs de la construction doivent faire preuve de mobilité : ils sont appelés à se déplacer assez fréquemment d'un chantier à un autre et d'un employeur à un autre en fonction de la disponibilité du travail. Dans plusieurs métiers, ils doivent même, à l'occasion, se déplacer de région en région pour suivre les plus grands chantiers. Cette dernière caractéris-

⁴⁰ La Commission de la construction du Québec (CCQ) regroupe sous l'appellation « Grand Montréal » les cinq régions suivantes dans ses analyses : Montréal, Montérégie, Laval, Laurentides et Lanaudière. Nous ferons parfois également référence à ce territoire élargi dans notre analyse afin de l'harmoniser avec la sienne. Ce territoire reflète également davantage la réalité de ce secteur, où la mobilité du personnel à l'intérieur de la RMR de Montréal est fréquente.

⁴¹ Ensemble du Québec. Source : Statistiques historiques 2008. Commission de la construction du Québec.

⁴² Source : idem. Nombre d'employeurs, heures travaillées et masse salariale selon le nombre moyen de salariés, 2008.

⁴³ De 64,6 millions d'heures travaillées en 1996 à 136,7 millions en 2008. Commission de la construction du Québec.

tique ne convient pas à tous et peut nuire à la vie familiale. Les métiers reliés aux grands chantiers industriels ou de génie civil (ex. : barrages hydroélectriques) sont les plus touchés par cette particularité.

Roulement élevé de la main-d'œuvre

On note un plus grand roulement de main-d'œuvre dans le milieu de la construction que dans la plupart des autres secteurs pour différentes raisons : offre de travail irrégulière, exigences physiques, présence de main-d'œuvre ne possédant pas de formation initiale, etc. Les entrées et sorties de main-d'œuvre sont ainsi fréquentes. Chaque année, un pourcentage important de travailleurs abandonnent la construction pour des secteurs offrant des conditions d'emploi et une stabilité qui leur conviennent davantage. Bon nombre y reviendront cependant, quand l'activité reprendra fortement, attirés par les salaires élevés que ce secteur peut alors offrir.

Structure d'âge

Avec l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux travailleurs au cours des dernières années, la moyenne d'âge des travailleurs de la construction a diminué depuis 2001, passant de 40,3 ans à 38,8 ans dans l'ensemble du Québec en 2008⁴⁴. Le pourcentage des 55 ans ou plus chez les personnes assujetties à la loi R-20 est maintenant de 12,5 %. Si l'on inclut la main-d'œuvre du secteur de la construction qui n'est pas assujettie à cette loi, la moyenne grimpe à 15 % au Québec et à 16,4 % pour les travailleurs qui résident sur l'île de Montréal⁴⁵. Ces chiffres se situent donc dans la moyenne de ce groupe d'âge pour l'ensemble des secteurs dans la région de l'île de Montréal (15,1 %). Malgré cette nette amélioration de la structure d'âge, on compte encore un pourcentage important de travailleurs de plus de 55 ans dans certains métiers : plombier, grutier, chaudronnier, opérateur d'équipement lourd, monteur de charpentes métalliques, cimentier-applicateur, vitrier⁴⁶.

État actuel du secteur

Malgré le ralentissement économique qui a débuté dans la seconde partie de l'année, le secteur de la construction a dépassé les attentes des analystes en 2008 : le volume d'heures de travail a augmenté de 6 % dans la région du Grand Montréal⁴⁷, alimenté principalement par la forte activité dans le sous-secteur du génie civil et de la voirie (+ 10,9 %).

Perspectives par sous-secteurs de la construction⁴⁸

Après des années d'intense activité, la construction résidentielle devrait connaître un recul de 7 % des heures travaillées en 2009 : selon la CCQ, le nombre de mises en chantier de logements devrait diminuer de 9 % cette année⁴⁹. On prévoit en fait un retour vers un volume en lien avec le taux de formation des ménages, après des années de rattrapage qui ont permis de répondre à la demande accumulée. L'accès à la propriété résidentielle de milliers de premiers acheteurs depuis quelques années a libéré du coup un grand nombre de logements locatifs. Dans la région métropolitaine de Montréal, le taux d'inoccupation de ces logements, qui était de 0,7 % en 2002, devrait atteindre 3 % en 2009. L'amélioration du marché locatif réduira quelque peu la motivation des acheteurs potentiels d'une première maison au cours des prochaines années. La croissance de la population de la région de Montréal est plus forte que ce qui avait été anticipé précédemment, grâce à l'augmentation de l'immigration et du taux de natalité : cela devrait contribuer à maintenir la construction résidentielle à un volume d'activité intéressant à moyen terme.

La construction institutionnelle continuera sa croissance en 2009, à la suite des investissements gouvernementaux dans les édifices de la santé et de l'éducation. Les chantiers des deux mégahôpitaux, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM),

⁴⁴ Âge moyen des salariés selon le statut professionnel, Statistiques historiques 2008, Commission de la construction du Québec. Ensemble du Québec, uniquement les travailleurs de la construction assujettis à la loi R-20.

⁴⁵ Recensement de 2006, île de Montréal.

⁴⁶ Idem.

⁴⁷ L'appellation « Grand Montréal » est celle qu'utilise la Commission de la construction du Québec, qui regroupe ainsi les régions de Montréal, Montérégie, Laval, Laurentides et Lanaudière.

⁴⁸ Les prévisions pour le court terme qui suivent s'appliquent à l'ensemble du Québec. Elles ont été établies par la Commission de la construction du Québec dans son document Perspectives 2009 : Bâtissons, pour eux, le Québec de demain, décembre 2008. Lorsque nous faisons référence au moyen terme, les prévisions sont celles de la Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec.

⁴⁹ Le nombre de mises en chantiers d'unités de logement devrait passer de 46 000 l'an dernier à 42 000 cette année dans l'ensemble du Québec.

devraient soutenir la construction institutionnelle jusqu'en 2013. À cela s'ajoutera le chantier de rénovation de l'Hôpital Sainte-Justine. Du côté de l'éducation, le chantier de l'Université de Montréal (campus de la gare de triage Outremont, 1,1 milliard de dollars), devrait débuter cette année et ne pas se terminer avant 2012. Par contre, la construction commerciale sera touchée à court terme par le ralentissement de l'économie québécoise, lequel incite les entreprises à plus de prudence dans leurs investissements. Globalement, le sous-secteur de la construction institutionnelle et commerciale devrait connaître un léger recul des heures travaillées en 2009 (- 2 %), avant de reprendre du tonus au cours des années suivantes.

Pour sa part, le sous-secteur du génie civil et de la voirie continuera sa croissance cette année. Les besoins reliés à la réfection des infrastructures urbaines dans la région de Montréal sont importants. Le réseau de canalisation (aqueducs et égouts) est vieux et en très mauvais état, et nécessitera des travaux d'envergure au cours de la prochaine décennie. Le réseau routier est également en piteux état : les milliers de nids de poule qui apparaissent régulièrement en témoignent. Le gouvernement provincial et l'administration municipale ont confirmé que la rue Notre-Dame ferait l'objet d'une réfection majeure (750 millions de dollars), qui devrait débuter en 2009. Le parachèvement de l'autoroute 25 et la construction d'un pont vers Laval se continuent (400 millions). Un autre chantier aura un effet important sur le volume de travail dans ce sous-secteur de la construction au cours des années à venir, soit celui de la reconstruction de l'échangeur Turcot (1,5 milliard).

Pour le sous-secteur du génie civil et de la voirie, la CCQ prévoit une croissance de 12 % des heures travaillées en 2009. Nous anticipons que l'activité s'y maintiendra à un volume élevé pendant plusieurs années encore : les besoins de réfection et de construction reliés aux infrastructures urbaines sont énormes, en particulier dans la région de Montréal. Un autre facteur

qui justifie nos prévisions est la volonté que le gouvernement provincial a affirmée dans son Plan québécois des infrastructures pour l'ensemble du Québec : un budget de 30 milliards de dollars est prévu pour le réaliser d'ici à la fin de 2012.

Le sous-secteur de la construction industrielle, qui est en baisse depuis quelques années suite aux difficultés que connaissent plusieurs secteurs manufacturiers, se maintiendra au même bas niveau que l'an dernier. Aucun projet important ne laisse envisager une amélioration de sa situation à moyen terme dans la région de Montréal.

Perspectives globales et besoins en main-d'œuvre

Pour l'ensemble du secteur de la construction dans la région du Grand Montréal⁵⁰, la CCQ prévoit que l'activité se maintiendra en 2009 au même niveau que l'an dernier. La baisse anticipée dans le sous-secteur résidentiel et dans celui de la construction institutionnelle et commerciale sera compensée par la hausse dans les travaux de génie civil et de voirie. D'ici à 2013, nous considérons que l'important volume de travaux reliés aux infrastructures urbaines et aux grands chantiers institutionnels (CHUM, CUSM, Université de Montréal...) permettront au secteur de la construction de maintenir son volume d'activité au niveau élevé où il se situe depuis quelques années. Malgré l'arrivée importante de nouvelle main-d'œuvre au cours des dernières années, il offrira donc des occasions d'emplois intéressantes dans plusieurs métiers, en particulier ceux qui sont reliés aux sous-secteurs en croissance (génie civil, voirie et construction institutionnelle). Nous prévoyons un taux de croissance annuel moyen de l'emploi de 0,5 % pour le secteur de la construction dans la région de l'Île-de-Montréal d'ici à la fin de 2013⁵¹.

⁵⁰ L'appellation « Grand Montréal » est celle qu'utilise la Commission de la construction du Québec, qui regroupe ainsi les régions de Montréal, Montérégie, Laval, Laurentides et Lanaudière.

⁵¹ Perspectives sectorielles 2009-2013, Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec.

Facteurs qui influencent les perspectives professionnelles

Plusieurs des professions qui obtiennent un diagnostic supérieur à la moyenne (c'est-à-dire favorables ou très favorables) ont un lien important avec le sous-secteur du génie civil et de la voirie (ingénieur et technicien en génie civil, technicien en arpentage, opérateur et mécanicien d'équipement lourd...), lequel continuera sa croissance en 2009 et après.

Par contre, d'autres professions ayant un lien qui les unit davantage soit au sous-secteur de la construction résidentielle, qui ralentit, soit à celui de la construction industrielle, qui stagne, offriront moins d'occasions, du moins à court terme. Pour certains métiers, l'arrivée d'un nombre élevé de nouveaux travailleurs au cours des dernières années a rééquilibré l'offre et la demande de main-d'œuvre.

D'autres facteurs influent sur les perspectives d'emploi indépendamment des liens avec les sous-secteurs. Ainsi, pour certaines professions, c'est la structure d'âge (fort pourcentage de personnes de 55 ans ou plus) qui créera des occasions d'emplois : plombier, grutier, chaudronnier, opérateur d'équipement lourd, monteur de charpentes métalliques, cimentier-applicateur. Dans certains métiers, ce sont des taux de roulement élevés qui offriront des possibilités d'emplois : couvreur, briqueteur-maçon, carreleur, vitrier, peintre, poseurs de revêtements souples, poseur de systèmes intérieurs.

Plusieurs des programmes de formation reliés au secteur de la construction et menant à un diplôme d'études professionnelles (DEP) ont été élaborés dans les années 1990. Certains sont encore méconnus, d'autres, moins populaires à cause de la nature des travaux : les inscriptions y sont donc moins nombreuses. Quelques-uns ont des taux d'inscription particulièrement faibles : ferblanterie-tôlerie, montage et installation de produits verriers, pose de revêtements souples, préparation et finition de béton. La faiblesse de l'offre de diplômés dans ces programmes assure de meilleures possibilités d'emploi pour les finissants.

Défi des prochaines années

Le secteur de la construction fait face depuis plusieurs années à un problème majeur de rétention de sa main-d'œuvre : ainsi, 26 % des nouveaux diplômés qui y arrivent comme apprentis en sont repartis après cinq ans. Chez les non diplômés, ce chiffre grimpe à 39 %. Pour les deux groupes d'apprentis, c'est le tiers des nouveaux travailleurs qui aura quitté la construction avant cinq ans⁵².

Premier constat, les travailleurs diplômés restent donc davantage dans l'industrie de la construction que ceux qui ne le sont pas. La première cause du roulement élevé peut donc être associée à la présence de nombreuses personnes non diplômées. D'autres facteurs favorisent ces faibles taux de rétention : disponibilité d'emplois pour certains métiers en dehors de la construction réglementée, difficulté physique pour d'autres, instabilité saisonnière de l'emploi et, à l'occasion, conjoncture défavorable qui amène les travailleurs de la construction à regarder à l'extérieur de ce milieu. Le premier défi pour le secteur de la construction est donc d'inciter davantage de personnes à suivre une formation initiale avant d'essayer d'y entrer, puisque cela semble atténuer l'effet des facteurs d'érosion.

⁵² Commission de la construction du Québec. Direction recherche et organisation. Les abandons dans les métiers et occupations de la construction – Ampleur et causalités, février 2008.

Le deuxième défi de l'industrie de la construction est la présence encore insuffisante de main-d'œuvre immigrante. Selon le recensement de 2006, 32,7 % des travailleurs montréalais étaient nés à l'extérieur du Canada. Dans le secteur de la construction, ce pourcentage était de seulement 25,2 %. Notons également que parmi les personnes immigrantes ayant travaillé dans ce secteur en 2005, 60,3 % étaient arrivées au Canada avant 1991, alors que 36,6 % y étaient arrivées par la suite⁵³. Dans l'ensemble des secteurs, 46,8 % des personnes immigrantes étaient arrivées au pays avant 1991 et 48,1 % après⁵⁴. Le pourcentage de personnes d'origine étrangère pourrait ainsi diminuer au cours des prochaines années à cause de la répartition de leur date d'arrivée au pays. S'il veut répondre à ses besoins en main-d'œuvre attribuables au vieillissement de la population, le secteur de la construction devra trouver des moyens pour faciliter la reconnaissance de la formation acquise à l'étranger.

La présence de femmes dans ce secteur d'activité demeure encore nettement insuffisante : on en comptait seulement 1 727 sur 144 428 salariés (1,2 %) en 2008⁵⁵. Ce très faible pourcentage est sensiblement le même depuis plusieurs années. Pourtant, plusieurs métiers de la construction ne requièrent pas une taille ou une force particulières. L'arrivée d'un plus grand nombre de femmes dans ce secteur constitue à la fois un défi et une occasion de pouvoir compter sur une main-d'œuvre additionnelle pour répondre aux besoins des prochaines années.

Documents et autres sources de renseignements :

Commission de la construction du Québec, *Construction : Perspectives 2009*, décembre 2008, 21 p.

Commission de la construction du Québec, *Revue de l'activité dans l'industrie de la construction*, publication trimestrielle.

Commission de la construction du Québec, *L'Industrie de la construction en 2008 et Annexes statistiques*, avril 2009.

Commission de la construction du Québec. Direction recherche et organisation. *Les abandons dans les métiers et occupations de la construction – Ampleur et causalités*, février 2008.

⁵³ On doit ajouter à ces chiffres 3,1 % de résidents non permanents.

⁵⁴ On doit ajouter à ces chiffres 5,1 % de résidents non permanents.

⁵⁵ Statistiques historiques 2008, Commission de la construction du Québec.

FINANCE, ASSURANCES ET SERVICES IMMOBILIERS

ENCART STATISTIQUE Fiche Finance, assurances et immobilier (SCIAN 52 et 531)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	84 805
la RMR de Montréal	109 735
l'ensemble du Québec	180 375

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

47 120

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	3,6
la RMR de Montréal	2,8
l'ensemble du Québec	2,6

Part des emplois atypiques

Travail autonome	5,6 %
Temps partiel	13,5 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Finance, assurances, immobilier et location (52-53)	40 787 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	43,6 %
Femmes	56,4 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes⁵⁶

27,4 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	12,5 %
25 à 44 ans	53,7 %
45 à 54 ans	22,6 %
55 ans ou plus	11,2 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	3,0 %
Études secondaires	20,0 %
Diplômes de métier	6,6 %
Cégep	20,2 %
Tous les diplômes universitaires	50,2 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	43,8 %
5 à 19 personnes	34,6 %
20 à 99 personnes	17,7 %
100 personnes ou plus	3,9 %
Nombre total d'établissements	2 924

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Finance, assurances, immobilier et location (52-53)	1,3 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

⁵⁶ Dans l'ensemble des secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (52 et 53).

Portrait du secteur

Problématiques et défis Tendances et perspectives

Le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers est un domaine clé pour le Québec et pour Montréal. Selon Statistique Canada, plus de 180 000 personnes y travaillaient en 2006, dont près de 47 % (85 000) sur l'île de Montréal. La main-d'œuvre y est relativement jeune et très scolarisée : près de 54 % des travailleurs ont de 25 à 44 ans et 50 % détiennent un diplôme universitaire.

Le système financier mondial traverse depuis 2008 une crise sans précédent, qui a mis en évidence l'interdépendance des économies à l'échelle planétaire et les effets de la mondialisation. Plusieurs se demandent comment nous avons pu en arriver là et, surtout, quelle sera la durée et l'intensité de la récession découlant de trois crises successives aux États-Unis : la crise immobilière attribuable à la chute du prix des maisons, la crise financière liée aux difficultés des banques à percevoir les hypothèques et la crise économique qui se concrétise par le ralentissement de l'économie et par la chute du PIB.

Les réactions en chaîne, entraînées par l'abaissement radical du taux directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, ont été catastrophiques. Les banques (Bear Stearns, Lehman Brothers, Merrill Lynch, etc.), les géants du refinancement hypothécaire (Freddie Mac et Fannie Mae) et le premier assureur mondial (AIG) ont fait l'objet de nationalisations ou ont reçu l'aide du gouvernement américain. Cette crise a donné lieu à des interventions des banques centrales pour rétablir la confiance et pour éviter l'écroulement du système financier mondial. Rappelons, à cet égard, la mise sur pied d'un fonds de liquidités d'urgence par 10 grandes banques internationales et le plan de sauvetage américain de 700 milliards de dollars.

La crise financière a également provoqué l'effondrement boursier qui a durement touché les placements et le rendement des caisses de retraite. En tête de liste au Québec, la Caisse de dépôt et placement, qui a affiché des pertes de 40 milliards de dollars en 2008. Rappelons qu'elle détient des papiers commerciaux adossés à des actifs (PCAA) totalisant 13 milliards de dollars, pour lesquels elle a déjà inscrit des pertes comptables de près de deux milliards.

Nos voisins du Sud ont vécu des mises à pied massives dans le secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier en 2008 et au début de 2009. L'emploi dans ce secteur a également diminué au Québec et la région de Montréal a été particulièrement touchée. Les économistes du marché du travail croient que le pire est passé et précisent que les récessions ont, en règle générale, un effet limité sur l'emploi dans cette industrie. L'emploi recommencera à y croître à compter de 2010 et son taux de croissance annuel moyen sera de 1,3 % d'ici à 2013.

Les régulateurs canadiens, tout comme les responsables de la réglementation internationale, ont amorcé la révision des règles qui régissent le marché des capitaux. Une meilleure analyse des risques, une plus grande concertation internationale et un encadrement plus serré des pratiques de ventes ainsi qu'une révision du rôle des agences de notation feraient partie des sujets qui figurent à leur ordre du jour. De plus, les changements dans les comportements des consommateurs en matière de finance, d'assurance et d'immobilier pourraient entraîner des modifications de l'offre et susciter une plus grande prise en compte des besoins des diverses clientèles et de leurs capacités de paiement.

Finance

La majorité des emplois québécois et montréalais de ce grand secteur d'activité se trouvent dans le sous-secteur de la finance, un domaine névralgique qui

soutient le reste de l'économie. La crise financière a eu énormément de répercussions sur l'emploi dans ce secteur aux États-Unis en 2008. Les mises à pied ont atteint un sommet en novembre, avec l'annonce de plus de 90 000 emplois perdus dans le milieu bancaire, dont 52 000 chez Citigroup, 10 000 chez Bank of America et 9 200 chez JP Morgan.

L'industrie québécoise des services financiers n'a pas fait de mises à pied aussi massives, mais, selon l'Institut de la statistique du Québec, le Québec est la province qui a enregistré le plus de licenciements et affiché le plus bas taux de croissance du PIB de cette industrie au Canada en 2008. Selon Statistique Canada, elle a connu une diminution de près de 17 % de ses emplois de mai 2008 à mai 2009 dans la région métropolitaine de Montréal. Mentionnons, entre autres, que BMO Groupe financier, la Banque Nationale, AGF, la Corporation financière HSBC et la Banque Royale ont procédé à des licenciements à Montréal. Les sociétés de crédit rattachées aux géants de l'automobile (GM et Chrysler) ont également remercié des travailleurs à Montréal en 2008 et la Banque Royale a procédé à la délocalisation de postes en Inde.

Si plusieurs spécialistes reconnaissent que la récession a ralenti le rythme des transactions pour les produits d'investissement, ils remarquent d'autre part un engouement pour les placements sûrs et les fonds socialement responsables. L'avenir des services financiers nécessite une réflexion sur le professionnalisme de ses intervenants. La multiplication des scandales impliquant des Vincent Lacroix et des Bernard Madoff devrait inviter les gestionnaires, tout comme les professionnels, à redécouvrir que l'éthique peut aussi être payante! Mieux déterminer et respecter les besoins de la clientèle, voilà un défi intéressant pour une relève de qualité.

Assurances

La crise du crédit a rattrapé les assureurs avec l'effondrement des banques et de la société AIG, un géant du domaine de la réassurance de leurs produits. Les compagnies d'assurance vie canadiennes ont perdu quelques milliards de dollars l'automne dernier et des analystes prévoient que leur rentabilité sera mise à rude épreuve en 2009, à moins qu'une reprise boursière n'améliore le rendement de leurs placements.

Le ralentissement de l'économie mondiale freine les ventes des assurances de personnes et l'investissement dans les polices d'assurance vie universelles était en chute libre en 2008. La crise actuelle incite les consommatrices et les consommateurs à ne prendre que les protections essentielles en ne payant que la prime minimale. Les produits d'assurance temporaires, que ce soit en assurance vie ou en assurance maladie grave, ont de plus en plus la cote. Cette nouvelle tendance facilite la croissance du marché et devrait susciter des changements de l'offre et des comportements des conseillers en assurance.

Les courtiers en assurance de dommages (auto, habitation et entreprises) du Québec sont très attentifs à la situation des assureurs avec qui ils font affaire. Certains sont préoccupés par la consolidation du secteur, qui diminue d'autant l'offre et les possibilités de placement, et d'autres se questionnent sur la stabilité financière de certains joueurs. D'une part, les cinq plus gros assureurs du Canada se partagent maintenant 35 % du marché et, d'autre part, ils ont affiché une baisse significative de leurs bénéfices nets en 2008.

Aux prises avec des problèmes de liquidité importants, ING Groep a vendu sa participation dans ING Canada (70 %) pour un peu plus de deux milliards de dollars. ING Canada devient ainsi le chef de file canadien de l'assurance de dommages (auto, habitation et entreprises) et, avec 3,8 milliards de capitalisation, l'une des 50 plus grandes entreprises inscrites à la Bourse de

Toronto. Cette société, dont le secteur assurance sera dorénavant connu sous le nom de Intact Assurance, prévoit profiter d'un marché propice pour procéder à des acquisitions.

Kingway effectue une rationalisation de ses activités un peu partout en Amérique du Nord. L'entreprise a ainsi procédé à la coupe de plus de 900 postes, au gel des salaires et à l'élimination des primes de rendement pour un certain temps. La fusion de ses activités avec Jevco, au Québec, a occasionné la suppression d'une trentaine de postes à Montréal.

Immobilier

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), les mises en chantier diminueront partout au Canada en 2009. Les provinces de l'Ouest, plus précisément la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique, sont les plus touchées, avec l'Ontario (22 %). Le Québec fait plutôt bonne figure, avec une baisse d'environ 15 %. La conjoncture économique et l'augmentation du nombre de maisons invendues l'ont emporté sur des facteurs favorables au marché immobilier, soit la croissance démographique et les taux d'intérêt favorables.

À l'automne 2008, le marché de la revente au Canada a atteint son niveau le plus bas depuis 2001 et le prix moyen des maisons vendues a chuté de plus de 9 % par rapport à 2008. Cette baisse nationale a surtout touché les marchés de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario. La Banque du Canada s'inquiétait alors de la possibilité que les conditions économiques et financières se détériorent et que le surendettement des ménages canadiens n'entraîne la perte de leurs propriétés.

Au Québec, le marché de la revente est caractérisé par des ventes en forte baisse et par l'augmentation des inscriptions. La Chambre immobilière du Grand Montréal trace le portrait d'une industrie qui fonc-

tionne au ralenti depuis le début de 2009, tant dans le Montréal métropolitain que dans l'ensemble du Québec. La SCHL parle d'une tendance à la baisse du prix moyen des maisons en 2009 et certains analystes du marché immobilier précisent que cette baisse pourrait se situer entre 5 % et 10 %. Selon la firme GDL Crédit Ressources, plus de 2 300 propriétaires québécois ont perdu leur maison l'an dernier, soit un bond de 39 % comparativement à 2007.

Tous ces éléments convergent vers une diminution du nombre d'agentes et d'agents immobiliers en 2009. Selon l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec, l'expansion rapide de son effectif, stimulée par l'embellie immobilière des dernières années, est maintenant terminée et une diminution est possible. Rappelons que le nombre d'agents de courtiers au Québec est passé de 10 645 en 2004 à 17 923 en 2008 et que l'effondrement du marché immobilier en 1989 avait occasionné une diminution de plus de 35 % de leur nombre.

Documents et autres sources de renseignements :

finance- investissement.com

LesAffaires.com

lapresseaffaires-cyberpresse.ca

Finance et investissement. Tous les numéros.

Site Internet de la Chambre de l'assurance de dommages : www.chad.qc.ca

La Coalition pour la promotion des professions en assurances de dommages. Perspectives d'avenir. <http://www.chad.ca/fr/perspectivesdavenir.html>

Journal de l'assurance. Tous les numéros.

Société canadienne d'hypothèques et de logement. *Analyse de la revente du Montréal métropolitain – Quatrième trimestre 2007 et Quatrième trimestre de 2006*. Documents en ligne. www03.cmhc-schl.gc.ca/b2c/b2c/init.do?language=fr&shop=Z01FR&areaID=0000000098&productID=00000000980000000007

Société canadienne d'hypothèques et de logement. *Perspectives du marché de l'habitation, Canada, premier trimestre de 2009*.

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION

ENCART STATISTIQUE Fiche Hébergement et restauration (SCIAN 72)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	63 340
la RMR de Montréal	103 480
l'ensemble du Québec	218 760

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

57 225

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	7,1
la RMR de Montréal	6,3
l'ensemble du Québec	7,3

Part des emplois atypiques

Travail autonome	8,1 %
Temps partiel	35,1 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Hébergement et restauration (72)	21 202 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	54,1 %
Femmes	45,9 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

40,7 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	33,0 %
25 à 44 ans	41,9 %
45 à 54 ans	15,5 %
55 ans ou plus	9,6 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	21,9 %
Études secondaires	32,4 %
Diplômes de métier	10,6 %
Cégep	17,8 %
Tous les diplômes universitaires	17,3 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	29,4 %
5 à 19 personnes	50,2 %
20 à 99 personnes	18,8 %
100 personnes ou plus	1,5 %
Nombre total d'établissements	5 033

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Hébergement et restauration (72)	0,7 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Définition du secteur

On peut détailler les deux sous-secteurs de la façon suivante :

- Hébergement (721) : auberge, centre de santé ou de villégiature, gîte, hôtel, motel, pourvoirie, camping.
- Restauration (722) : restaurant à service complet ou à service restreint, services spéciaux (ex. : cantines, services de repas préparés pour des compagnies de transport) et établissements servant des boissons alcoolisées.

Il est généralement reconnu que l'hébergement et la restauration sont en fait des industries incluses dans

un secteur plus vaste, soit le tourisme. En effet, les industries touristiques sont définies comme étant « celles qui, en l'absence du tourisme, cesseraient d'exister ou continueraient d'exister mais à un niveau d'activité sensiblement réduit »⁵⁷. L'hébergement et la restauration correspondent clairement à cette définition. Ainsi, tout au long de ce document, nous présenterons la situation globale du tourisme, car elle a une influence directe sur celle de l'hébergement et de la restauration.

Profil des entreprises et de la main-d'œuvre

En 2007, on estimait à 320 000 le nombre de travailleurs dans le tourisme au Québec⁵⁸. De ce nombre, environ 25 % étaient situés à Montréal. Le tableau 1 illustre quelle place l'hébergement et la restauration occupent en termes d'emplois et d'établissements à Montréal.

Tableau 1 : Nombre d'emplois et d'établissements par sous-secteur à Montréal

Sous-secteur	Nombre d'emplois ⁵⁹	%	Nombre d'établissements ⁶⁰	%
Hébergement	9 930	16	274	6
Restauration	53 410	84	4 453	94
TOTAL	63 340	100	4 727	100

Une grande proportion des entreprises de l'hébergement et la restauration, soit 80 %, sont de petite taille (moins de 20 employés), ce qui peut les exposer plus fortement aux fluctuations du marché et diminuer leur compétitivité.

De façon générale, on peut décrire la main-d'œuvre du secteur par les caractéristiques suivantes :

- Main-d'œuvre très jeune (le tiers a de 15 à 24 ans)
- Faiblement scolarisée (54 % possèdent soit un diplôme d'études secondaires, soit aucun diplôme)
- Très forte présence du travail à temps partiel (35 % par rapport à la moyenne de 19 % pour l'ensemble des secteurs).

⁵⁷ Indicateurs nationaux du tourisme – Concepts et variables mesurées, Statistique Canada.

⁵⁸ Plan d'action 2007-2008, Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT), version d'octobre 2006 approuvée par le CA le 8 novembre 2006.

⁵⁹ Recensement 2006, Statistique Canada.

⁶⁰ Registre des entreprises et compilation spéciale d'Emploi-Québec Montréal, Statistique Canada, janvier 2009.

À Montréal, les cinq principales professions du secteur quant au nombre actuel d'emplois sont les suivantes :

Tableau 2 : Principales professions dans l'hébergement et la restauration

CNP	Profession	Nombre
6641	Serveurs au comptoir, aides de cuisine	14 880
6453	Serveurs d'aliments et boissons	11 855
6242	Cuisiniers	11 050
0631	Directeurs de la restauration et des services d'alimentation	5 975
6241	Chefs	2 860

Santé économique actuelle du secteur

- En 2007, Montréal a accueilli près de six millions de voyageurs, qui y ont dépensé un peu plus de deux millions de dollars. Par rapport à l'ensemble du Québec, ces chiffres représentent 20 % des voyageurs et 30 % des dépenses effectuées⁶¹.
- Baisse du taux d'occupation dans l'hébergement. Le taux d'occupation a connu une baisse de 2,1 % en 2008 par rapport à 2007⁶². Cette situation a pour cause première la crise financière, bien sûr, mais également le fait que le nombre de chambres d'hôtel à Montréal a augmenté de 15 % depuis 2006, créant un déséquilibre entre l'offre et la demande⁶³.
- Report ou annulation de plusieurs projets de construction d'hôtels montréalais. À la fin de 2008, on prévoyait la construction de plus de 2 000 nouvelles chambres d'hôtel à Montréal en 2009. Puis, tout a basculé avec l'avènement de la crise financière. La majorité des projets hôteliers ont été reportés, parfois même carrément annulés.
- Augmentation marquée du nombre de faillites de restaurants. De janvier à août 2008, le nombre de faillites de restaurants au Québec a augmenté de 37 % par rapport à la période correspondante en 2007⁶⁴. Peut-on mettre cette situation sur le compte de la crise économique? En partie certainement, mais un autre facteur joue un rôle important à cet égard : le fait qu'on compte au Québec le plus grand nombre de restaurants par habitant. Les experts s'entendent pour dire qu'il y en a trop, et cela se traduit par des difficultés à atteindre la rentabilité et à la maintenir. En 2006, le Québec représentait 32,5 % des faillites de restaurants au Canada⁶⁵.
- Tourisme d'affaires en baisse. Le tourisme d'affaires est très important à Montréal. Il représente 25 % de l'ensemble de l'activité et 40 % de toutes les dépenses touristiques, soit un milliard de dollars par année⁶⁶. Pour ce qui est des congrès, Montréal a connu une baisse en 2007, 2008 et 2009. Comme ces réunions se préparent environ cinq ans à l'avance, la ville subit actuellement les contrecoups des attentats terroristes du 11 septembre 2001 et de l'épisode du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) survenu à Toronto en 2003.
- Baisse de l'achalandage en provenance des États-Unis. Nos voisins états-unis, qui représentent traditionnellement plus de 60 % des touristes internationaux du Québec, viennent moins à Montréal (une baisse de 9 % en 2007 par rapport à 2006⁶⁷). Bien sûr, on peut citer comme explication le ralentissement économique combiné à la parité des dollars canadien et américains en 2008 ainsi qu'au bond de géant du prix de l'essence pendant la même période. Pourtant, les causes sont plus structurelles que cela puisque le recul de la clientèle américaine s'est amorcé en 2001, dénotant sa baisse d'intérêt pour la métropole.

⁶¹ Le tourisme au Québec en bref en 2007, Tourisme Québec, 2009.

⁶² L'indicateur plus, Tourisme Montréal, édition novembre-décembre 2008.

⁶³ « La métropole connaît un boom hôtelier », Martine Letarte, Le Devoir, 25 octobre 2008.

⁶⁴ « Restaurants : la moitié des faillites au pays est au Québec », Yvon Laprade, Le Journal de Montréal, 7 novembre 2008.

⁶⁵ « Cuisinier! Où s'en va ton métier? », Potafeu, volume 18, numéro 4, hiver 2007.

⁶⁶ « Montréal veut relancer le tourisme d'affaires », Webfin Argent, 26 juillet 2007.

⁶⁷ Comparaison entre Le tourisme au Québec en bref en 2006 et Le tourisme au Québec en bref en 2007, Tourisme Québec.

Parallèlement, et malgré les efforts déployés, le nombre de touristes d'autres provenances (846 000 en 2007⁶⁸), par ailleurs en croissance, demeure bien inférieur à celui des touristes américains (1 021 000 en 2007⁶⁹).

Problématiques et défis

Problématiques en ressources humaines

Le secteur fait face aux défis suivants en matière de ressources humaines⁷⁰ :

Recrutement

Problématique 1. L'industrie embauche 50 % plus de jeunes que les autres secteurs⁷¹. Dans une société vieillissante, où cette main-d'œuvre est très sollicitée, d'autres domaines, particulièrement le commerce de détail, sont désormais devenus des concurrents non négligeables à cet égard. Spécifions que cette concurrence prévaut uniquement pour les professions qui n'exigent aucune qualification particulière, ce qui représente 30 % des emplois du secteur.

Piste de solution. L'industrie touristique s'est dotée, en 2008, d'une stratégie d'emploi de personnes de 50 ans ou plus. Quelques essais concluants donnent espoir qu'elle porte des fruits dans l'avenir et permette ainsi d'atténuer un peu les problèmes de recrutement du secteur.

Problématique 2. L'hébergement et la restauration haut de gamme, qui recherchent une main-d'œuvre spécialisée, peinent, quant à eux, à dénicher le personnel ayant les qualifications voulues. Les taux de placement des diplômées et des diplômés dans ces milieux sont très bons en raison du nombre insuffisant de personnes qualifiées par rapport à la demande du marché du travail.

Problématique 3. Les formations du secteur et les professions auxquelles elles mènent sont méconnues de la

population en général, qui en a même parfois une perception négative. Il y a donc un travail de revalorisation de ces métiers à faire auprès de la population.

Rétention

Problématique 1. Le secteur accuse un roulement de personnel dramatiquement élevé : de 25 % à 30 %⁷². Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation : la précarité des emplois, les horaires de travail, la faiblesse des salaires et l'absence d'avantages sociaux, la qualité de la supervision, le peu de critères de sélection des candidates et des candidats à l'embauche.

Piste de solution. Certaines conventions collectives du secteur ont abandonné la notion d'ancienneté afin d'assurer une rotation des horaires les moins intéressants parmi tout le personnel, et non seulement entre les dernières personnes arrivées.

Développement des ressources humaines

Problématique 1. Dans un contexte de concurrence mondiale et face à une clientèle de plus en plus informée et exigeante, les entreprises doivent avoir le souci de se démarquer par la qualité de leurs services. La formation continue est un élément incontournable d'une démarche en ce sens. Or, elle est pour l'instant pratiquement absente, surtout dans les petites entreprises. L'accueil, l'intégration et l'encadrement du nouveau personnel fait aussi très souvent défaut.

Problématique 2. Le rendement exceptionnel d'un employé conduit rarement à des primes ou à des hausses salariales. De plus, la structure des entreprises est souvent simple et linéaire, ce qui limite les possibilités d'avancement.

⁶⁸ Le tourisme au Québec en bref en 2007, Tourisme Québec.

⁶⁹ Idem.

⁷⁰ Plan de développement des ressources humaines pour l'industrie touristique de Montréal, Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT), avril 2006.

⁷¹ Le Guide de l'emploi 2008-2009, L'unique répertoire des entreprises qui recrutent, Septembre éditeur, p. 113.

⁷² Idem.

Tendances et perspectives

Facteurs qui auront des répercussions sur la santé économique du secteur en 2009-2010

Favorables

La paix syndicale en hôtellerie. La CSN a mené une ronde provinciale concertée des négociations des conventions collectives dans le secteur de l'hôtellerie en 2008. Cette intervention touchait 40 établissements, dont 24 dans la région du Montréal métropolitain. Devant l'impasse dans les négociations, un vaste mouvement de grève avait alors été déclenché partout au Québec. Au moment d'écrire ces lignes, les trois quarts des hôtels avaient signé des ententes d'une durée prévue de quatre ans (arrivant à échéance en juin 2012)⁷³. Cette situation aura pour effet de rassurer les touristes et d'améliorer le climat de travail.

Forte reprise des congrès à Montréal en 2010. Comme les congrès se préparent environ cinq ans à l'avance, on connaît ceux qui sont prévus. On peut donc affirmer que les prévisions pour 2010 se réaliseront.

Clientèle canadienne. À cause du ralentissement économique, les ménages tendront à diminuer les distances à parcourir pendant leurs vacances. De plus, le dollar canadien déprécié gardera la population canadienne de ce côté de la frontière. En 2009 et 2010, le tourisme à Montréal devrait se tirer d'affaire grâce aux vacanciers québécois et canadiens⁷⁴.

Stratégies de Tourisme Montréal pour contrer les effets de la crise économique. Cet organisme de promotion compte redoubler d'efforts pour contrer les effets de la crise économique. Par sa campagne Agrément 2009, il se concentrera à courtiser les marchés mexicain, français et californien, ainsi que la communauté gaie. De plus, il poursuit avec vigueur le virage Web qu'il a entrepris depuis quelques années,

avec un tout nouveau site Internet qui hébergera cinq blogues animés par des Montréalais, ainsi qu'avec une campagne nord-américaine entièrement électronique⁷⁵.

Défavorables

La perte du Grand Prix de Montréal. Le Grand Prix de Montréal génère des retombées économiques de 75 millions de dollars et représentait à lui seul près de la moitié du chiffre d'affaires annuel de certains établissements hôteliers. Sa disparition donnera un grand coup à l'industrie du tourisme à Montréal et, à l'heure actuelle, on cherche encore quelles actions mettre en œuvre pour remplacer cet événement d'envergure internationale, et ainsi soutenir l'économie touristique et les emplois qui y sont rattachés.

Tourisme d'affaires en déclin. Montréal perd peu à peu sa capacité d'attirer les touristes d'affaires au profit de villes avoisinantes, dont Toronto et New York, qui ont entièrement modernisé leurs centres de congrès ces dernières années. De plus, les nouvelles technologies permettent maintenant de tenir des rencontres virtuelles (téléconférences, webinaires, etc.) et les entreprises adoptent de plus en plus ces pratiques pour réduire leurs coûts et leurs temps de déplacement, ainsi qu'au nom de convictions environnementales de plus en plus répandues.

Le ralentissement économique. L'augmentation du coût du transport, autant terrestre que maritime et aérien, et le resserrement du budget des ménages freineront les dépenses touristiques. Il sera ainsi plus difficile d'attirer des touristes d'outre-mer. On prévoit donc « une année 2009 morose » et même « une reprise molle en 2010 »⁷⁶.

Obligation de détenir un passeport. Au 1^{er} juin 2009, il sera obligatoire de présenter un passeport valide pour entrer aux États-Unis. Cette règle s'appliquera aussi aux citoyens américains désirant traverser la frontière canadienne pour retourner chez eux. À cause

⁷³ www.fc.csn.qc.ca

⁷⁴ « Une année 2009 morose pour tout le Québec », La Presse, 28 novembre 2008.

⁷⁵ « Tourisme Montréal redouble d'efforts pour contrer les effets de la crise économique », Canada Newswire, 28 avril 2009.

⁷⁶ « Une année 2009 morose pour tout le Québec », La Presse, 28 novembre 2008.

de cette loi, l'industrie touristique de tout le Canada s'attend à une baisse marquée de l'achalandage des visiteurs en provenance des États-Unis.

Tendances générales dans le secteur

- Les touristes sont désormais plus exigeants parce que plus informés et plus scolarisés. On voyage désormais pour vivre une expérience unique, enrichissante et excitante. Cette nouvelle tendance très marquée ouvre la porte à la créativité des entrepreneurs, leur permettant d'exploiter une multitude infinie de créneaux encore peu développés. On peut citer, à titre d'exemples, l'agrotourisme, le tourisme sportif, l'hôtellerie à services limités ou, à l'inverse, le *glamping* (contraction de camping et de glamour, une forme d'hébergement de luxe dans la nature).
- Le tourisme durable, dit « vert », est désormais une tendance omniprésente et incontournable. Les gens sont de plus en plus préoccupés par l'éthique écologique des destinations qu'ils envisagent de visiter. En 2008, l'Association des hôteliers du Québec (AHQ) a poursuivi l'implantation du Programme de reconnaissance en développement durable (PRDD) et certifié une vingtaine d'établissements au Québec. Dans le même ordre d'idées, il faut mentionner la tenue à Québec, en mars 2009, du Symposium international sur le développement durable du tourisme, qui témoigne de la préoccupation de l'industrie désireuse de prendre le virage vert.
- Internet s'est métamorphosé. Au départ utilisé comme outil de référence foisonnant de renseignements, le réseau s'est peu à peu modifié pour devenir, avec le Web 2.0, un outil interactif où l'internaute jouit d'un pouvoir étendu. Il peut en effet faire des commentaires sur les services reçus et consulter ceux d'autres personnes pour faire un choix éclairé en fonction de ses besoins et de ses attentes. En cette ère de transparence et de communication, les consommateurs recherchent ce genre d'interaction. C'est donc en établissant une plate-forme d'échange conviviale et ouverte que les entreprises du secteur peuvent maintenant se démarquer et attirer la clientèle.

PRODUITS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES

ENCART STATISTIQUE Fiche Produits informatiques et électroniques (SCIAN 334)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	10 375
la RMR de Montréal	13 560
l'ensemble du Québec	20 840

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidants de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

7 030

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	6,5
la RMR de Montréal	5,4
l'ensemble du Québec	5,7

Part des emplois atypiques

Travail autonome	3,0 %
Temps partiel	4,7 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Produits informatiques et électroniques (334)	49 943 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	69,4 %
Femmes	30,6 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

51,4 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	6,8 %
25 à 44 ans	56,1 %
45 à 54 ans	26,4 %
55 ans ou plus	10,7 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	6,5 %
Études secondaires	15,1 %
Diplômes de métier	7,8 %
Cégep	20,2 %
Tous les diplômes universitaires	50,2 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	21,8 %
5 à 19 personnes	36,5 %
20 à 99 personnes	31,0 %
100 personnes ou plus	10,7 %
Nombre total d'établissements	197

Exportations du Québec (\$ courants)

Part des exportations canadiennes

2004	4 738 700 000 \$	30,5 %
2005	4 847 361 000 \$	28,7 %
2006	3 794 278 000 \$	23,5 %
2007	3 830 007 000 \$	25,5 %
2008	4 107 812 000 \$	27,9 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Fabrication de produits informatiques et électroniques, de matériel, d'appareils et de composantes électriques (334 et 335)	0,7 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Le secteur des produits informatiques et électroniques regroupe les fabricants de matériel informatique et périphérique, de matériel de communication, de matériel audio-vidéo, de semi-conducteurs et d'autres composants électroniques, d'instruments de navigation, de mesure et de commandes, d'instruments médicaux, de même que les entreprises qui fabriquent des composants de ces produits (ex. : cartes de circuits imprimés).

Bien que le nombre d'entreprises de cette industrie soit demeuré relativement stable dans la région de Montréal au cours des dernières années (197 en 2006), le nombre d'emplois a beaucoup diminué depuis le début de la décennie : on n'en comptait plus que 10 375 en 2006, alors qu'il était de 18 155 en 2001.

La forte présence de technologies relativement récentes donne des caractéristiques particulières à la main-d'œuvre de ce secteur (données du recensement de 2006) :

- Elle est plus scolarisée que la moyenne : 50,2 % des employés possédaient au moins un diplôme universitaire (39,6 % pour l'ensemble des secteurs).
- Le personnel est également nettement mieux rémunéré, avec un revenu annuel moyen de 49 943 \$ (37 371 \$ pour l'ensemble des secteurs).
- La main-d'œuvre est relativement jeune : les travailleurs de 55 ans ou plus n'en constituaient que 10,7 % (15,1 % dans l'ensemble des secteurs).

Contexte difficile des dernières années

Le secteur de la fabrication des produits informatiques et électroniques (SCIAN 334) a vécu d'importantes difficultés dans la région de l'île de Montréal depuis

le début de la décennie. De 1998 à la fin 2000, il a connu une forte croissance, alors qu'il était porté par les investissements massifs des entreprises des technologies de l'information et des communications. À compter de 2001, il va éprouver une baisse spectaculaire d'activité et d'emplois, en raison de la chute de la demande mondiale pour les équipements de télécommunications et du phénomène de relocalisation d'entreprises vers des pays asiatiques à faibles coûts de main-d'œuvre. Le nombre d'emplois sur l'île de Montréal a ainsi chuté de 43 % de 2001 à 2006, passant de 18 155 à 10 375.

Bien que les effets de la contraction de la demande pour les équipements de télécommunication se soient fait sentir partout en Amérique du Nord, ils ont été particulièrement intenses dans la région de Montréal, où cette industrie était très présente. On y retrouvait un grand équipementier des télécommunications, Nortel Networks, dont dépendaient plusieurs milliers d'emplois, tant dans l'entreprise elle-même que chez ses fournisseurs et sous-traitants. Nortel Networks s'est finalement placée sous la protection de la Loi contre les faillites (chapitre 11) en 2009 : il n'y reste plus que quelques centaines d'emplois sur l'île de Montréal, alors qu'elle y occupait près de 6 000 personnes au début de la décennie.

Une autre composante de ce secteur a connu d'importantes pertes d'emplois : l'industrie de la fabrication et de l'assemblage de plaquettes de circuits imprimés. Soumises à une forte pression sur leurs marges bénéficiaires de la part des grands donneurs d'ouvrage (ex. : fabricants d'ordinateurs) et à la faiblesse des prix du matériel informatique, plusieurs entreprises de cette industrie (Celestica, Viasystems, Flextronics, Sanmina SCI) ont été contraintes de fermer leurs usines moins rentables de la région de Montréal ou d'y réduire considérablement leurs effectifs. Elles ont transféré cette production vers leurs usines situées en Asie ou au Mexique, où les coûts de la main-d'œuvre sont nettement inférieurs à ceux du

Canada. La relocalisation de la production se justifiait, en particulier, pour les produits de masse à haut volume et à plus faible technologie, dont les marges de profit étaient et demeurent particulièrement minces.

La valeur des livraisons de produits informatiques et électroniques québécois, qui avait atteint 15,1 milliards de dollars en 2000, a chuté d'année en année depuis le début de la décennie, pour se retrouver à 4,3 milliards en 2008, soit une descente de près de 72 %. Les exportations constituent une part importante des livraisons des fabricants québécois de ces produits, près de 90 % certaines années. La valeur de ces exportations a chuté de près de 67 % de 2000 à 2008. Les importations de produits informatiques et électroniques chinois au Québec, quant à elles, ont doublé de 2002 à 2008. La balance commerciale du Québec dans ce secteur, qui montrait un surplus de près de trois milliards en 2000, accusait un déficit de près de 1,1 milliard en 2008.

Situation de l'emploi en 2009

Les perspectives d'emplois se sont conséquemment fortement dégradées dans le contexte que nous venons de décrire. Avec les fermetures d'usines et les réductions de personnel ailleurs, il s'est créé un important bassin de main-d'œuvre expérimentée désormais disponible, en particulier chez les assembleurs-monteurs ainsi que chez les opérateurs de machines (ex. : machines à insérer des composants électroniques et machines à souder à la vague).

La relocalisation qui s'est opérée dans le secteur des produits informatiques et électroniques à l'échelle mondiale a transformé le profil de sa main-d'œuvre au Québec. L'assemblage de composants ou de produits à faible valeur ajoutée, qui génère les plus forts volumes de production, échappe de plus en plus aux entreprises québécoises. Au Québec, le secteur se restructure autour d'activités de recherche, de concep-

tion et de développement ou encore, de l'assemblage de produits de haute technologie destinés, par exemple, aux entreprises des télécommunications ou de l'aérospatiale. D'autres établissements se maintiennent en créant des produits novateurs pour des champs d'application encore peu occupés.

La structure occupationnelle du secteur s'est ainsi largement transformée depuis quelques années : le pourcentage de techniciens, de technologues, d'ingénieurs ainsi que de scientifiques dans le volume total de ses emplois a proportionnellement augmenté, alors que celui des travailleurs d'usine ayant fait des études secondaires (assembleurs et opérateurs) a diminué considérablement.

Facteurs qui influenceront les perspectives d'emplois

Après la décennie décevante qu'ils viennent de traverser, les fabricants de matériel de télécommunications pourraient connaître une nouvelle vague de croissance au cours des prochaines années : la hausse de la demande pour la vidéo par Internet (ex. : la popularité de YouTube) devrait s'accélérer d'ici à la fin de la décennie et exiger une performance accrue des réseaux. Les fournisseurs d'accès à Internet devront alors remplacer certains de leurs équipements par de plus performants pour répondre à cette demande : cela devrait générer une augmentation significative des investissements en biens de télécommunications de leur part. La concurrence pour ces contrats sera cependant forte entre les fabricants nord-américains, européens et asiatiques.

Dans la région de Montréal, cette éventuelle reprise de la demande pour du matériel de télécommunication ne se traduira cependant pas en besoins de nouvelle main-d'œuvre comparables à ce que l'on a connu il y a quelques années. Nous l'avons vu, ces emplois se trouveront davantage en recherche, en conception et en développement, dans le service à la clientèle

ou dans l'assemblage de produits à forte teneur technologique, mais fabriqués en plus petites séries. En nombres absolus, les activités de ce type procurent moins d'emplois que la fabrication de produits destinés à la consommation de masse. Cependant, elles requièrent une main-d'œuvre plus scolarisée, ce que possède la région de Montréal, avec ses quatre universités et son réseau de collèges. De plus, ce personnel qualifié y est disponible à un coût moindre qu'aux États-Unis. À cause de leur attachement à leur langue et à leur culture, ces personnes sont également plus stables : leur taux de roulement est ainsi plus faible qu'ailleurs en Amérique du Nord.

D'autres facteurs influenceront également sur les perspectives d'emplois. On constate une baisse des inscriptions aux programmes reliés au génie électronique. Ainsi, au collégial, le nombre de diplômés en électrotechnique dans la région de Montréal est passé de 395 en 2000 à 208 en 2007.

On note que la structure d'âge dans les principales professions de ce secteur d'activité est relativement plus jeune que dans la moyenne des secteurs. Le pourcentage de travailleurs de 55 ans ou plus y est plus faible (10,7 %) que dans la moyenne des professions, où il se situe à 15,1 %. Il est de 10,9 % chez les assembleurs-monteurs (CNP 9483), de 8,6 % chez les techniciens en génie électrique-électronique (CNP 2241), de 12,7 % chez les ingénieurs en électricité-électronique (CNP 2133) : les ouvertures de postes, suivant des départs à la retraite, seront donc moindres dans ce milieu que dans les secteurs manufacturiers, davantage vieillissants.

Dans la région, une variable a une influence majeure sur la détermination des perspectives d'emplois dans ce secteur : l'arrivée d'un grand nombre de personnes immigrantes diplômées en génie électrique-électronique (en particulier des pays du Maghreb) depuis quelques années. De 2002 à septembre 2008, parmi les personnes d'origine étrangère qui se destinaient au

marché du travail montréalais, plus de 5 000 disaient appartenir à l'une ou l'autre de quatre professions définies comme faisant partie du domaine du génie électrique-électronique : ingénieur électricien-électronicien, technicien en génie électrique-électronique, technicien en instrumentation et automatisation, technicien en avionique. Le nombre de ces nouveaux arrivants au cours de ces années équivalait à près de 50 % du volume d'emplois actuel des entreprises du secteur des produits informatiques et électroniques.

L'arrivée massive de personnes immigrantes formées en génie électrique-électronique, combinée à la disparition de plus de 40 % des emplois dans le secteur de la fabrication de produits informatiques et électroniques – libérant ainsi une main-d'œuvre déjà formée – a créé un contexte difficile pour les chercheurs d'emploi dans ce domaine. La structure d'âge étant relativement jeune, elle ne viendra pas atténuer de beaucoup ce déséquilibre entre l'offre et la demande. Seule la baisse du nombre d'inscriptions aux programmes québécois en génie électrique-électronique réduira jusqu'à un certain point ce déséquilibre. Globalement, l'offre de main-d'œuvre continuera donc de dépasser les besoins de la demande dans ce secteur au cours des prochaines années.

Perspectives pour les principales professions du secteur

Les perspectives d'emplois sont particulièrement difficiles dans les professions de niveau secondaire, puisqu'un grand nombre de postes en usine sont disparus définitivement à la suite de la relocalisation d'une partie importante de la production vers des pays asiatiques. La Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal a accordé, dès 2002, la cote « perspectives restreintes » au code professionnel (CNP 9483) regroupant les assembleurs et les monteurs de matériel électronique. Dans les entreprises de la région, on peut estimer qu'environ la moitié de ces emplois ont disparu depuis le début de 2001,

créant un énorme bassin de travailleurs disponibles. Bien qu'un bon pourcentage des personnes mises à pied se soient recyclées depuis, cela ajoute un volume important à l'offre de main-d'œuvre disponible. Ce diagnostic de perspectives restreintes continuera de s'appliquer en 2009-2013.

La profession de technicien en génie électrique et électronique (CNP 2241) a également été durement touchée par une réduction des emplois au cours des dernières années. Selon les données des deux derniers recensements, le nombre de personnes résidant à Montréal qui affirment occuper un tel emploi aurait diminué d'un peu plus de 40 % de 2001 à 2006. Depuis, la situation semble se stabiliser, si l'on se fie aux résultats de la relance du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) auprès des finissants, où l'on constate une amélioration des taux de placement après des années de résultats décevants. Cette amélioration n'est cependant pas vraiment attribuable au secteur des produits informatiques et électroniques, puisque d'autres secteurs, en meilleure santé, dont les services professionnels, scientifiques et techniques, engagent également des diplômés de telles disciplines. Nous demeurons prudents pour l'instant quant aux possibilités dans cette profession et lui accordons le pronostic de « perspectives acceptables » pour 2009-2013.

En 2006, 14 % des ingénieurs en génie électrique et en électronique (CNP 2133) travaillaient dans le secteur des produits informatiques et électroniques : les déboires de ce secteur n'ont donc qu'un impact limité sur les perspectives d'emplois dans cette profession. Cependant, l'arrivée massive, depuis 2002, de personnes immigrantes possédant un diplôme universitaire en génie électrique-électronique augmente considérablement l'offre de la main-d'œuvre disponible dans la région de Montréal pour cette profession. Pour certaines spécialités, telles que la microélectronique (création de nouvelles générations de composants électroniques), le recrutement peut parfois être plus difficile, mais dans l'ensemble, le déséquilibre en faveur de l'offre perdure dans la région. Nous maintenons donc pour 2009-2013 un pronostic de « perspectives acceptables » pour la profession d'ingénieur en génie électrique et en électronique.

Documents et autres sources de renseignements :

Comité sectoriel de la main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications (TechnoCompétences). *Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre du secteur des technologies de l'information et des communications*, mars 2008.

PRODUITS MÉTALLIQUES

ENCART STATISTIQUE Fiche Produits métalliques (SCIAN 332)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	9 790
la RMR de Montréal	19 545
l'ensemble du Québec	41 265

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

7 705

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	5,9
la RMR de Montréal	5,0
l'ensemble du Québec	5,1

Part des emplois atypiques

Travail autonome	3,8 %
Temps partiel	4,7 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Produits métalliques (332)	36 542 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	82,9 %
Femmes	17,1 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

45,8 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	6,8 %
25 à 44 ans	47,4 %
45 à 54 ans	27,6 %
55 ans ou plus	18,1 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	20,3 %
Études secondaires	21,5 %
Diplômes de métier	21,4 %
Cégep	15,5 %
Tous les diplômes universitaires	21,1 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	24,8 %
5 à 19 personnes	40,2 %
20 à 99 personnes	32,0 %
100 personnes ou plus	3,0 %
Nombre total d'établissements	463

Exportations du Québec (\$ courants)

Part des exportations canadiennes

2004	1 566 144 000 \$	19,6 %
2005	1 579 794 000 \$	19,3 %
2006	1 739 791 000 \$	20,8 %
2007	1 868 380 000 \$	22,2 %
2008	1 934 761 000 \$	23,9 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Produits métalliques (332)	1,4 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Le secteur de la fabrication des produits métalliques (SCIAN 332) est composé en bonne partie de sous-traitants et de fournisseurs de donneurs d'ouvrage qui proviennent d'autres secteurs d'activité économique. Cette caractéristique le rend vulnérable à d'importantes fluctuations de la demande. Ce secteur est également très diversifié : on y trouve une grande variété d'industries, qui vont de la fabrication de produits en métal pour la construction, aux réservoirs en métal en passant par les ateliers spécialisés, tels que les ateliers d'usinage, de soudage, d'estampage ou de placage des métaux.

L'île de Montréal comptait 458 employeurs dans le secteur de la fabrication de produits métalliques en 2008⁷⁷. Il s'agit principalement de PME, 89 % des entreprises ayant moins de 50 employés, ce qui représente un pourcentage plus élevé que la moyenne des secteurs manufacturiers.

La construction procure le plus grand volume de ses commandes (environ 33 %) au secteur des produits métalliques, dont elle utilise plusieurs produits : charpentes métalliques, portes et fenêtres en métal, produits métalliques d'ornement et d'architecture, matériel de chauffage...

Les autres commandes proviennent essentiellement des grands secteurs manufacturiers. L'industrie aéronautique en assure une part importante (environ 25 %) : on n'a qu'à penser aux contrats qu'elle donne aux ateliers d'usinage et aux ateliers de placage des métaux.

La main-d'œuvre de ce secteur est relativement âgée dans la région de Montréal : elle comptait 18,1 % de travailleurs de plus de 55 ans en 2006, en comparaison avec la moyenne déjà élevée de l'ensemble des professions dans la région (15,1 %). Cela devrait se traduire par de nombreux départs à la retraite au cours des prochaines années.

Les établissements de ce secteur situés dans la région de Montréal dénombraient un pourcentage important de travailleurs nés à l'extérieur du Canada (45,8 %).

Les conditions de travail sont souvent relativement difficiles dans ce secteur : environnement bruyant, travail répétitif, risques d'accidents et de maladies industrielles... Le taux de roulement y est d'ailleurs relativement élevé, un phénomène qu'amplifient les fluctuations importantes de l'activité, lesquelles entraînent périodiquement des mises à pied conjoncturelles.

État actuel du secteur

Le nombre d'emplois des entreprises du secteur des produits métalliques établies sur l'île de Montréal a beaucoup diminué depuis une dizaine d'années, passant de 15 800 en 1998 à 11 410 en 2001, puis à 9 790 en 2006⁷⁸. Plusieurs facteurs, tant structurels que conjoncturels, peuvent expliquer cette baisse, qui reflète d'abord le recul de l'activité manufacturière dans la région montréalaise, le secteur regroupant des sous-traitants et des fournisseurs dont les contrats en dépendent en bonne partie. Il n'est donc pas surprenant que les fabricants de produits métalliques aient subi les contrecoups de la transformation manufacturière en cours dans la région. Ainsi, lorsque des industries jadis aussi importantes que les papetières et les scieries périclitent, cela se traduit par moins de contrats pour différentes industries des produits métalliques.

La hausse de la valeur du dollar canadien, qui, de 2002 à 2008, est passée de 0,64 \$ à 0,94 \$ face à la devise américaine, est une autre cause des difficultés de ce secteur. Une devise canadienne faible facilite l'accès au marché américain : elle est avantageuse pour les exportateurs québécois, qui se font alors payer en dollars américains forts, ce qui leur permet de couvrir plus facilement leurs dépenses, qu'ils payent en bonne partie en dollars canadiens.

⁷⁷ Statistique Canada, Registre des entreprises, décembre 2008.

⁷⁸ Développement des ressources humaines Canada, Registre des entreprises pour 1998; Statistique Canada, recensements de 2001 et 2006.

La délocalisation de certaines activités vers les régions limitrophes de l'île de Montréal est un autre phénomène qui peut expliquer en partie cette baisse : l'infrastructure routière de l'île est déficiente et la circulation y est très lourde à plusieurs endroits, ce qui génère des coûts additionnels pour les entreprises. On constate depuis une décennie que plusieurs établissements déménagent vers les parcs industriels des autres régions du Montréal métropolitain afin de réduire les coûts du transport des marchandises et les inconvénients de la circulation pour leur personnel.

L'automatisation industrielle est un autre facteur qui peut expliquer la baisse de main-d'œuvre dans ce secteur. Ainsi, dans le domaine de l'usinage des métaux, des machines à commande numérique (CN) de plus en plus performantes permettent d'en faire davantage avec moins de machinistes ou d'opérateurs qu'avant. La même chose est vraie dans l'industrie du formage du métal, où l'implantation de nouvel équipement a considérablement augmenté la productivité (presses-plieres ou poinçonneuses à CN, découpeuses au laser, etc.).

Problématiques de main-d'œuvre

Le recrutement de personnel dans le secteur des produits métalliques est par ailleurs souvent ardu : la majorité des entreprises sont des PME peu structurées en gestion des ressources humaines. La rémunération proposée, les possibilités d'avancement professionnel et la stabilité d'emploi y sont moins attrayantes que celles d'autres secteurs. Par exemple, les sous-traitants et fournisseurs des grandes entreprises de l'aéronautique ne peuvent concurrencer ces derniers pour ce qui est des avantages qu'elles sont en mesure d'offrir aux candidates et aux candidats qui proviennent du réseau scolaire. Les entreprises du secteur se font ainsi régulièrement soutirer du personnel expérimenté, attiré par de meilleures conditions de travail ailleurs.

L'environnement de travail du secteur de la fabrication des produits métalliques est également plus difficile et les risques d'accidents y sont plus élevés que dans la moyenne des secteurs, ce qui ne favorise pas l'attraction de la main-d'œuvre ni sa rétention. Finalement, le volume d'activités de formation offertes au personnel y est relativement plus bas qu'ailleurs. On ne se surprendra donc pas que le taux de roulement dans ce secteur soit plus élevé que la moyenne.

Les PME de la fabrication des produits métalliques doivent aussi s'attaquer à un retard important dans la gestion des ressources humaines. Cependant, pour ce faire, elles ne disposent souvent que d'une étroite marge de manœuvre financière : en tant que sous-traitants ou fournisseurs de pièces, elles subissent, de la part des donneurs d'ouvrage, une pression constante sur leurs prix et sur leurs marges bénéficiaires. Cette fragilité financière fait obstacle à ces changements, pourtant nécessaires.

Perspectives sectorielles

Les perspectives d'activité dans la construction et dans l'aéronautique, les deux principales industries dont proviennent les donneurs d'ouvrage du secteur de la fabrication des produits métalliques, permettent de prévoir jusqu'à un certain point le volume d'activité de ce dernier.

Selon les prévisions de la Commission de la construction du Québec⁷⁹, l'activité de la construction dans la région du Grand Montréal⁸⁰ devrait se maintenir cette année au même niveau élevé que l'an dernier. D'ici à 2013, on peut s'attendre à ce qu'elle demeure dans le haut de ce cycle, progressant même légèrement. Certaines industries du secteur des produits métalliques, comme celles de la fabrication des structures d'acier et des produits d'architecture en métal, devraient bénéficier de la bonne santé de la construction.

⁷⁹ Commission de la construction du Québec, Perspectives 2009 – Bâtissons, pour eux, le Québec de demain, décembre 2008.

⁸⁰ La Commission de la construction du Québec utilise l'appellation « Grand Montréal » pour désigner le territoire qui couvre les régions suivantes : île de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.

Le secteur de l'aéronautique traverse, quant à lui, une période difficile depuis quelques mois, la récession mondiale ayant eu un effet direct sur les transporteurs aériens : plusieurs d'entre eux ont décidé de reporter des commandes ou de ne pas concrétiser des intentions d'achats. Les ventes d'avions d'affaires ont été particulièrement touchées : les dirigeants de grandes entreprises, qui ont vu leurs bénéfices considérablement diminuer, sont hésitants à proposer l'achat de tels biens dans le contexte actuel. On peut cependant affirmer que ce recul n'est que temporaire et que la demande pour les produits aéronautiques reprendra probablement au cours du second semestre de 2010. Les industries de l'usinage des métaux et du traitement de surface, qui dépendent de l'aéronautique pour une bonne partie de leurs commandes, devraient donc connaître une baisse d'activité à court terme, suivie d'une reprise progressive à compter du milieu de 2010.

La valeur des exportations compte pour environ 25 % des livraisons du secteur des produits métalliques. La forte remontée de la valeur du dollar canadien face à la devise américaine de 2003 à 2008 a annulé l'avantage concurrentiel qu'un dollar faible représentait pour ses entreprises sur les marchés extérieurs. Les exportations québécoises de produits métalliques ont malgré tout continué à croître durant cette période, profitant entre autres de la remontée de l'aéronautique et du boom immobilier aux États-Unis de 2002 à 2007. Cependant, on peut craindre une baisse importante cette année, avec les difficultés des secteurs aéronautique et de la construction aux États-Unis : pour les quatre premiers mois de 2009, la valeur des exportations québécoises de produits métalliques a déjà reculé de 13 % en comparaison avec la même période l'an dernier.

Perspectives professionnelles

Pour l'ensemble du secteur de la fabrication métallique de la région de Montréal, nous prévoyons donc une diminution de l'emploi en 2009, suivie d'une

remontée progressive dès l'an prochain. Pour toute la période 2009-2013, nous anticipons que ce secteur connaîtra un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 1,4 %, ce qui est supérieur à la moyenne du secteur manufacturier, où l'on prévoit un TCAM négatif (- 0,4 %).

En plus de cette avancée de l'emploi attribuable à l'expansion de la demande, le vieillissement de la main-d'œuvre observé dans ce secteur entraînera des embauches pour combler les départs à la retraite d'ici à 2013 : cette industrie comptait 18,1 % de travailleurs âgés de plus de 55 ans dans la région en 2006, ce qui était plus élevé que dans l'ensemble des secteurs d'activité (15,1 %).

Métiers de l'usinage des métaux

Dans la région de Montréal, les offres d'emplois qu'Emploi-Québec reçoit pour des machinistes et des opérateurs de machines d'usinage ont considérablement baissé au cours des six derniers mois (décembre 2008 à mai 2009). Ainsi, alors que la moyenne mensuelle pour les machinistes était d'une centaine d'offres en 2006 et 2007, elle n'a été que de 15 depuis décembre dernier. Du côté des opérateurs de machines d'usinage, la moyenne mensuelle était supérieure à 60 en 2006-2007, mais elle est inférieure à sept depuis décembre 2008. Il est évident que les perspectives d'emplois dans les métiers reliés à l'usinage des métaux seront difficiles pour au moins les douze prochains mois. Par la suite, avec la reprise de l'activité dans l'aéronautique, on peut cependant s'attendre à une amélioration de la situation. Cette reprise de la demande vers le milieu de 2010 coïncidera avec un nombre grandissant de départs à la retraite : le pourcentage des 55 ans ou plus dans ces métiers est élevé (plus de 18 %) dans la région.

Un autre facteur pourrait compliquer éventuellement le recrutement de machinistes : le nombre d'inscriptions aux programmes reliés à l'usinage des métaux a également beaucoup diminué au cours

des dernières années dans la région de Montréal. Le nombre de diplômés du programme Techniques d'usinage est passé de 249 en 2000 à 86 en 2005, puis à une cinquantaine en 2007. Ce faible nombre de personnes diplômées pourrait causer de sérieux problèmes de recrutement dans quelques années si le secteur de l'aéronautique accélère éventuellement sa croissance avec la production de la série C, au début de la prochaine décennie.

Puisque la possession d'un diplôme d'études professionnelles en techniques d'usinage est un préalable à l'accès aux programmes (ASP) en outillage, en matriçage et en fabrication de moules, la baisse du nombre de personnes diplômées du premier accentue davantage la rareté de diplômés dans ces trois dernières spécialisations.

On constate donc que les pronostics à court et à moyen termes sont très différents dans les métiers de l'usinage des métaux : on passera d'une situation de surplus de main-d'œuvre à court terme à une possibilité de pénuries dès 2011.

Métiers du soudage et du formage du métal

Les métiers reliés au soudage et au formage du métal dépendent davantage du secteur de la construction que de celui de l'aéronautique. Ainsi, le volume de commandes des entreprises qui fabriquent des structures d'acier et des produits du bâtiment en métal (ex. : conduits d'aération) fluctuera en fonction des chantiers actuels ou à venir. La construction résiden-

tielle verra son volume d'activité baisser dans la région de Montréal cette année (- 7 %), tout comme la construction institutionnelle et commerciale qui, elle, connaîtra un plus léger recul (- 2 %). Cependant, l'ensemble du secteur devrait se maintenir au niveau élevé où il se situe depuis quelques années. Pour 2010-2013, on peut même s'attendre à une légère augmentation des commandes pour les produits de construction en métal.

Par contre, il n'y aura pas à moyen terme une situation de rareté de main-d'œuvre en soudage ou en formage de métal, telle que nous la percevons pour l'usinage des métaux. La demande provenant du secteur de la construction sera plus stable, tout comme les besoins de soudeurs ou d'opérateurs de machines à former les métaux. De plus, nous ne constatons pas de baisses significatives des inscriptions aux programmes soudage-montage et tôlerie de précision. Par ailleurs, le pourcentage des 55 ans ou plus est dans la moyenne chez les soudeurs (14,6 %) et nettement inférieur à la moyenne chez les opérateurs de machines à former les métaux (4,1 %).

Documents et autres sources de renseignements :

Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle. *Diagnostic sectoriel de l'industrie de la fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport au Québec et dans la région métropolitaine de recensement de Montréal*, 2007, 327 p.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET BIOTECHNOLOGIE DE LA SANTÉ

ENCART STATISTIQUE Fiche Produits pharmaceutiques et biotechnologie de la santé (SCIAN 3254)



Personnes en emploi résidant dans

l'île de Montréal	3 725
la RMR de Montréal	8 660
l'ensemble du Québec	10 320

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	3,7
la RMR de Montréal	3,6
l'ensemble du Québec	3,6

Part des emplois atypiques

Travail autonome	1,6 %
Temps partiel	0,0 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Chimie, pétrochimie et raffinage (324 et 325)	49 139 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	44,2 %
Femmes	55,8 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes⁸¹

31,7 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	4,8 %
25 à 44 ans	64,0 %
45 à 54 ans	22,6 %
55 ans ou plus	8,6 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	4,0 %
Études secondaires	14,6 %
Diplômes de métier	7,0 %
Cégep	17,4 %
Tous les diplômes universitaires	56,7 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	25,7 %
5 à 19 personnes	17,1 %
20 à 99 personnes	25,7 %
100 personnes ou plus	31,4 %
Nombre total d'établissements	35

Exportations du Québec (\$ courants)

2004	580 000 000 \$	15,8 %
2005	609 000 000 \$	15,5 %
2006	739 000 000 \$	14,6 %
2007	1 051 000 000 \$	16,2 %
2008	1 035 000 000 \$	15,9 %

Part des exportations canadiennes

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Chimie, pétrochimie et raffinage (324 et 325)	0,6 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

⁸¹ Dans l'ensemble des secteurs de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage (324 et 325).

Portrait du secteur

Ce sous-secteur de la fabrication de produits chimiques comprend les entreprises pharmaceutiques et de médicaments ainsi que celles qui proposent des services de recherche et de développement. Voici un portrait sommaire de cette industrie.

- Les entreprises pharmaceutiques d'innovation réalisent la recherche et le développement de produits brevetés et assurent la fabrication et la mise en marché de produits d'ordonnance et de médicaments en vente libre (Merck-Frosst, GlaxoSmithKline, Pfizer, AstraZeneca, Boehringer Ingelheim, Bristol-Myers Squibb).
- Les entreprises de fabrication sous contrat et de produits génériques fabriquent et mettent en marché des versions génériques de médicaments dont les brevets sont échus ou de médicaments non brevetés (Pharmascience, Confab, Sandoz, Ratiopharm, Omega). Elles fabriquent également des médicaments pour des entreprises innovatrices (Wyeth, Axcan Carter-Horner, Galderma, Laboratoires Abbott, Sanofi Aventis, Schering, etc.).
- Les laboratoires de recherche contractuelle effectuent des essais précliniques sur des animaux et des essais cliniques de médicaments sur des humains (Anapharm, Algorithme Pharma, CTBR, MDS).
- Les entreprises de biotechnologie de la santé font de la recherche pour découvrir de nouveaux produits préventifs, diagnostiques ou thérapeutiques. Elles conçoivent également des outils de recherche pour améliorer la capacité et l'efficacité des différentes étapes de la mise au point d'un médicament (Aeterna Zentaris, Ambrillia Biopharma, Conjugem, Diagnostics, Labopharm, Neurochem, Theratechnologies).

Il y a quelques années seulement, le Québec (Montréal) partageait avec l'Ontario (Toronto) le titre de capitale de l'industrie des produits pharmaceutiques et biotechnologiques au Canada. Quoiqu'elle compte pour 45 % du secteur de la création de médicaments au pays, Toronto semble prendre les devants. On constate une augmentation de 20 % des emplois des entreprises de ce secteur dans la métropole ontarienne depuis 2007 et la recherche clinique y est passée de 90 millions de dollars à 170 millions, alors que le Québec perdait alors 4,4 % des emplois et que la recherche clinique y passait de 55 millions à 44 millions.

L'industrie biopharmaceutique québécoise est concentrée dans la région de Montréal. Selon Statistique Canada, près de 84 % de sa main-d'œuvre travaille dans la région métropolitaine et la plupart des entreprises pharmaceutiques montréalaises sont situées dans l'ouest de l'île (Kirkland, Saint-Laurent et Pointe-Claire). De plus, l'industrie des produits pharmaceutiques et biotechnologiques de la grande région métropolitaine peut compter sur un avantage concurrentiel de taille : la qualité de ses relations avec les universités, les centres hospitaliers et les centres de recherche publics et privés.

Défis et problématiques

L'arrivée à échéance des brevets de produits vedettes, la concurrence des pays émergents (Chine, Inde, Mexique, Indonésie, etc.), les pressions des gouvernements et des assureurs pour réduire les coûts des médicaments et maintenant la crise économique, tous ces facteurs contribuent à déstabiliser l'industrie pharmaceutique canadienne.

Le secteur pharmaceutique canadien et québécois a subi, depuis 2005, de nombreuses pertes d'emplois. GlaxoSmithKline (GSK) Canada a fermé son usine de fabrication de Laval et remercié plus de 200 travailleurs l'année dernière. Plusieurs autres entreprises pharmaceutiques montréalaises (Draxis, Merck-Frosst et Wyeth Canada, etc.) ont procédé à des licenciements importants. Les laboratoires d'essais cliniques (Anapharm, MDS, etc.) et précliniques (ITR Laboratoires Canada) ont également fait des mises à pied à Montréal depuis le début de 2008.

La vague de restructuration et de consolidation des grandes sociétés pharmaceutiques, dont les ventes s'érodent en raison de la concurrence des fabricants de médicaments génériques et de l'effondrement des marchés financiers, n'est pas terminée. Après Pfizer Canada, Roche et Novartis, c'est maintenant au tour de GSK et de Bristol-Myers de procéder à des restructurations importantes. L'année 2009 a également vu les mariages de raison de géants de l'industrie : Merck et Schering-Plough, Wyeth et Pfizer. Ces fusions et acquisitions permettent de réduire les coûts de la mise au point de médicaments brevetés, mais entraînent également des rationalisations ou des suppressions de postes. L'inquiétude règne parmi le personnel des filiales canadiennes de ces entreprises au Québec (GSK à Québec : 750 personnes, Pfizer : 600, Wyeth : 1 100, Merck : 700, Schering-Plough : 600).

La situation des laboratoires d'essais cliniques et précliniques est surprenante et préoccupante. Un sondage réalisé par Pharmabio Développement au printemps 2008 faisait état d'une forte demande de main-d'œuvre pour la période de 2008 à 2010, mais ce sont plutôt les mises à pied qui ont caractérisé le marché de l'emploi de cette catégorie d'entreprises depuis l'automne 2008.

Les biotechnologies de la santé sont, selon les dires de BIOQuébec, sous respirateur. En 2008, six entreprises de ce domaine ont fermé leurs portes et les résultats d'un sondage de l'organisme démontrent que 66 % de ces établissements disposent de moins de 12 mois d'encaisse et 25 %, de moins de trois mois. BIOQuébec estime que plus de 10 000 emplois directs et indirects sont actuellement à risque et demande au gouvernement québécois d'adopter des mesures d'urgence temporaires. Plusieurs sociétés de biotechnologies de la santé, telles que DiagnoCure, AEterna Zentaris et Médicago, ne peuvent profiter du programme Renfort que le gouvernement du Québec a lancé, car elles n'ont pas généré des fonds positifs pour au moins deux de leurs trois dernières années d'exploitation. Elles dépendent largement du bon fonctionnement des marchés des capitaux et sont particulièrement vulnérables en période de crise. Elles ont grandement besoin de capital-risque, lequel a dégringolé de 46 % au Québec en 2008 par rapport à 2007.

Tendances et perspectives

Plusieurs spécialistes analysent actuellement la situation du secteur pharmaceutique et des biotechnologies québécoises face à la crise financière. Leurs principales recommandations sont les suivantes : le retour d'un financement gouvernemental pour les biotechnologies de la santé, une plus grande cohésion des environnements réglementaires, législatifs et commerciaux et l'élaboration d'une stratégie biopharmaceutique québécoise.

Si les entreprises innovatrices semblent paralysées par la crise, des analystes estiment qu'elles subiront des pertes de revenus mondiaux d'environ 25 milliards de dollars par année à compter de 2010, quoique les perspectives sont meilleures pour les entreprises de produits génériques. Selon la firme GEME-BIO, les deux tiers des médicaments traitant les pathologies les plus communes (hypertension, diabète et cholestérol) sont désormais vendus sous leur forme générique. À cela s'ajouteront d'autres brevets de médicaments vendus qui arriveront bientôt à échéance.

Les exportations de produits pharmaceutiques affichent une croissance continue depuis 2003 et représentent 1,6 % des ventes québécoises à l'étranger, selon l'Institut de la statistique du Québec. La part du Québec dans les exportations canadiennes de produits pharmaceutiques est de 15,5 %, comparativement à 77,8 % pour l'Ontario.

Documents et autres sources de renseignements :

BIOQuébec. www.bioquebec.com/

Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des produits pharmaceutiques et biotechnologiques Pharmabio Développement. *Enquête de main-d'œuvre 2008*. <http://www.pharmabio.qc.ca/publications.asp>

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, *Secteur industriel biopharmaceutique*, [en ligne], <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2412>

Réseau de capital d'investissement du Québec. Statistique du capital-risque. <http://www.reseaucapital.com/>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ENCART STATISTIQUE Fiche Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62, sauf 6244)



Nombre d'emplois situés dans (62)

l'île de Montréal	132 305
la RMR de Montréal	201 130
l'ensemble du Québec	413 240

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur (62 sauf 6244)

87 620

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	2,9
la RMR de Montréal	2,3
l'ensemble du Québec	2,2

Part des emplois atypiques

Travail autonome	10,1 %
Temps partiel	26,0 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Soins de santé et assistance sociale (62)	34 319 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	27,8 %
Femmes	72,2 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes⁸²

31,6 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	8,0 %
25 à 44 ans	44,3 %
45 à 54 ans	28,7 %
55 ans ou plus	19,0 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	4,3 %
Études secondaires	11,8 %
Diplômes de métier	13,5 %
Cégep	21,5 %
Tous les diplômes universitaires	48,8 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	56,8 %
5 à 19 personnes	30,6 %
20 à 99 personnes	8,5 %
100 personnes ou plus	4,1 %
Nombre total d'établissements	4 078

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Soins de santé et assistance sociale (62)	1,5 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

⁸² Dans l'ensemble des secteurs des soins de santé et d'assistance sociale (62).

Portrait du secteur

Montréal est une plaque tournante de la santé et des services sociaux au Québec. Ainsi, plus de 30 % des emplois de ce secteur sont situés sur l'île de Montréal. Les travailleurs montréalais présentent globalement les mêmes caractéristiques que ceux des autres régions, soit un taux de chômage faible (2,9 %), une proportion élevée d'emplois à temps partiel (26 %) et une main-d'œuvre très majoritairement féminine (72,2 %).

Le réseau montréalais de la santé et des services sociaux compte 89 établissements, c'est-à-dire un peu plus de 400 cliniques ou cabinets médicaux, 18 groupes de médecine de famille, 24 cliniques-réseau et près de 600 organismes communautaires subventionnés par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. En 2007-2008, plus de 86 000 personnes faisaient partie de ce réseau complexe et diversifié, dont 3 500 médecins spécialistes, 2 150 omnipraticiens, 18 000 infirmiers ainsi que 17 000 professionnels et techniciens de la santé et des services sociaux.

Il importe de souligner qu'environ le tiers des effectifs du réseau québécois travaille sur l'île de Montréal. Une gamme complète de services très spécialisés sont offerts dans la région, grâce à la présence de trois centres hospitaliers universitaires, cinq instituts universitaires, six centres universitaires affiliés ainsi que cinq établissements à vocation suprarégionale. Une grande part de la recherche sur les problèmes reliés à la santé est réalisée à Montréal et les entreprises pharmaceutiques et de technologies médicales y sont majoritairement installées.

Ce secteur regroupe près de 10 % de la main-d'œuvre totale active sur l'île de Montréal. Le réseau des établissements publics et de ceux qui sont subventionnés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux y sont représentés à près de 90 %.

Problématiques et défis

Le réseau montréalais de la santé et des services sociaux de l'île de Montréal doit relever de grands défis imputables aux caractéristiques particulières de la population. Le quart des Québécois vivent dans la région de Montréal et environ 11 000 personnes, notamment des personnes immigrantes, s'y ajoutent chaque année. La population est vieillissante et de plus en plus multiethnique. Ainsi, 15 % de ces personnes avaient 65 ans ou plus en 2006 et le tiers était d'origine immigrante. À cela s'ajoute le problème de la pauvreté (près du tiers des Montréalais vivent sous le seuil de faible revenu), un taux de chômage supérieur à celui de l'ensemble du Québec, une forte proportion de personnes vivant seules (38 %, comparativement à 28 % pour l'ensemble du Québec), un grand nombre de jeunes en difficulté (grossesse, abus, négligence, troubles du comportement, consommation d'alcool ou de drogues, etc.) et de personnes présentant des problèmes de santé mentale.

Ce réseau fait face à des pénuries ou à des besoins de main-d'œuvre importants dans certaines professions, dont celles de pharmacien, d'infirmier, d'orthophoniste, d'inhalothérapeute, d'ergothérapeute, de technologue en radiodiagnostic et en radio-oncologie ainsi que de physiothérapeute. Mentionnons également que seulement 67 % des Montréalais de 12 ans ou plus déclarent avoir un médecin de famille, comparativement à 77 % dans le reste du Québec. S'ajoutent à cela les besoins de main-d'œuvre anticipés en raison de la croissance des ressources intermédiaires pour les personnes âgées en perte d'autonomie et de l'augmentation des services de maintien à domicile. De plus, il importe de mentionner la forte proportion du travail à temps partiel ou sur appel ainsi que le taux de roulement élevé dans le secteur des soins infirmiers.

L'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal s'est dotée, à l'automne 2008, d'un plan d'action pour assurer la disponibilité d'une

main-d'œuvre compétente, en nombre suffisant. Ce plan se situe dans le prolongement de la *Stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux*. Il vise une gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et interpelle des partenaires tels que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Emploi-Québec, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le regroupement des collèges du Montréal métropolitain et les commissions scolaires de l'île de Montréal.

Des cibles et des résultats livrables ont été déterminés pour la période 2008-2010 dans les axes relatifs à l'attraction (promotion, recrutement, formation), à la rétention (milieu de travail sain, encadrement, préceptorat) et à l'organisation du travail (composition et stabilité des équipes de soins, aménagement du temps de travail, diminution du recours à une main-d'œuvre indépendante et réduction des heures supplémentaires, révision et bonification des rôles).

Tendances et perspectives

Le vieillissement de la population et du personnel de la santé et des services sociaux entraîne une forte demande de main-d'œuvre dans ce secteur. Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi s'y est maintenu

autour de 3 % de 2001 à 2006, et nous prévoyons qu'il sera supérieur à la moyenne des secteurs de l'activité économique pour la période 2009-2013.

Les perspectives de la très grande majorité des professions de ce secteur sont très favorables, car la demande est élevée et le taux de chômage, faible. Les travaux actuellement en cours dans le cadre du *Plan d'action sur la disponibilité de la main-d'œuvre à Montréal* de l'Agence de la santé et des services sociaux devraient entraîner, à court et à moyen termes, les effets suivants : une augmentation des postes permanents à temps partiel et à temps complet, une organisation du travail favorisant l'attraction et le maintien en emploi ainsi qu'une meilleure adéquation entre les besoins des établissements et les compétences disponibles.

Documents et autres sources de renseignements :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. *Rapport annuel de gestion 2007-2008*, 147 p.

Site Internet du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. <http://www.msss.gouv.qc.ca/index.php>.

Site Internet de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Montréal. <http://www.santemontreal.qc.ca/fr/>.

SERVICES AUTOMOBILES

ENCART STATISTIQUE Fiche Services automobiles (SCIAN 415, 441 et 8111)



Personnes en emploi résidant dans

l'île de Montréal	12 270
la RMR de Montréal	39 600
l'ensemble du Québec	97 660

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	4,9
la RMR de Montréal	4,3
l'ensemble du Québec	3,9

Part des emplois atypiques

Travail autonome	14,1 %
Temps partiel	4,4 %

Répartition selon le sexe

Hommes	85,8 %
Femmes	14,2 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	13,4 %
25 à 44 ans	48,2 %
45 à 54 ans	23,3 %
55 ans ou plus	15,0 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	15,4 %
Études secondaires	24,0 %
Diplômes de métier	32,1 %
Cégep	15,6 %
Tous les diplômes universitaires	13,0 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	51,2 %
5 à 19 personnes	35,8 %
20 à 99 personnes	11,5 %
100 personnes ou plus	1,4 %
Nombre total d'établissements	1 519

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Commerce de détail (44-45)	0,4 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Définition du secteur

Le secteur est composé des trois sous-secteurs suivants :

- Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et leurs pièces (415)

- Marchands de véhicules automobiles et leurs pièces (441)
- Réparation et entretien de véhicules automobiles (8111)

L'expression « véhicules automobiles » comprend : automobiles, véhicules utilitaires sport, camions légers, camionnettes, minifourgonnettes, remorques, autobus et véhicules de plaisance, neufs et d'occasion.

Tableau 1 : Nombre d'emplois et d'établissements par sous-secteur à Montréal

Sous-secteur	Nombre d'emplois ⁸³	%	Nombre d'établissements ⁸⁴	%
Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et leurs pièces	1 770	14	221	15
Marchands de véhicules automobiles et leurs pièces	5 245	43	374	25
Réparation et entretien de véhicules automobiles	5 255	43	924	60
TOTAL	12 270	100	1 519	100

Profil des entreprises et de la main-d'œuvre

Une grande proportion des entreprises des services automobiles, soit 87 %, sont de petite taille (moins de 20 employés), ce qui peut les exposer plus fortement aux fluctuations du marché et diminuer leur compétitivité.

De façon générale, on peut décrire la main-d'œuvre du secteur par les caractéristiques suivantes :

- Structure d'âge étalée et très semblable à la moyenne de l'ensemble des secteurs
- Forte prévalence des diplômes de métier (32 % par rapport à la moyenne de 11 % pour l'ensemble des secteurs)
- Travail presque exclusivement à temps plein (4 % d'emplois à temps partiel)
- Main-d'œuvre très majoritairement masculine (86 %).

Au Québec, les cinq principales professions du secteur quant au nombre actuel d'emplois sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il est raisonnable de croire que ce sont les cinq principales à Montréal également.

Tableau 2 : Principales professions dans les services automobiles⁸⁵

CNP	Profession	Nombre
7321	Mécaniciens et réparateurs de véhicules automobiles, camions et autobus	21 980
0631	Directeurs de commerce de détail	9 535
7322	Débossseurs et réparateurs de carrosserie	6 920
1472	Magasiniers et commis aux pièces	3 715
6622	Nettoyeurs spécialisés	2 165

⁸³ Recensement de 2006, Statistique Canada.

⁸⁴ Registre des entreprises et compilation spéciale d'Emploi-Québec Montréal, Statistique Canada, janvier 2009.

⁸⁵ Portrait sectoriel de l'industrie des services automobiles – 2005, Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles.

Santé économique actuelle du secteur

- Le nombre de véhicules de promenade à Montréal était de 668 059 en 2007, soit une augmentation de 2,7 % par rapport à 2002. Cette hausse est bien inférieure à celle qu'on note pour l'ensemble du Québec pendant la même période, qui s'élève à 6,1 %⁸⁶.
- La crise économique en cours a eu des répercussions majeures sur l'industrie de l'automobile. En fait, les déboires du secteur de la fabrication automobile seraient le principal moteur de la récession au Canada⁸⁷. Aux États-Unis, les effets sont désastreux : des pertes d'emplois par milliers, Détroit, la capitale de l'automobile, devenue presque une ville fantôme, GM et Chrysler au bord de la faillite, y allant de plans de restructuration draconiens. Au Canada et au Québec, bien que les ventes de voitures neuves soient à leur plus bas depuis des décennies, la situation est moins dramatique, entre autres parce qu'il s'y vend moins de gros véhicules énergivores et que les concessionnaires font face à un plus petit nombre de fins de contrats de location⁸⁸. Une autre différence qui avantage le Québec pour survivre à la crise est le fait que c'est ici que l'on trouve la plus forte proportion de voitures importées par rapport aux américaines, soit 40 %⁸⁹. Grâce à ces caractéristiques qui le distinguent, le Québec s'en tire à bon compte : peu de concessionnaires y ont fermé leurs portes, même au plus fort de la crise et, depuis avril 2009, on note une reprise timide de l'activité dans le secteur.
- En temps de situation économique difficile, les consommateurs préfèrent garder leur voiture plus longtemps et l'entretenir plutôt que d'en acheter une neuve. Résultat : la conjoncture actuelle favorise le sous-secteur de la réparation et de l'entretien, de même que les vendeurs de pièces d'automobiles, qui sont débordés par la demande. Au Québec et à Montréal, où la crise a sévi moins

duement qu'ailleurs en Amérique du Nord, les automobilistes ont encore les moyens d'utiliser et d'entretenir leur véhicule, quoiqu'on observe qu'ils cherchent à économiser en se tournant plutôt vers les pièces moins coûteuses, offrant des garanties plus courtes⁹⁰.

Problématiques et défis

Problématiques en ressources humaines

Recrutement

Problématique 1. On note une pénurie de candidats expérimentés ou détenant un certificat de qualification. Parfois, la rareté de main-d'œuvre conduit les employeurs à diminuer leurs critères minimaux d'embauche. Or, dans ce secteur, une telle option irait à l'encontre de la tendance à la hausse des besoins de spécialisation qu'entraînent les changements technologiques très rapides. Il serait préférable de diriger les efforts pour faciliter la transition des apprentis vers le seuil leur permettant d'acquérir le statut de compagnon.

Problématique 2. On prévoit qu'environ 40 % à 45 % de la main-d'œuvre de la réparation et de l'entretien partiront à la retraite d'ici à 2012⁹¹. La relève en mécanique constitue un enjeu majeur puisque plus du tiers des mécaniciens à Montréal a 45 ans ou plus. La relève pour les débosseurs de même que celle des peintres est également problématique, d'autant plus que ce genre de travail physique incite souvent les travailleurs à partir plus tôt à la retraite.

Problématique 3. Le grand public a souvent une perception négative des professions du secteur. Cette mauvaise image nuit à l'attraction de candidats vers les métiers de l'automobile. Également, il est assez méconnu que le sous-secteur de la réparation et de l'entretien demande de plus en plus l'utilisation de la technologie et des concepts électriques et électroniques, ce qui cause un fort taux d'abandon des participants aux programmes de formation⁹². Les efforts

⁸⁶ Bilan 2007 – Accidents, parc automobile, permis de conduire, Société de l'assurance automobile du Québec, mai 2008.

⁸⁷ « La chute du PIB se poursuivra », Les Affaires, 18 avril 2009.

⁸⁸ « Des concessionnaires ferment aux États-Unis... et à Montréal », La Presse Affaires, 15 octobre 2008.

⁸⁹ Portrait sectoriel de l'industrie des services automobiles – 2005, Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles.

⁹⁰ « Les vendeurs de pièces profitent de la récession », La Presse, 4 mai 2009.

⁹¹ « Les carrières d'avenir 2009 », Jobboom, p. 168.

pour faire connaître et valoriser les métiers du secteur devront se poursuivre.

Intégration

Problématique 1. La nécessité de remplacer le personnel qui part massivement à la retraite entraînera l'arrivée en bloc d'un nombre important de nouveaux employés dans le secteur au cours des prochaines années. L'intégration de ce nouveau personnel dans un horizon de temps relativement court obligera les employeurs à être plus proactifs en matière de la planification des besoins en main-d'œuvre et en formation pour maintenir la qualité du service⁹³.

Rétention

Problématique 1. Le taux de roulement est élevé dans le secteur automobile. Les conditions de travail, parfois difficiles ou non concurrentielles, en sont la cause. C'est particulièrement vrai au Québec, où la proportion des travailleurs de ce domaine gagnant 35 000 \$ ou moins par année est la plus élevée au Canada⁹⁴.

Développement des ressources humaines

Problématique 1. De plus en plus rapides, les changements technologiques de la fabrication des automobiles créent des besoins de recyclage et de perfectionnement importants pour le personnel du secteur, particulièrement celui de la réparation et de l'entretien⁹⁵. Les gestionnaires sont également touchés par des besoins de perfectionnement grandissants, du fait d'une concurrence accrue dans le secteur. En moyenne, les employés du secteur sont en formation de 1,2 à 2,9 jours par année, ce qui est bien peu compte tenu de l'évolution technologique rapide et constante⁹⁶. Le secteur doit donc adopter des pratiques d'amélioration continue. Faire connaître aux entreprises les gains de rendement potentiels est un moyen de sensibiliser les gestionnaires à leur importance stratégique.

Problématique 2. Les comités paritaires de l'industrie des services automobiles du Québec administrent les décrets des conventions collectives et s'assurent également de l'application des règlements de qualification de la main-d'œuvre qui y est assujettie. Dans le cas des emplois réglementés, il se fait automatiquement un suivi du nombre d'heures travaillées en période d'apprentissage et la réussite d'un examen de qualification est obligatoire pour passer du statut d'apprenti à celui de compagnon. Or, la proportion du nombre de compagnons par rapport au nombre d'apprentis est de plus en plus préoccupante, particulièrement en mécanique et en carrosserie. Il faudra accélérer l'intégration des nouveaux travailleurs pour faire face au départ du grand nombre de compagnons qui prendront massivement leur retraite dans les cinq à dix prochaines années⁹⁷.

Gestion des ressources humaines

Problématique 1. Les entreprises de réparation et d'entretien éprouvent certaines difficultés du fait que la grande majorité d'entre elles (75 %) sont de très petite taille (moins de 10 employés) et donc, ne possèdent aucun plan de gestion des ressources humaines, s'en remettant plutôt à un mode intuitif et informel. Elles devront graduellement passer à une gestion plus organisée compte tenu de tous les changements dans le secteur, particulièrement l'arrivée massive de nouveau personnel.

Piste de solution. On assiste de plus en plus à des regroupements d'ateliers sous la forme de bannières, augmentant ainsi la taille des entreprises. Également, le Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles a produit un coffre à outils de gestion qu'utilisent maintenant plus de 250 ateliers de mécanique et de carrosserie⁹⁸.

⁹² Idem.

⁹³ Bilan sectoriel de l'industrie des services automobiles – 2005, Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles.

⁹⁴ Idem.

⁹⁵ Sommaire des bilans des réalisations 2007-2008 et perspectives 2008-2009, Commission des partenaires du marché du travail.

⁹⁶ Bilan sectoriel de l'industrie des services automobiles – 2005, Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles.

⁹⁷ Idem.

⁹⁸ Sommaire des bilans des réalisations 2007-2008 et perspectives 2008-2009, Commission des partenaires du marché du travail.

Tendances et perspectives

Facteurs qui auront des répercussions sur la santé économique du secteur en 2009-2010

Favorables

Nécessité de renouveler les véhicules. Le parc automobile du Québec vieillit. L'âge moyen des quelque 4,9 millions de véhicules qui y circulent actuellement (excluant les véhicules hors réseau) est de sept ans⁹⁹, ce qui forcera plusieurs automobilistes à renouveler le leur.

Besoins d'entretien accrus. La conjoncture économique et le retour au financement traditionnel plutôt qu'à la location d'un véhicule prédisposent les consommateurs à une culture de conservation et d'entretien. Enfin, la prolifération des marques et des modèles ainsi que la complexification des véhicules entraîne de nouveaux besoins d'entretien¹⁰⁰.

Consommation des ménages. Quelque 24 % des ménages prévoient effectuer un achat majeur au cours de 2009, comparativement à 27 % en 2008. La situation est donc stable. Comme par le passé, l'automobile se situe au premier rang des achats importants prévus par 10 % des ménages¹⁰¹. De plus, l'accès accru au crédit et la légère amélioration de la confiance des consommateurs aura un effet positif sur la vente de voitures dans les mois à venir¹⁰².

Défavorables

Conjoncture économique et départs à la retraite. La fermeture d'un certain nombre d'entreprises est appréhendée d'ici à 2013 dans le sous-secteur de la réparation et de l'entretien. L'année 2009 ouvrira le bal en raison de la crise économique qui sévit. Les autres facteurs qui expliquent ces fermetures sont principalement liés au vieillissement des propriétaires d'atelier, qui ne peuvent passer le flambeau faute de relève, et à la forte concurrence du marché, qui fait mal aux plus petites entreprises. En pourcentage, ces fermetures pourraient se situer autour de 5 %¹⁰³.

Tendances générales dans le secteur

- Les véhicules hybrides et électriques gagnent en popularité. Toyota a vendu sa millionième hybride aux États-Unis au début de 2009. Il a fallu sept ans à ce constructeur pour vendre ses 500 000 premières, mais seulement deux ans pour les 500 000 suivantes¹⁰⁴. Malgré ces chiffres encourageants, la part de marché de ces véhicules alternatifs reste encore minime. Les consommateurs les choisissent par conviction, mais ils demeurent encore très sensibles à des critères purement financiers. Présentement, la conjoncture semble redonner un avantage aux véhicules conventionnels à cause des rabais majeurs qu'offrent les concessionnaires aux prises avec des surplus d'inventaire et de la baisse du prix du pétrole. De plus, au Québec, les crédits d'impôt et autres incitatifs monétaires qui pourraient accélérer la vente de ces véhicules demeurent timides, voire décevants. Par ailleurs, encore bien des débats ont lieu sur la performance, la durabilité et les coûts d'entretien de ces véhicules, en plus d'opposer les différentes options des technologies vertes montantes (hybride, électrique, hydrogène, etc.) sans vraiment laisser entrevoir clairement laquelle prédominera demain. Pour toutes ces raisons, les consommateurs demeurent prudents.
- En avril 2008, le gouvernement du Québec annonçait un projet de règlement limitant la concentration en composés organiques volatils (COV) des produits de finition automobile. L'implantation de nouvelles normes interdisant ou diminuant considérablement l'utilisation de solvants dans les produits de peinture automobile auraient des conséquences sur l'organisation du travail direct sur la viabilité de plusieurs entreprises, et donc sur l'emploi.

⁹⁹ Bilan 2007 – Accidents, parc automobile, permis de conduire, Société de l'assurance automobile du Québec, mai 2008.

¹⁰⁰ « La crise profite à Uni-Select », Les Affaires, 6 mai 2009.

¹⁰¹ Les comportements et les intentions d'achat des Québécois en 2009, Conseil québécois du commerce de détail, communiqué de presse du 6 avril 2009.

¹⁰² « L'industrie automobile commencerait à se redresser, selon un rapport », La Presse Affaires, 30 avril 2009.

¹⁰³ Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2009-2013 – Identification des événements importants ou des grands enjeux influençant les grands indicateurs et l'évolution sectorielle régionale, Emploi-Québec, 2009.

¹⁰⁴ « Toyota vend sa millionième hybride aux États-Unis », Cyberpresse, 12 mars 2009.

SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

ENCART STATISTIQUE Fiche Services de garde à l'enfance (SCIAN 6244)



Personnes en emploi résidant dans		Répartition de la population selon l'âge	
l'île de Montréal	13 435	15 à 24 ans	9,9 %
la RMR de Montréal	29 295	25 à 44 ans	57,0 %
l'ensemble du Québec	62 230	45 à 54 ans	21,4 %
		55 ans ou plus	11,8 %
Taux de chômage du secteur dans		Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété	
l'île de Montréal	4,0	Aucun diplôme	8,4 %
la RMR de Montréal	3,0	Études secondaires	16,4 %
l'ensemble du Québec	3,1	Diplômes de métier	12,2 %
		Cégep	31,1 %
		Tous les diplômes universitaires	31,7 %
Part des emplois atypiques		Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi	
Travail autonome	17,5 %	1 à 4 personnes	38,8 %
Temps partiel	0,0 %	5 à 19 personnes	36,2 %
		20 à 99 personnes	24,8 %
		100 personnes ou plus	0,2 %
		Nombre total d'établissements	954
Revenu médian d'emploi à temps plein		Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013	
Soins de santé et assistance sociale (62)	34 319 \$	Soins de santé et assistance sociale (62)	1,5 %
Ensemble des secteurs	37 371 \$	Ensemble des secteurs	0,8 %
Répartition selon le sexe			
Hommes	6,7 %		
Femmes	93,3 %		
Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes ¹⁰⁵			
	31,6 %		

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

¹⁰⁵ Dans l'ensemble des secteurs des soins de santé et des services d'assistance sociale (62).

Portrait du secteur

Les services de garde à l'enfance de la région montréalaise représentent une part importante de l'ensemble des services offerts aux familles québécoises. Ainsi, plus de 25 % des places en garderie que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) subventionnent au Québec se trouvent à Montréal. À cela s'ajoutent les services de garde qui ne sont pas régis, dont les garderies recevant moins de six enfants, les haltes-garderies, etc.

Selon les données du recensement de 2006 de Statistique Canada et celles du MFA et du MELS, plus de 13 000 éducateurs travaillaient dans ces réseaux en 2008. Ce sont essentiellement des femmes (93 %) et la majorité d'entre elles (57 %) ont de 25 à 44 ans. Elles possèdent majoritairement une scolarité de niveau collégial ou universitaire (62 %).

Le réseau montréalais des services de garde régi par le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) offre 25 % des places à contribution réduite du Québec, soit un peu plus de 51 600. Il importe de mentionner que 47 % des places de cette catégorie allouées aux garderies subventionnées (privées) sont offertes à Montréal. Les proportions sont respectivement moins importantes dans les centres de la petite enfance (27 %) et dans les services de garde en milieu familial (15 %).

La réorganisation de la garde en milieu familial est en vigueur depuis le 1^{er} juin 2006 et des bureaux coordonnateurs assument les différentes responsabilités relatives à ce service. Les 20 bureaux situés à Montréal ont le mandat de reconnaître les responsables d'un service de garde en milieu familial sur leur territoire, de leur offrir du soutien et de veiller à l'application des normes les concernant, établies par règlement. Soulignons que la très grande majorité des bureaux coordonnateurs de Montréal sont des titulaires de centres de la petite enfance (CPE).

De plus, de nouveaux règlements sur les services de garde éducatifs à l'enfance et sur la contribution réduite sont entrés en vigueur le 31 août 2006. Cette réglementation vise les centres de la petite enfance et les garderies privées. D'une part, le Règlement sur la contribution réduite fixe la contribution parentale maximale à 7 \$ par jour pour un service de garde éducatif complet. D'autre part, le Règlement sur les services éducatifs à l'enfance prévoit notamment que le nombre d'éducateurs qualifiés dans les garderies passera d'un tiers à deux tiers d'ici à 2011.

Problématiques et défis

Selon les données du rapport annuel 2007-2008 du MFA, le taux de qualification des éducateurs du Québec était de 74,5 % dans les CPE et de 58,7 % dans les garderies. Dans la région de Montréal, ces taux chutent respectivement à 69,7 % et à 53,4 %. Si les CPE respectaient le ratio de deux éducateurs qualifiés sur trois au 31 mars 2008, les garderies étaient alors encore à environ 14 % de leur objectif.

De plus, le scénario de développement gouvernemental prévoit l'ajout de 3 750 places à contribution réduite (7 \$ versés par les parents) dans la région de Montréal d'ici à 2011, soit 1 608 places en 2009-2010 et 2 142 autres en 2010-2011.

Le nombre de finissants du diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance a peu augmenté depuis 2007 et cette faible hausse semble insuffisante pour combler les besoins actuels et à venir pour des éducateurs qualifiés dans les CPE et les garderies. De plus, l'attestation d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance, quoique très populaire et reconnue par les différents milieux de garde, ne permet pas d'accéder directement à la qualification du MFA; elle doit aussi être assortie de deux années d'expérience pertinente.

Il faut également mentionner que le MFA évalue que le taux de roulement des éducateurs qualifiés était de 23,7 % dans les CPE et de 32,4 % dans les garderies. Ces pourcentages élevés sont attribuables aux facteurs suivants : la maternité, la poursuite d'un programme de formation, la réorientation de carrière, etc. L'écart entre les taux dans les CPE et les garderies s'explique par les différences entre les conditions de travail qu'offrent ces deux types d'établissements. Le problème du roulement élevé du personnel existe également dans les services de garde en milieu scolaire.

Tendances et perspectives

Les 3 750 places additionnelles créées dans la région de Montréal d'ici à 2011 devraient signifier l'ajout de plus de 500 postes d'éducateur. Il faut également tenir compte des remplacements occasionnés par les nombreux départs du personnel. Les perspectives professionnelles devraient donc demeurer favorables pour les prochaines années.

Il importe également de mentionner que le Conseil supérieur de l'éducation du Québec a recommandé le rehaussement des exigences de formation du personnel et un meilleur accès à la formation continue. L'exigence de formation minimale pour l'embauche d'un éducateur en milieu scolaire est actuellement le diplôme d'études secondaires.

À cet égard, mentionnons que les commissions scolaires et les écoles sont responsables de l'organisation et de l'administration des services de garde en milieu scolaire, où sont inscrits près de 40 % des élèves du primaire. Les heures d'ouverture de ces services couvrent généralement la période qui précède le début des classes le matin, celle du dîner et celle qui suit la fin des classes. Le service est souvent offert durant les journées de congé pédagogique et la semaine de relâche, ainsi que pendant la période estivale dans certains cas. De plus, la garde en milieu scolaire est maintenant offerte au coût de 7 \$ par jour pour les enfants de 5 à 12 ans.

Documents et autres sources de renseignements :

Site Internet du ministère de la Famille et des Aînés. *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance. Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance. Règlement sur la contribution réduite.* <http://www.mfa.gouv.qc.ca/ministere/lois-et-reglements/services-a-l-enfance/>

Site Internet du ministère de la Famille et des Aînés. Statistiques – *Portrait des services de garde.* <http://www2.mfa.gouv.qc.ca/services-de-garde/portrait-des-services-de-garde/>

Site internet du Conseil supérieur de l'Éducation. *Avis Les services de garde en milieu scolaire : inscrire la qualité au cœur des priorités.* <http://www.cse.gouv.qc.ca/FR/Publications/index.html?lstPublication=Avis&lstCommission=ALL>

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

ENCART STATISTIQUE Fiche Technologies de l'information et des communications (SCIAN 5112, 517, 518, 5415 et 8112)



Personnes en emploi résidant dans

l'île de Montréal	39 300
la RMR de Montréal	71 945
l'ensemble du Québec	99 765

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	5,1
la RMR de Montréal	4,2
l'ensemble du Québec	4,1

Part des emplois atypiques

Travail autonome	12,0 %
Temps partiel	3,0 %

Répartition selon le sexe

Hommes	69,7 %
Femmes	30,3 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	10,6 %
25 à 44 ans	67,5 %
45 à 54 ans	16,3 %
55 ans ou plus	5,5 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	1,8 %
Études secondaires	13,5 %
Diplômes de métier	5,5 %
Cégep	24,1 %
Tous les diplômes universitaires	55,0 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	58,9 %
5 à 19 personnes	23,9 %
20 à 99 personnes	13,3 %
100 personnes ou plus	3,8 %
Nombre total d'établissements	2 247

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Définition du secteur

Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est un domaine très vaste dont la définition varie grandement selon qui l'analyse. Voici ce que nous incluons dans ce secteur :

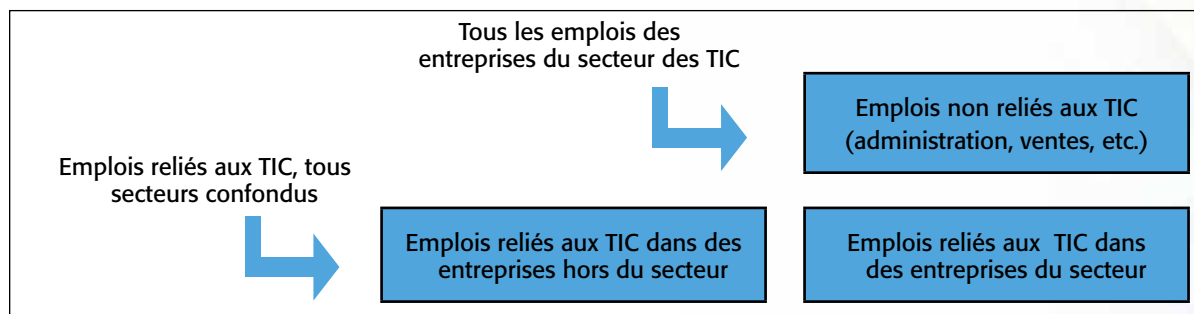
- Édition de logiciels (5112)
- Services des télécommunications (517)
- Services de traitement et d'hébergement de données (518)
- Services de conception de systèmes informatiques (5415)
- Réparation et entretien de matériel électronique (8112)
- Multimédia et jeu vidéo (N.B. – *Il n'existe pas de code SCIAN pour circonscrire ce sous-secteur, les entreprises devant être incluses dans le secteur, principalement dans les codes 5112 et 5415. Il est donc impossible de produire des données statistiques pour ce sous-secteur, sauf exceptions.*)

N.B. – On observe que les différents sous-secteurs des TIC tendent de plus en plus vers la convergence et l'imbrication. Ainsi, bon nombre d'entreprises peuvent se retrouver dans plusieurs sous-secteurs à la fois.

Notre découpage démontre que nous orientons notre analyse du secteur exclusivement vers les entreprises de services. Il faut également faire une autre distinction importante pour bien définir le champ de cette analyse, à savoir que les données statistiques présentées dans ce document concernent la main-d'œuvre qui travaille en TIC dans les entreprises de tous les secteurs confondus. Cependant, l'analyse qualitative traite plutôt principalement de la main-d'œuvre qui travaille en TIC ainsi que des entreprises de ce secteur. L'utilisation des technologies de l'information est répandue dans presque tous les domaines de l'activité économique.

En effet, de nombreux établissements d'autres milieux comportent des fonctions informatiques et emploient une main-d'œuvre formée en TIC. C'est donc dire qu'une large partie (jusqu'à 54 % selon les estimations) des emplois liés aux TIC se trouve à l'extérieur de ce secteur. En revanche, dans les entreprises du secteur des TIC comme tel, on compte des emplois liés directement à ces technologies (52 %) et d'autres remplissant des fonctions administratives, de vente, etc. La figure permet de mieux comprendre la réalité complexe de la main-d'œuvre des TIC.

Figure 1 : La main-d'œuvre en TIC



Profil des entreprises et de la main-d'œuvre

Tableau 1 : Nombre d'emplois et d'établissements par sous-secteur à Montréal

Sous-secteur	Nombre d'emplois ¹⁰⁶	%	Nombre d'établissements ¹⁰⁷	%
Édition de logiciels	3 065	7,8	113	5,0
Services des télécommunications	11 730	29,8	151	6,7
Services de traitement et d'hébergement de données	1 675	4,2	69	3,0
Services de conception de systèmes informatiques	21 795	55,5	1 796	80,0
Réparation et entretien de matériel électronique	1 035	2,6	118	5,3
TOTAL	39 300	100	2 247	100

Une grande proportion des entreprises du secteur des TIC, soit 83 %, sont de petite taille (moins de 20 employés), ce qui peut les exposer plus fortement aux fluctuations du marché et diminuer leur compétitivité.

De façon générale, on peut décrire la main-d'œuvre des TIC par les caractéristiques suivantes :

- Haut niveau de scolarisation (47 % possèdent une formation universitaire)
- Très forte proportion d'hommes (moins du tiers sont des femmes)
- Faible proportion de personnes immigrantes (4,5 % au Canada)
- Main-d'œuvre globalement jeune (la moitié a moins de 34 ans)

Au Québec, les cinq principales professions du secteur quant au nombre actuel d'emplois sont présentées dans le tableau 2. Il est raisonnable de croire que ces professions sont les cinq principales à Montréal également.

Tableau 2 : Principales professions des TIC¹⁰⁸

CNP	Profession	Nombre
2171	Analystes et consultants en informatique	35 700
2174	Programmeurs et développeurs en médias interactifs	29 500
2282	Agents de soutien aux utilisateurs	19 300
5241	Designers graphiques et illustrateurs	17 100
2281	Opérateurs de réseaux informatiques	9 100

Santé économique actuelle du secteur

- Depuis 2004, après avoir connu de dures périodes avec « l'écroulement de la bulle technologique » du début des années 2000, le secteur est en phase de croissance. Il faut bien sûr se rappeler que notre analyse porte sur les services en TIC et que le volet de leur fabrication en est exclu.

¹⁰⁶ Recensement de 2006, Statistique Canada.

¹⁰⁷ Registre des entreprises et compilation spéciale d'Emploi-Québec Montréal, Statistique Canada, janvier 2009.

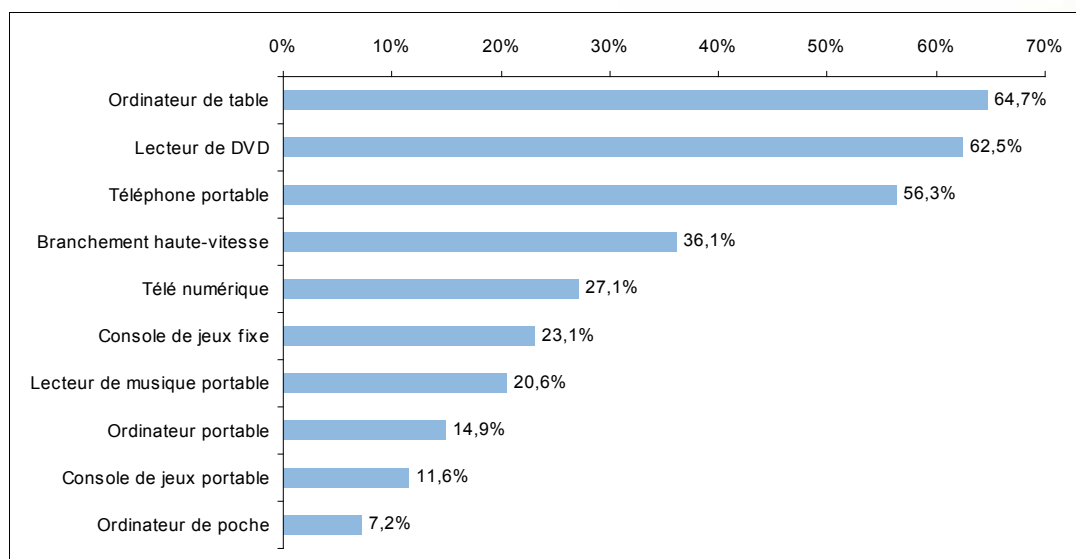
¹⁰⁸ Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre du secteur des technologies de l'information et des communications, TechnoCompétences, mars 2008.

- À l'échelle mondiale, les segments identifiés comme les plus dynamiques sont les investissements liés à Internet et aux applications mobiles grand public¹⁰⁹. À Montréal, le jeu vidéo occupe une place prépondérante, avec des acteurs importants et très actifs, et il est intéressant de souligner que l'expertise de la métropole dans ce domaine est établie internationalement.
- Dans le sous-secteur de la réparation et de l'entretien, le nombre d'entreprises, et donc d'emplois, est en décroissance au Québec depuis 2000¹¹⁰.
- Le Québec se classe au second rang au Canada quant aux dépenses des entreprises en TI. Il bénéficie en particulier de la présence d'un grand nombre

de sièges sociaux et du fait qu'il favorise les technologies en langue française. Cette croissance est aussi soutenue par la nécessité des établissements québécois de rattraper un certain retard dans l'adoption des TIC, notamment dans le secteur manufacturier et dans celui des services¹¹¹.

- Les technologies de l'information et des communications sont bien ancrées dans la vie de la population canadienne. Le Canada affiche une des proportions les plus élevées de ménages ayant accès à Internet. Il figure parmi les neuf pays dont le taux d'utilisation de la large bande par 100 habitants se situe à plus de 20 %, ce qui le place au premier rang des pays du G7¹¹². De plus, le Québec affiche un pourcentage élevé d'équipement des ménages, comme en témoigne la figure 2 :

Figure 2 : Équipement des ménages québécois (2005)¹¹³



¹⁰⁹ Idem.

¹¹⁰ Idem.

¹¹¹ Idem.

¹¹² Idem.

¹¹³ Enquête sur les indicateurs numériQC, Alliance numériQC, en collaboration avec le CEFRIQ. www.cefrio.qc.ca

Problématiques et défis

Problématiques en ressources humaines

Le secteur fait face aux défis suivants en matière de ressources humaines :

Recrutement

Problématique 1. Le secteur est aux prises avec une grave rareté de main-d'œuvre, particulièrement à Montréal, là où les TIC constituent une branche très importante de l'économie. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le cœur du problème n'est pas l'effet du vieillissement de la population, bien qu'il joue aussi un rôle, mais plutôt le fait que les entreprises sont en croissance et surtout, le manque de personnes diplômées des formations du secteur. À la suite de « l'éclatement de la bulle technologique » au tournant du millénaire, l'intérêt du public pour les carrières en TIC a chuté à cause des pertes d'emplois lourdement médiatisées, qui ont miné la confiance envers les perspectives professionnelles de ce secteur. On constate depuis lors une baisse marquée des inscriptions en TIC. Au Québec, on estime actuellement le déficit de personnes diplômées à environ 2 000 à 3 000 par an¹¹⁴. De plus, le sous-secteur du multimédia et du jeu vidéo, en effervescence à Montréal, attire une grande part des étudiants tout comme des travailleurs, au détriment des autres sous-secteurs plus conventionnels des TIC. Ajoutant à la difficulté, on note l'absence flagrante et structurelle de femmes dans ce domaine.

Pistes de solutions. Diverses initiatives pour promouvoir les professions en TIC ont été mises en place :

- depuis 2007, le site www.macarrieretechno.com
- en 2008, Microsoft a tenu à Toronto sa première activité canadienne de sensibilisation à la technologie auprès de jeunes filles du secondaire. À Montréal, « Les filles et les sciences : un duo électrisant! »,

une initiative ayant un objectif similaire, se tient annuellement à l'École polytechnique depuis 10 ans.

- en 2009, apparaissent « Le tapis rouge 2.0 », le jeu interactif d'exploration des carrières en TIC de TechnoCompétences, et le chantier « Promotion et main-d'œuvre » de TechnoMontréal.

Problématique 2. Une des grandes difficultés du recrutement en TIC est l'adéquation de l'offre de main-d'œuvre avec les besoins des entreprises. Le secteur étant fortement concurrentiel, les employeurs tendent à privilégier les candidats ayant des compétences à la fine pointe de la technologie, mais comme les exigences quant aux qualifications requises évoluent rapidement, cela peut créer des déficits de main-d'œuvre à court terme. Par ailleurs, le recrutement est rendu d'autant plus difficile que les compétences techniques ne sont plus les seules à être prises en compte. En effet, les employeurs recherchent aussi maintenant des compétences génériques (*soft skills*), c'est-à-dire des compétences comportementales non techniques, telles que le travail en équipe, des capacités de communication, et des compétences transversales (gestion de projet, capacité à vendre)¹¹⁵.

Piste de solution. De plus en plus d'entreprises se tournent vers l'étranger pour trouver les talents qu'elles recherchent.

Problématique 3. La définition des postes en TIC varie considérablement d'une entreprise à une autre. Cette multiplicité ajoute une contrainte supplémentaire au recrutement, créant de la confusion chez les candidats. Elle nuit aussi à l'établissement d'une vision commune des compétences et de l'expérience requises, de même que des fonctions à accomplir, en plus de brouiller le portrait de l'offre de formation nécessaire.

¹¹⁴ Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre du secteur des technologies de l'information et des communications, TechnoCompétences, mars 2008.

¹¹⁵ Idem.

Rétention

Problématique 1. Le maraudage devenant une pratique de plus en plus courante dans le secteur, une compétition que certaines entreprises qualifient de malsaine s'y répand¹¹⁶. Le fait de devoir sans cesse remplacer le personnel qui part empêche les entreprises de se consacrer au développement et à la croissance. Cette situation crée également une pression à la hausse sur les salaires et sur les avantages sociaux, les forçant à bonifier leurs offres pour attirer la main-d'œuvre et pour la retenir.

Problématique 2. Les conditions de travail sont difficiles dans le secteur, avec une lourde charge et un niveau de stress élevé, sans oublier le travail intermittent dans les entreprises qui fonctionnent sur la base de projets. La quantité et le type de main-d'œuvre requise sont donc appelés à fluctuer continuellement.

Développement des ressources humaines

Problématique 1. La formation continue est inexistante. Deux raisons sont invoquées : le manque de temps du personnel et le manque de moyens des PME (dont, rappelons-le, le secteur est majoritairement constitué).

Gestion des ressources humaines

Problématique 1. La gestion du personnel issu de la génération Y, soit les jeunes nés entre 1980 et 1995, est vécue comme un défi. Cette génération présente des caractéristiques qui déstabilisent parfois les gestionnaires en place. On décrit les gens de ce groupe d'âge comme étant moins fidèles envers l'entreprise et plus exigeants en matière d'avantages sociaux et financiers ainsi que de possibilités d'avancement de carrière. Ils peuvent démissionner soudainement et sans négocier. Il faut donc trouver des manières de faire et des outils pour maintenir leur intérêt et accroître leur fidélité.

Tendances et perspectives

Facteurs qui auront des répercussions sur la santé économique du secteur en 2009-2010

Favorables

Lois et règlements qui influencent positivement la demande en TI. Plusieurs lois et règlements à l'échelle québécoise, canadienne et internationale posent des contraintes aux utilisateurs des TIC, mais créent de nouveaux marchés pour les entreprises de systèmes d'information. On peut citer notamment la Charte de la langue française, la Loi d'accès à l'information, les règlements internationaux concernant les transactions bancaires et les normes de sécurité accrues¹¹⁷.

Nouveaux joueurs dans la téléphonie sans-fil. En mai 2008, Industrie Canada a procédé à la mise aux enchères d'une partie de la bande de fréquences disponibles pour la téléphonie sans-fil (ou cellulaire) qu'elle a réservée aux nouveaux joueurs dans l'industrie, espérant ainsi stimuler la concurrence, le secteur ayant été jusque là dominé par quelques grandes sociétés¹¹⁸. Les nouveaux venus pourraient donc vouloir se bâtir un réseau afin d'offrir des services sans-fil, créant ainsi des emplois dans le secteur. C'est le cas de Vidéotron, qui a annoncé la création de plus de 500 emplois au début de 2009, dont la dotation se poursuivra au cours de 2009-2010. On peut aussi prévoir la création de centaines d'emplois supplémentaires pendant les deux prochaines années¹¹⁹.

Défavorables

Retrait de cinq mesures fiscales en 2010. L'abolition, annoncée en juin 2003, de cinq mesures fiscales que le gouvernement du Québec avait implantées de la fin des années 1990 au début des années 2000 prendra effet en 2010. Ces mesures ont permis d'attirer en sol québécois des entreprises, petites et grandes, qui ont contribué à créer des emplois, de soutenir leur

¹¹⁶ Idem.

¹¹⁷ Idem.

¹¹⁸ Nouvelles fréquences, nouveaux joueurs dans l'industrie du téléphone cellulaire, Radio-Canada, 28 novembre 2007.

¹¹⁹ « Vidéotron embauche massivement », Le Devoir, 12 février 2009.

croissance, de faire de la recherche et du développement (R et D) et de percer de nouveaux marchés. Sans ces mesures, on craint pour la santé financière déjà fragile des PME du secteur, ce qui pourrait résulter en pertes d'emplois ou, à tout le moins, en une diminution de la création d'emplois. De plus, le Québec perdra l'avantage concurrentiel qui lui avait permis d'attirer de gros investissements dans le secteur, particulièrement dans la Cité du multimédia à Montréal¹²⁰.

Rareté de la main-d'œuvre. Cette pénurie est de plus en plus citée comme étant un frein à la croissance du secteur, l'empêchant d'atteindre son potentiel maximal.

Tendances générales dans le secteur

- L'innovation et la R et D sont au cœur de la croissance des services en TIC. En effet, 39 % de l'ensemble des dépenses en R et D au Canada proviennent de ce secteur. L'innovation est rendue d'autant plus nécessaire que les cycles de vie des produits raccourcissent, une innovation en chassant une autre. Elle est accélérée, car l'utilisation d'Internet met à contribution le savoir-faire de nombreux chercheurs ou informaticiens du monde entier¹²¹.
- Depuis une dizaine d'années, Montréal s'est affirmée comme une locomotive du développement économique du secteur des TIC, entre autres avec la Cité du Multimédia et, plus récemment, l'arrivée du Campus Ubisoft, ainsi qu'avec le foisonnement d'entreprises et de projets dans le domaine du jeu vidéo. La forte créativité du milieu montréalais est reconnue. Toutefois, l'avantage historique de Montréal s'effrite : la ville perd du terrain et il faut s'en inquiéter. Par exemple, pour la première fois cette année, il se dépensera plus d'argent en R et D universitaire à Toronto qu'à Montréal. La Ville de Québec, forte du succès phénoménal des fêtes de son 400^e anniversaire, a le vent dans les voiles et

sait attirer sur son territoire des projets novateurs en TIC qui érodent la confortable avance dont Montréal bénéficiait auparavant. La capacité d'une ville à attirer et à stimuler la classe créative, celle par qui l'innovation arrive, est devenue le facteur déterminant de la croissance économique, bien loin devant des facteurs traditionnels comme la qualité des infrastructures et l'emplacement géographique¹²². Or, Montréal démontre actuellement des problèmes structurels qui l'empêchent de demeurer un moteur de l'innovation. Le plus inquiétant, c'est que la même tendance se dessine à l'échelle nationale, puisque le Canada est passé en cinq ans du 9^e au 19^e rang en matière de technologies de l'information et des communications¹²³. C'est donc dire qu'il faudra sous peu s'activer à redresser la situation pour que Montréal et le Canada conservent leur position stratégique avantageuse en TIC, un secteur hautement concurrentiel et mouvant.

- Plusieurs considèrent le secteur de la mobilité informatique comme un marché de niche, au croisement des télécommunications et de l'informatique, et les chiffres démontrent qu'il s'agit d'un domaine en forte croissance. Le téléphone cellulaire a évolué d'appareil téléphonique portatif vers un appareil multifonctionnel qui tend à remplacer les lignes terrestres traditionnelles. Les téléphones intelligents, qui permettent de tout faire (consulter Internet, gérer ses courriels, prendre des photos, visionner des vidéos, jouer à des jeux, etc.), sont en plein essor. De nouveaux marchés se développent pour offrir une gamme de produits multimédias spécialement conçus pour ces plateformes : jeux pour appareils mobiles, sites Web revus et adaptés, publicité ciblée, applications remplaçant les médias imprimés, applications liées au voyage, etc. Montréal est déjà bien placée sur l'échiquier mondial du domaine de la mobilité et se démarque par la présence de joueurs très actifs

¹²⁰ Prospérer sans crédits d'impôt : Stratégies pour réussir, TechnoCompétences, avril 2007, et Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre du secteur des technologies de l'information et des communications, TechnoCompétences, mars 2008.

¹²¹ Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre du secteur des technologies de l'information et des communications, TechnoCompétences, mars 2008.

¹²² Synthèse du 34^e congrès de l'ASDEQ – Les grandes villes : locomotives du développement économique, Marcel Côté et Claude Séguin, Association des économistes québécois, mai 2009.

¹²³ « La fracture numérique », Le Devoir, 16 mai 2009.

qui commercialisent des innovations partout sur la planète¹²⁴.

- Le jeu vidéo n'est désormais plus destiné uniquement au divertissement. En effet, un marché tout récent lui ouvre de nouvelles avenues : le jeu sérieux (*serious gaming*). Les entreprises européennes et américaines sont de plus en plus nombreuses à y recourir comme moyen de formation ou de gestion utile pour résoudre des conflits, motiver le personnel, améliorer la productivité, faciliter les sessions de remue-méninges ou rétablir le climat de travail en entreprise. Bon nombre d'analystes estiment d'ailleurs que les jeux sérieux représenteront 40 % du marché de la formation à distance d'ici à la fin de la décennie¹²⁵. Le jeu sérieux trouve aussi des applications dans le domaine médical, qui exploite ses valeurs curatives et de réhabilitation pour traiter des cas très variés. Ce secteur prometteur de l'industrie n'en est encore qu'à ses balbutiements. Le développement de cette famille de jeux vidéo à vocation pédagogique, qui s'ajoute à celle du

jeu électronique orienté vers le divertissement, ne pourra qu'accroître la demande de main-d'œuvre déjà bien présente.

- Comme tous les secteurs économiques, les technologies de l'information et des communications amorcent le virage vert. Les préoccupations environnementales auront des effets sur le processus de conception du matériel, mais favoriseront aussi l'adoption de pratiques plus écologiques, comme le télétravail et les téléconférences, modelant ainsi la demande des services et de l'équipement informatiques vers ces nouvelles réalités. Cependant, ce virage est moins omniprésent dans les TIC qu'il peut l'être dans certains autres secteurs. Pour l'instant, à part quelques exceptions (comme IBM) qui se sont réellement donné des directives managériales en matière de pratiques respectueuses de l'environnement, les motivations des entreprises à se tourner au vert demeurent majoritairement commerciales, visant ainsi une réduction de leurs coûts et une meilleure image publique¹²⁶.

¹²⁴ « La planète comme marché », Infopresse, 1^{er} janvier 2009.

¹²⁵ « Les jeux vidéo au service des entreprises », Journal Les Affaires, 20 mars 2008.

¹²⁶ « Informatique verte : quand le coût en vaut le coup », Direction informatique, avril 2009, vol. 22 n° 3.

TEXTILES ET PRODUITS TEXTILES

ENCART STATISTIQUE Fiche Textiles et produits textiles (SCIAN 313 et 314)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	5 615
la RMR de Montréal	6 485
l'ensemble du Québec	14 215

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidants de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

4 470

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	8,7
la RMR de Montréal	8,4
l'ensemble du Québec	8,5

Part des emplois atypiques

Travail autonome	5,8 %
Temps partiel	7,5 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Textiles et produits textiles (313 et 314)	29 632 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	61,4 %
Femmes	38,6 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

66,8 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	3,0 %
25 à 44 ans	42,7 %
45 à 54 ans	30,4 %
55 ans ou plus	23,6 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	31,3 %
Études secondaires	31,0 %
Diplômes de métier	8,5 %
Cégep	11,6 %
Tous les diplômes universitaires	17,4 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	36,4 %
5 à 19 personnes	31,3 %
20 à 99 personnes	27,2 %
100 personnes ou plus	5,1 %
Nombre total d'établissements	195

Exportations du Québec (\$ courants)

Part des exportations canadiennes

2004	1 115 425 000 \$	48,9 %
2005	1 036 431 000 \$	48,9 %
2006	844 262 000 \$	45,3 %
2007	675 157 000 \$	39,8 %
2008	537 245 000 \$	38,3 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Textiles et produits textiles (313 et 314)	- 6,8 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

En 2008, la part du marché du Québec représentait 39,5 % des ventes manufacturières canadiennes des usines de textiles (SCIAN 313) et de celles de produits textiles (SCIAN 314). En 2004, cette part se situait à près de la moitié des livraisons de produits manufacturés canadiens de ce secteur (313 et 314), soit 48,3 %, selon les enquêtes mensuelles de Statistique Canada sur les industries manufacturières. De 2004 à 2008, la valeur de ces ventes a baissé de près du tiers au Canada, soit de 32,9 %. Toutefois, la baisse a été plus marquée au Québec puisque cette valeur est passée de 3,0 milliards de dollars à 1,65 milliard, soit un recul de 45 %. En comparaison, le total des ventes de l'ensemble du secteur manufacturier a augmenté de 11,8 % au Québec de 2004 à 2008, selon les données de Statistique Canada.

En juin 2004, l'île de Montréal comptait 299 entreprises de cette industrie, réparties comme suit : 194 dans le sous-secteur des usines de textiles et 105 dans les produits textiles, selon le Registre des entreprises de Statistique Canada. De 2004 à 2008, le nombre d'établissements n'a pas cessé de diminuer chaque année pour se situer, en juin 2008, à 195 dans les deux sous-secteurs sur l'île. Ainsi, de juin 2004 à juin 2008, il s'agit d'une perte de plus de 100 établissements, soit une baisse de 34,8 %. En juin 2008, le nombre d'entreprises textiles sur l'île (195) représentait 37,6 % de l'ensemble de celles du Québec (518). La grande majorité d'entre elles sont de petite taille, puisque 85,1 % ont moins de 50 employés.

Montréal comptait 4 470 personnes résidant sur l'île en emploi dans le secteur des usines de textiles et de produits textiles, soit 30,7 % du total du Québec, selon les données du recensement de 2006. Il s'agit d'une perte de 2 970 emplois par rapport à 2001, alors qu'on en recensait 7 440, soit un recul de 39,9 %. Si l'on considère l'ensemble des personnes travaillant dans ce secteur sur l'île, y compris celles qui habitent

à l'extérieur, il s'agit d'un total de 5 615 personnes en 2006, comparativement à 9 295 en 2001, soit une baisse de 3 680, ou 39,6 %. La répartition des personnes résidant sur l'île par territoire de centre local d'emploi (CLE) montre que les CLE de Saint-Michel et de Montréal-Nord réunis cumulent 28,2 % du personnel en emploi établi sur leur territoire, suivis par ceux de l'Ouest-de-l'Île et de Saint-Laurent, avec 21,9 %. La répartition diffère si l'on considère l'ensemble des personnes travaillant sur l'île dans ce secteur. Une proportion de 44,7 % d'entre elles travaillent sur le territoire des CLE d'Ahuntsic et de Saint-Laurent réunis. De leur côté, les CLE de Saint-Michel et d'Anjou en cumulent 19,9 %.

Les personnes en emploi dans ce secteur sont en général très peu scolarisées : 31,3 % n'ont pas de diplôme d'études secondaires, selon le recensement de 2006. Il s'agit d'un écart important par rapport à 2001, qui cumulait une proportion de 41,5 % de personnes en emploi dans cette situation. La moyenne d'âge dans ce milieu est plus élevée que celle de l'ensemble des secteurs, avec un taux de 54,0 % de personnes âgées de 45 ans ou plus. Encore une fois, cette donnée contraste beaucoup avec celle de 2001, où cette catégorie de travailleurs représentait 39 % des personnes en emploi. Les hommes occupent la majorité des postes, dans une proportion de 61,4 %. La forte présence de personnes nées à l'extérieur du Canada caractérise la région de Montréal par rapport à l'ensemble du Québec. Près des deux tiers des personnes résidant sur l'île en emploi dans ce secteur, soit 63,7 %, sont d'origine étrangère selon le recensement de 2006, soit une légère baisse de 2 % par rapport à 2001. De plus, les minorités visibles représentent 47,3 % de la main-d'œuvre totale du secteur à Montréal. Les personnes originaires d'Asie méridionale, d'Asie du Sud-Est et de la Chine représentent 43,8 % des gens de cette catégorie et les personnes de race noire, 28,7 %. Parmi les personnes nées à l'extérieur du Canada, 25,8 % étaient arrivées au pays depuis 10 ans ou moins lors du recensement de 2006, ce qui

représente une forte baisse par rapport aux données de 2001, où elles étaient 43,1 %. Le taux de chômage du personnel de ce secteur résidant sur l'île est passé de 7,1 % en 2001 à 8,7 % en 2006.

Problématiques et défis

La combinaison de plusieurs facteurs explique les difficultés auxquelles l'industrie du textile doit faire face. L'abolition progressive des barrières douanières et tarifaires sur les importations, en vertu d'une décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont la phase finale est entrée en vigueur en janvier 2005 est le facteur dominant. En outre, la signature d'accords bilatéraux entre les États-Unis et certains pays favorisant l'utilisation de textiles et de produits textiles fabriqués en territoire américain, la hausse du dollar canadien, puis le ralentissement économique aux États-Unis ont aussi contribué au recul de ce secteur au Québec.

Malgré les efforts de l'industrie québécoise pour moderniser ses installations, la signature d'accords bilatéraux par les États-Unis et certains pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Afrique, en 2000 et 2002, a diminué l'accès des entreprises du Québec à leur principal marché étranger. Les États-Unis achètent en effet 93 % des exportations de l'industrie. La *U.S. Trade & Development Act* (USTDA) oblige les fabricants des pays liés par ces accords à acheter des tissus et des filés produits aux États-Unis, pour pouvoir ensuite exporter les produits finis vers le territoire américain. Depuis 2002, cette loi a été renforcée pour que les vêtements produits par ces pays soient taillés dans des tissus fabriqués aux États-Unis, avec des fils américains, en plus d'y être teints, imprimés et ennoblis. Les exportations internationales de l'ensemble des usines de textiles et de produits textiles du Québec ont ainsi baissé de 7,08 % de 2004 à 2005, de 18,54 % de 2005 à 2006, de 20,02 % de 2006 à 2007, puis de 20,43 % de 2007 à 2008. De plus, la part du Québec dans les exportations canadiennes a grandement diminué au cours de ces années. Ainsi, le Québec en représentait

près de la moitié en 2004, avec 48,4 %, pour atteindre seulement 38,3 % en 2008.

Certaines grandes entreprises québécoises sont devenues des propriétés américaines ces dernières années, ce qui favorise le transfert d'emplois vers les États-Unis, dans le contexte de la mondialisation des marchés. L'entrée récente de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce, associée à la présence d'autres gros pays producteurs de l'Asie, crée une pression sur les États-Unis, qui tentent de protéger leur marché local et leur part du marché extérieur.

Enfin, l'industrie québécoise des usines de textiles et des produits textiles connaît un problème d'image, qu'elle doit corriger auprès des jeunes. Elle est perçue comme un secteur offrant des emplois qui intègrent peu de technologies modernes, dans des entreprises en déclin.

Tendances et perspectives

Selon le Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) d'Emploi-Québec, les tendances observées au cours des dernières années en matière de production, de productivité et d'échanges commerciaux dans l'industrie textile devraient se poursuivre pendant encore un certain temps. Le CETECH évaluait, en 2006, que 3 000 emplois seraient perdus dans l'ensemble du Québec de 2005 à 2010. Pour aider les travailleurs de ce secteur mis à pied, des programmes de soutien sont priorisés dans la région de Montréal.

L'industrie devra occuper des niches offrant des produits à valeur ajoutée où les pays à faible coût de production sont moins performants et arrivent plus difficilement à réaliser des copies. Ce virage implique des investissements en recherche et développement ainsi que de nouvelles compétences en matière de main-d'œuvre. Les secteurs prometteurs pour l'industrie sont les textiles « techniques » de protection (médicaux, ignifuges, isolants, etc.); les géotextiles

pour le secteur de la construction; les tissus contre-collés, imperméables et « respirants » pour la confection de vêtements, ainsi que des applications novatrices de tissus techniques à haut rendement dans les secteurs du transport et du sport.

En octobre 2007, le gouvernement du Québec dévoilait sa *Stratégie de l'industrie québécoise de la mode et du vêtement*, PROMODE pour 2007 à 2010. Les

sous-secteurs des textiles et des produits textiles sont admissibles à cette mesure, qui encourage notamment la mise au point de produits à valeur ajoutée, le design et la formation de la main-d'œuvre. Dans la région de Montréal, des efforts en matière de francisation en entreprise du personnel immigrant devront être mis de l'avant afin de maximiser la productivité et d'améliorer les communications dans le milieu de travail.

Documents et autres sources de renseignements :

Bell Nordic-IPSE pour le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec. *Diagnostic provincial pour le secteur textile*, Drummondville, décembre 2003, 153 p.

Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec et Écho sondage. *Portrait de la main-d'œuvre immigrante et état de la situation en matière de francisation dans les entreprises textiles montréalaises*, novembre 2008, 44 pages.

Direction régionale d'Emploi-Québec de Montréal. Données de Statistique Canada sur le recensement de 2006 et sur le navettage, compilation spéciale de la DPIMT, avril 2009.

Emploi-Québec, Le Bulletin du CETECH, vol. 8, printemps 2006, p. 8 à 17.

Gouvernement du Québec. Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, *La Filière de l'industrie des textiles au Québec : enjeux, tendances et perspectives de développement*, Québec, décembre 2003, 188 p.

Gouvernement du Québec. Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. *Indicateurs mensuels du commerce international de marchandises du Québec*, Québec, novembre 2004.

Gouvernement du Québec. Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, *Stratégie de l'industrie de la mode et du vêtement, Pro mode*, Québec, octobre 2007, 36 p.

Industrie Canada, Stratégis. *Commerce canadien par industrie, exportations totales 2004 à 2008*, site Internet, 4 mai 2009.

Institut de la statistique du Québec. *Bulletin statistique régional, région de Montréal*, novembre 2004, p. 3.

Institut de la statistique du Québec. *Statistiques principales de l'activité manufacturière pour le secteur de la fabrication, par sous-secteur du SCIAN*, Québec, 2002-2005, site Internet de l'ISQ, décembre 2005.

Institut de la statistique du Québec. *Emplois à la production selon la région administrative et le sous-secteur du SCIAN, secteur de la fabrication*, Québec, 2003-2004, site Internet de l'ISQ, novembre 2006.

Institut de la statistique du Québec. *Valeur des exportations de marchandises*, SCIAN, Québec 2002-2006, site Internet de l'ISQ, février 2009. http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/comrc_exter/export_mondiale/nombre_export_qc_2001-2005.htm

La revue du textile, janvier 2009.

Magazine MCI, avril-mai 2009.

Revue de presse : *Le Devoir*, *La Presse*, *Les Affaires*, octobre 2004 à janvier 2009.

Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, décembre 2000 à novembre 2004. *Enquête sur la population active*, janvier 2005, et CANSIM tableau 304-015, février 2007.

Statistique Canada. *Ventes manufacturières, par sous-secteur, par province et territoire (Québec)*, tableau de 2004 à 2008, avril 2009. <http://www40.statcan.ca/l02/cst01/manuf33f.f.htm>

Statistique Canada. *Profil des exportateurs canadiens. Tableau 4.2 Valeur des exportations selon le groupe d'industries, 1998 à 2006*, octobre 2008, p. 23.

Statistique Canada. *Registre des entreprises selon une compilation spéciale de la Direction de la planification et de l'évaluation d'Emploi-Québec de Montréal*, juin 2004, juin 2005, décembre 2006 et juin 2008.

TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

ENCART STATISTIQUE Fiche Fabrication d'aliments (SCIAN 311)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	14 340
la RMR de Montréal	25 375
l'ensemble du Québec	58 885

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidants de l'île de Montréal en emploi dans le secteur

10 825

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	7,4
la RMR de Montréal	5,9
l'ensemble du Québec	7,0

Part des emplois atypiques

Travail autonome	5,0 %
Temps partiel	12,5 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Fabrication d'aliments (311)	33 028 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	64,2 %
Femmes	35,8 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

46,9 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	16,0 %
25 à 44 ans	47,7 %
45 à 54 ans	23,6 %
55 ans ou plus	12,7 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	22,7 %
Études secondaires	25,4 %
Diplômes de métier	14,9 %
Cégep	14,8 %
Tous les diplômes universitaires	22,2 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	22,1 %
5 à 19 personnes	42,9 %
20 à 99 personnes	24,2 %
100 personnes ou plus	10,8 %
Nombre total d'établissements	389

Exportations du Québec (\$ courants)

Part des exportations canadiennes

2004	3 026 307 000 \$	16,7 %
2005	3 012 843 000 \$	17,1 %
2006	2 937 110 000 \$	17,5 %
2007	3 000 407 000 \$	17,5 %
2008	3 404 308 000 \$	17,7 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Fabrication d'aliments, de boissons et de tabac (311 et 312)	1,0 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Le secteur de la transformation alimentaire (SCIAN 311)¹²⁷ regroupe neuf sous-secteurs : conserves de fruits et légumes, produits laitiers, produits de viande, produits de boulangerie, sucre et confiseries, mouture de céréales, aliments pour animaux, préparation et conditionnement des poissons et autres aliments divers.

Ce secteur comptait 14 340 emplois répartis dans 388 entreprises situées sur l'île de Montréal en 2006. Le secteur des boulangeries, avec environ 30 % des emplois (4 400), était le plus important, suivi de ceux des produits de la viande, avec environ 20 % (2 850), et des produits laitiers, avec un peu plus de 13 % (1 900). Dans l'ensemble, le volume d'emplois dans la région est demeuré sensiblement le même de 2001 à 2006, passant de 14 175 à 14 340. Cependant, selon les données provinciales¹²⁸, il aurait bondi de plus de 6 % en 2007, avant de connaître une modeste hausse de 0,8 % en 2008. On peut donc estimer que le volume d'emplois dans la région de l'Île-de-Montréal se situe aujourd'hui à près de 15 400, ce qui représente une croissance de 7,3 %, ou environ 1 % par année depuis 2001.

Les emplois se trouvent principalement dans les territoires suivants : Saint-Laurent (22 %), Hochelaga-Maisonneuve (12,3 %), Plateau Mont-Royal (8,1 %), Saint-Léonard (7,9 %), Anjou (7,6 %) Ouest-de-l'Île (6,6 %) et Lachine (6,1 %). Parmi les entreprises employant le plus grand nombre de personnes sur l'île de Montréal, mentionnons Kraft, Boulangerie Pom, Aliments Ronzoni/Catelli, Saputo, Aliments Encore Gourmet, Humpty Dumpty, Nellson Neutraceutique, Les Plats du Chef, Van Houtte et Wong Wing.

Ce secteur compte beaucoup de postes dont l'apprentissage se fait en milieu de travail, notamment ceux d'opérateur de machines, de dépeceur-découpeur de viandes, de préparateur de volailles, ainsi que de manœuvre dans la transformation ali-

mentaire. La majorité du personnel (63 %) ne possédait qu'une scolarité de niveau secondaire ou moins, ce qui est nettement plus élevé que dans l'ensemble des secteurs (41 %).

Dans la région de Montréal, on note un pourcentage important de travailleurs nés à l'extérieur du Canada (45,7 %) dans ce secteur. La main-d'œuvre y est légèrement plus jeune que la moyenne, avec 12,7 % de personnes de 55 ans ou plus, alors que le pourcentage de ce groupe d'âge était de 15,1 % dans l'ensemble des secteurs.

Les conditions de travail sont souvent difficiles dans la transformation alimentaire : environnement bruyant, chaleur ou froid, humidité, risques d'accidents (cou-teaux, scies...). Le taux de roulement y est relativement élevé, en particulier dans le sous-secteur de l'abattage et de la transformation de la viande.

Ce secteur est régi par des normes de salubrité et de qualité très élevées. Des programmes de certification de la qualité, tels que le *Hasard Analysis and Critical Control Point* (HACCP), et des systèmes de traçabilité des aliments s'appliquent tout au long de la chaîne de production.

La valeur des livraisons du secteur de la transformation alimentaire a augmenté de 6 % annuellement en moyenne au cours des trois dernières années (incluant l'inflation des prix). Les exportations, qui ont stagné de 2004 à 2007 avec la forte remontée du dollar canadien, sont reparties à la hausse en 2008 (+ 13,3 %). Elles ne représentaient cependant que 19 % de la valeur des livraisons en 2008, ce qui est beaucoup moins que la moyenne des secteurs manufacturiers (42 %).

Perspectives sectorielles

La demande dans le domaine de la transformation alimentaire, de par la nature des produits essentiels qu'il

¹²⁷ Nous excluons ici le secteur de la fabrication de boissons et des produits du tabac (SCIAN 312), qui est parfois associé au secteur de la transformation alimentaire.

¹²⁸ CETECH. Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2008-2012, juillet 2008.

livre à la population, est plus stable que celle de la moyenne des secteurs. En période de récession, comme c'est le cas actuellement, elle n'en subit pas moins une baisse dans le cas de certains biens dont la consommation est moins essentielle. Ce secteur est également sensible aux changements démographiques : les projections sur la natalité et le vieillissement de la population sont donc des facteurs importants pour déterminer la demande intérieure à venir.

L'augmentation plus importante qu'anticipée de la population du Montréal métropolitain au cours des dernières années calme un peu les appréhensions que des projections démographiques plus négatives faisaient naître pour ce secteur. Dans l'ensemble du Québec, la population a augmenté de 4,4 % de 2001 à 2006, soit à un rythme annuel moyen de 0,9 %. Cette croissance est attribuable à la hausse du taux de natalité et à celle du nombre de personnes immigrantes admises au pays. Si cette remontée se poursuit au cours des prochaines années, cela solidifiera la demande intérieure pour les produits des entreprises de la transformation alimentaire.

Finalement, les exportations peuvent accroître considérablement le volume des livraisons et celui de l'emploi. Toutefois, elles sont sensibles à la valeur de la monnaie canadienne : un dollar canadien à parité avec la devise américaine limite la capacité concurrentielle des exportateurs. La devise canadienne a perdu de la valeur face au dollar américain au début de l'année 2009 en descendant sous les 0,80 \$. Cette baisse de quelques mois a donné un peu de répit aux exportateurs québécois de produits alimentaires. Cependant, le dollar canadien s'est redressé dès la fin avril et il semble se diriger à nouveau vers l'atteinte de la parité avec la devise américaine au cours des prochains mois. Un tel scénario pourrait limiter la croissance des exportations dans les années à venir.

Perspectives professionnelles

La Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec prévoit que l'emploi dans le secteur de la transformation alimentaire connaîtra une augmentation annuelle moyenne de 1 % d'ici à 2013. À cette croissance nette s'ajouteront les besoins de remplacement attribuables aux départs à la retraite et au roulement de la main-d'œuvre (départs volontaires).

La part des travailleurs de plus de 55 ans, bien que plus faible (12,7 %) que dans d'autres secteurs, est quand même importante et devrait créer un nombre substantiel d'ouvertures de postes suivant des départs à la retraite au cours des prochaines années. De plus, certaines industries de la transformation alimentaire connaissent un fort taux de roulement, attribuable aux conditions de travail difficiles, en particulier dans celles des viandes et des volailles : cette caractéristique génère des besoins constants de remplacement de main-d'œuvre.

Dans l'ensemble, l'emploi dans la transformation alimentaire devrait reculer en 2009, mais repartir à la hausse vers le milieu de 2010 et jusqu'à 2013, avec le redressement économique anticipé, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Une profession du secteur continue d'offrir des perspectives d'emploi favorables, soit celle de technicien en transformation alimentaire. Aucun collègue n'est autorisé à offrir le programme Technologie de la transformation des aliments sur l'île de Montréal, malgré la hausse des exigences en matière de normes de qualité et de taux de productivité, qui justifient la présence d'un nombre accru de techniciens spécialisés dans ce domaine. Pour combler ce manque, la Direction régionale de Montréal d'Emploi-Québec finance le programme Transformation des aliments, de niveau AEC, offert par le Collège de Maisonneuve, afin de combler en partie la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Le nombre de postes d'opérateur de machines dans la transformation des aliments a décliné depuis une dizaine d'années, les progrès de l'automatisation industrielle permettant de réduire la quantité de main-d'œuvre requise. Puisque la formation se fait en entreprise et que des exigences en matière de diplôme professionnel sont très rarement imposées, le recrutement est relativement facile. Nous ne prévoyons pas de changements dans ces tendances au cours des années à venir.

Le groupe professionnel 9462 (SCIAN) réunit les bouchers industriels, les dépeceurs-découpeurs de viande, les préparateurs de volaille et le personnel assimilé. Le recrutement de ces travailleurs est souvent difficile : la concurrence des commerces de détail et le roulement élevé de la main-d'œuvre compliquent la tâche des entreprises qui en recherchent.

L'automatisation des procédés étant avancée dans la transformation alimentaire, on voit régulièrement des offres d'emploi pour des postes d'électromécanicien ainsi que de technicien en instrumentation et contrôle. Cependant, les entreprises ont peu de difficulté à trouver des candidats : le nombre de personnes diplômées du programme Électromécanique de systèmes automatisés n'a cessé d'augmenter depuis une dizaine d'années. De plus, on compte un grand nombre de personnes diplômées en instrumentation et en automatisation industrielle de niveau collégial devenues disponibles à la suite de la disparition de nombreux emplois dans le secteur des produits électroniques et informatiques. À cela s'ajoute, dans la région de Montréal, la présence de plusieurs personnes immigrantes formées en électrotechnique qui se perfectionnent en automatisation industrielle parce qu'elles aspirent à occuper ces postes.

Documents et autres sources de renseignements :

Comité sectoriel de la main-d'œuvre de la transformation alimentaire. *Analyse des conditions de travail dans les entreprises syndiquées de l'industrie de la transformation alimentaire du Québec. Rapport final*, mars 2005, www.csmota.qc.ca.

Gouvernement du Québec. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. *Fiche du comité sectoriel de main-d'œuvre 2004-2005*, Comité sectoriel de main-d'œuvre de la transformation alimentaire. Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle.

TRANSPORT ET ENTREPOSAGE

ENCART STATISTIQUE Fiche Transport et entreposage (SCIAN 48 et 49)



Nombre d'emplois situés dans

l'île de Montréal	57 235
la RMR de Montréal	78 700
l'ensemble du Québec	134 030

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Personnes en emploi résidant dans

l'île de Montréal	39 935
la RMR de Montréal	91 855
l'ensemble du Québec	173 130

Taux de chômage du secteur dans

l'île de Montréal	4,1
la RMR de Montréal	3,3
l'ensemble du Québec	4,6

Part des emplois atypiques

Travail autonome	13,4 %
Temps partiel	10,9 %

Revenu médian d'emploi à temps plein

Transport et entreposage (48 et 49)	40 185 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe

Hommes	74,7 %
Femmes	25,3 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes

33,3 %

Répartition de la population selon l'âge

15 à 24 ans	6,3 %
25 à 44 ans	48,3 %
45 à 54 ans	29,0 %
55 ans ou plus	16,5 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété

Aucun diplôme	14,3 %
Études secondaires	27,9 %
Diplômes de métier	17,2 %
Cégep	18,9 %
Tous les diplômes universitaires	21,6 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi

1 à 4 personnes	55,2 %
5 à 19 personnes	27,7 %
20 à 99 personnes	13,4 %
100 personnes ou plus	3,8 %
Nombre total d'établissements	2 186

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013

Transport et entreposage (48 et 49)	1,0 %
Ensemble des secteurs	0,8 %

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Le secteur du transport et de l'entreposage comptait 2 186 établissements sur l'île de Montréal en juin 2008, selon le registre des entreprises de Statistique Canada. Dans une proportion de 82,9 %, il s'agit d'entreprises employant moins de 20 personnes. Le sous-secteur du transport par camion (SCIAN 484) est le plus important de ce grand groupe, avec 900 entreprises, suivi du sous-secteur des activités de soutien au transport (SCIAN 488), avec 545 entreprises, puis celui du transport en commun et du transport terrestre de voyageurs (SCIAN 485), avec 287 établissements. Suivent, par ordre décroissant, l'entreposage (SCIAN 493), avec 190 entreprises, les messageries et services de messagers (SCIAN 492), soit 150 établissements, le transport aérien (SCIAN 481), avec 51 entreprises, et les services postaux (SCIAN 491), avec 21. Les autres sous-secteurs regroupent 41 entreprises.

Selon le recensement de 2006, le nombre d'emplois du grand secteur du transport et de l'entreposage (48 et 49) situés sur l'île de Montréal s'établissait à 57 235. Le total des personnes résidant sur l'île qui y travaillaient s'élevait à 39 935, ce qui représente une hausse minime de 185 personnes par rapport à 2001 et une proportion de 23,1 % de l'ensemble des Québécois travaillant dans ce secteur. Le personnel travaillant sur l'île se répartit majoritairement sur le territoire de trois CLE, soit, dans l'ordre, Ouest-de-l'île, avec 23,5 %, Saint-Laurent, avec 21,8 %, et Saint-Alexandre, avec 20,2 %.

En ce qui a trait à la main-d'œuvre résidant sur l'île, le sous-secteur du transport par camion arrive au premier rang, avec 8 450 personnes, suivi par le transport en commun (7 880); les activités de soutien au transport (7 305); le transport aérien (4 955); les messageries et services de messagers (3 915); les services postaux (3 255); le transport ferroviaire (2 335); l'entreposage (1 350) et le transport par eau (355). Par rapport aux données de 2001, quatre sous-secteurs ont connu une croissance de leur personnel entre les deux recensements. Les activités de soutien au transport affiche le taux le plus élevé, avec 31,38 %, ou 1 745 personnes de plus, suivi du transport par camion (11,18 %, ou 850 personnes), les messageries et services de mes-

sagers (7,11 %, ou 260 personnes) et l'entreposage (3,45 %, ou 45 personnes). Les autres sous-secteurs ont connu une baisse du nombre de personnes en emploi pendant la même période. Parmi les plus importants, relevons le transport aérien, avec moins de 1 760 personnes, ou 26,21 %; les services postaux (355 personnes, ou 9,83 %); le transport ferroviaire (295 personnes, ou 11,22 %); le transport en commun et transport terrestre de voyageurs (220 personnes, ou 2,72 %) et le transport par eau (65 personnes, ou 15,48 %).

Les données du recensement de 2006 montrent un taux de chômage très faible dans ce secteur (48 et 49), soit 4,1 % par rapport à celui de l'ensemble des personnes résidant sur l'île de Montréal, qui était de 8,5 %, tous secteurs confondus. Seuls deux sous-secteurs détenaient un taux supérieur à la moyenne du secteur, soit l'entreposage, avec 8,1 %, et le transport par camion, avec 5,9 %. Il s'agit toutefois de taux inférieurs à celui de l'ensemble de l'île. Suivent, dans l'ordre, le transport aérien (4,0 %); les activités de soutien au transport et les messageries (3,9 %), puis le transport en commun (2,5 %).

Le secteur du transport peut se subdiviser en deux grands sous-secteurs : le transport de marchandises et le transport de personnes.

Problématiques et défis

Le secteur du transport et de l'entreposage (48 et 49) comprend une main-d'œuvre très âgée en comparaison de celle de l'ensemble des secteurs de l'île. Ainsi, la proportion de personnes de 45 ans ou plus y est de 45,5 %, comparativement à 38,2 %. Les besoins de remplacement de main-d'œuvre y sont donc importants. Cette situation est particulièrement vraie dans les sous-secteur du transport en commun, qui cumule 61,5 % de personnes âgées de 45 ans ou plus, ainsi que dans celui du transport ferroviaire, avec 60,4 %. Les services postaux (52,7 %), le transport par eau (43,7 %), le transport par camion (41,2 %) le transport aérien (39,3 %) et les activités de soutien au transport (38,7 %) se trouvent tous au-dessus de la moyenne de l'ensemble des secteurs de l'île.

Le secteur du transport et de l'entreposage est très sensible aux fluctuations de l'économie et il est touché, à différents degrés, par la hausse des coûts du carburant. Certains de ses sous-secteurs sont également très vulnérables aux variations du taux de change, notamment pour le marché de l'exportation et du transport aérien de personnes. La réglementation en matière de sécurité s'est resserrée au cours des dernières années, notamment depuis septembre 2001, et elle touche tous les modes de transport transfrontalier, le rail, la route, les navires et les aéroports. De plus, le gouvernement canadien s'apprête à apporter des modifications aux règles du transport des marchandises dangereuses au pays au cours de l'année 2009.

La compétitivité est très vive entre les différents modes de transport et entre les entreprises d'un même mode de transport. Dans un marché extrêmement concurrentiel, le contrôle des coûts de transport est primordial, et les entreprises doivent planifier leurs activités de façon plus serrée dans un contexte où la clientèle exige la livraison juste-à-temps. Les activités de soutien au transport et le sous-secteur des intermédiaires en transport de marchandises ont connu une croissance au cours des dernières années, notamment en raison de l'importance de la mise en place d'opérations de logistique permettant d'augmenter l'efficacité des livraisons en minimisant les coûts.

En matière de logistique, la planification stratégique englobe plusieurs éléments : l'exportation, l'importation, la réglementation, la circulation de marchandises ou de personnes, la distribution, l'entreposage et l'approvisionnement. Il s'agit de minimiser les dépenses tout en garantissant la qualité des services à la clientèle. La logistique a une incidence directe sur le marketing et sur le financement des entreprises. Dans une situation d'instabilité économique, la volatilité des marchés introduit des turbulences dans la chaîne d'approvisionnement. Les fournisseurs pourraient avoir des problèmes de liquidités et les entreprises de transport et d'approvisionnement doivent resserrer leurs liens avec eux. Les changements technologiques déjà amorcés dans l'industrie doivent se poursuivre pour que les entreprises demeurent concurrentielles.

Le secteur du transport entre dans l'ère de la protection environnementale, notamment dans le cas des entreprises de transport routier, qui devront faire face aux nouvelles exigences de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis en 2010. Au Canada, les préoccupations environnementales coïncident avec la nécessité pour les entreprises de réduire leurs coûts de carburant.

Afin de mieux se préparer à la reprise économique, certains sous-secteurs devront miser sur la formation de leur personnel et ne pas négliger le remplacement de leur main-d'œuvre vieillissante ainsi que le maintien en emploi de leurs jeunes travailleurs.

Tendances et perspectives

Transport de marchandises

Le secteur du transport des marchandises a connu une croissance soutenue au cours des dernières années. Le Port de Montréal génère d'importantes activités secondaires dans la région sur le plan du transport par route et par rail. Ses activités ont atteint des records de volume année après année, de 2003 à 2008. Cette croissance, quoique plus modeste qu'en 2004, s'est poursuivie en 2005, pour atteindre un niveau record de 3,3 % en 2006 par rapport à l'année précédente. Les données pour 2007 ont montré une croissance encore plus grande des activités du port, établissant un nouveau record, soit de 3,6 % comparativement à l'année précédente, principalement grâce à l'augmentation des marchandises conteneurisées. Les autorités portuaires ont dévoilé les résultats d'une autre année record pour 2008. La multiplication du nombre de tonnes de marchandises s'est établie à 3,9 % par rapport à 2007, pour un total de 27 millions de tonnes. De son côté, le volume des marchandises conteneurisées a augmenté de 7,4 %, alors qu'il a diminué de 3,4 % dans l'ensemble des ports nord-américains.

Au cours de 2007, l'administration portuaire de Montréal a dévoilé un plan d'expansion en cinq phases visant à tripler d'ici à 2020 la capacité de manutention de conteneurs du port par un réaménagement de l'espace et par la construction de nouveaux terminaux.

Toutefois, le Port de Montréal ressent les effets du ralentissement économique mondial depuis novembre 2008. Au premier trimestre 2009, ses activités ont chuté de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. À la lumière de la situation mondiale, l'échéancier de la première phase du plan d'expansion, prévu pour 2011, a été repoussé. Le début de la deuxième phase, devant se terminer en 2013, a été retardé d'au moins une année.

L'augmentation du flux des marchandises a également été observée dans le transport ferroviaire et routier depuis quelques années. Dans ce dernier cas, on assiste, depuis 2003, à une légère augmentation de la circulation interprovinciale et interrégionale au Québec. De plus, la majeure partie du transport transfrontalier entre le Canada et les États-Unis se fait par camion. Toutefois, comme au Port de Montréal, le transport de marchandises par route et par rail connaît également un ralentissement important depuis la fin de 2008. En janvier 2009, certaines compagnies de camionnage parcourant de longues distances n'utilisaient qu'à 75 % leur parc de camions lourds.

L'industrie du transport de marchandises de la région de Montréal devra consolider sa position concurrentielle, son rendement étant fortement tributaire de la bonne santé de l'économie en général, comme de celle du commerce de détail, de même que des échanges entre le Canada et les États-Unis, entre l'Europe et l'Amérique du Nord, ainsi qu'entre la Chine, l'Asie et l'Amérique du Nord. Dans un tel contexte, elle devra déterminer les conditions favorables à son développement dans tous les secteurs : maritime, fret aérien, camionnage et transport intermodal rail-route. Montréal occupe une place stratégique dans la circulation des marchandises, notamment en raison des échanges intercontinentaux liés à la mondialisation des marchés. Grâce à son port et à son aéroport international, la ville jouit d'une position concurrentielle comme plaque tournante entre l'Europe et l'Amérique du Nord. L'abondance du transport transfrontalier de marchandises et l'essor du commerce électronique auront un effet déterminant sur la circulation de marchandises entre le Canada et les États-Unis. La formation d'une nouvelle main-d'œuvre en techniques de la logistique

du transport et la formation de nouveaux courtiers et courtières en douane permettront à l'industrie de se préparer à la reprise et d'être plus concurrentielle dans un marché en changement.

La rareté de la main-d'œuvre du transport routier imputable à l'attrition compensera rapidement les pertes d'emplois. Les investissements dans les infrastructures pourraient également absorber ces pertes dans le secteur du transport de marchandises dans le cas des chauffeurs de camion. De plus, de grands besoins de main-d'œuvre spécialisée sont signalés pour la conduite de camions-citernes et de bétonnières.

Dans le transport sur rail et le transport maritime, les besoins découlent principalement de la nécessité de remplacer le personnel qui est âgé. Le gouvernement du Québec a mis en place une nouvelle politique concernant le transport des marchandises en vue de diminuer les gaz à effet de serre. Il versera 60 millions de dollars jusqu'en 2013 aux entreprises qui favoriseront l'utilisation du transport ferroviaire et maritime. Cet apport pourrait avoir des effets positifs sur ces modes de transport.

Transport de personnes

L'industrie du transport en commun et du transport terrestre de passagers est la deuxième activité économique en importance dans ce secteur, après le transport par camion. Elle a connu une augmentation de 11,7 % dans la RMR de Montréal de 1987 à 2003. À Montréal, l'utilisation des transports collectifs est en hausse et la clientèle des trains de banlieue a connu une croissance soutenue au cours des dernières années, notamment en raison de l'étalement urbain. Plus récemment, la montée du coût du carburant a entraîné l'augmentation de la fréquentation des transports en commun dans la région. Le gouvernement du Québec et la Société de transport de Montréal (STM) ont annoncé, en mai 2009, un investissement de 205 millions de dollars pour le renouvellement du parc d'autobus de la STM. Cet aide permettra l'entrée en service de 410 véhicules neufs à plancher surbaissé. Pour sa part, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) prendra progressivement livraison de 160

nouvelles voitures dès la fin de 2009 et de 20 nouvelles locomotives à compter de 2010. Cet apport du gouvernement du Québec accroîtra de 70 % la capacité d'accueil de l'AMT. Ces investissements permettent de prévoir une augmentation des personnes en emploi dans ce secteur. Les besoins de remplacement de main-d'œuvre en raison de départs à la retraite y sont également importants.

Dans le sous-secteur du transport scolaire, l'attrition du personnel en emploi, les conditions de travail contraignantes et une légère croissance des services dans des quartiers où résident des membres de communautés culturelles expliquent une demande de nouvelle main-d'œuvre. Le recensement de 2006 montrait notamment une sous-représentation de femmes dans les professions de conductrice d'autobus et d'opératrice de métro, avec 28,9 % de présence, comparativement à 47,8 % pour l'ensemble des professions. La présence de nouveau personnel féminin issu de l'immigration est sollicitée dans ces deux sous-secteurs. Le personnel attiré à la conduite de ces véhicules travaille selon des horaires brisés. Le travail le soir et la fin de semaine est très fréquent dans le transport urbain. Le transport scolaire offre généralement des emplois saisonniers. Toutefois, les activités estivales y sont en croissance, en raison des camps d'été pour les enfants. À Montréal, le taux de syndicalisation est très élevé dans ces sous-secteurs. Selon un sondage mené par la firme SOM pour le compte du CAMO-route auprès des entreprises de transport routier de personnes au Québec, les prévisions de croissance laissent entrevoir une plus forte possibilité dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et de Montréal.

Le transport de personnes dans le secteur aérien est très concurrentiel à l'échelle mondiale. Les transporteurs offrant des services complets à leur clientèle, dont Air Canada, font face à une concurrence féroce de la part des transporteurs à rabais. Air Canada a modifié son parc avec l'achat d'avions neufs, pour diminuer ses coûts de carburant et pour augmenter sa capacité de transport de fret dans ses avions de pas-

sagers. Cette stratégie lui a permis de renouer avec la rentabilité au cours des dernières années. Suivant la baisse de l'affluence après septembre 2001, l'industrie du transport aérien de personnes s'est redressée grâce à une devise canadienne forte et une situation économique favorable. Toutefois, le ralentissement actuel et les coûts élevés du carburant pourraient influencer à la baisse l'affluence des voyageurs.

Documents et autres sources de renseignements :

Agence métropolitaine de transport, site Internet, juin 2009.

CAMO-route. *Diagnostic sectoriel du transport routier de personnes*. Analyse d'enquêtes portant sur la main-d'œuvre de l'industrie, avril 2005, 112 p.

CAMO-route. *Diagnostic sectoriel du transport routier de marchandises*. Analyse d'enquêtes portant sur la main-d'œuvre de l'industrie, janvier 2005, 78 p.

Comité interrégional pour le transport des marchandises. *Les Atouts et les forces de la région de Montréal pour le transport des marchandises, diagnostic*, Montréal, novembre 2000.

Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail de la Direction régionale d'Emploi-Québec de Montréal, données de Statistique Canada sur le Registre d'entreprises, juin 2008.

Direction de la planification, du suivi et de l'information sur le marché du travail de la Direction régionale d'Emploi-Québec de Montréal, données de Statistique Canada sur le recensement de 2006 et sur le navetage, compilation spéciale, juin 2009.

Emploi-Québec, Table métropolitaine des partenaires du marché du travail, Comité métropolitain de l'offre de formation. Fiche synthèse : *Industries du transport en commun et transport terrestre de passagers*, avril 2004, 11 p.

Emploi-Québec, Table métropolitaine des partenaires du marché du travail, Comité métropolitain de l'offre de formation. Fiche synthèse : *Industries du transport par camion*, avril 2004, 12 p.

Magazine MCI, Pierre Dolbec. « La logistique et l'entreprise », octobre-novembre 2008, p. 40.

Ministère des Transports du Québec, *Bulletin économique du transport au Québec*, n° 38, novembre 2006, p. 8 à 14, et n° 40, novembre 2007.

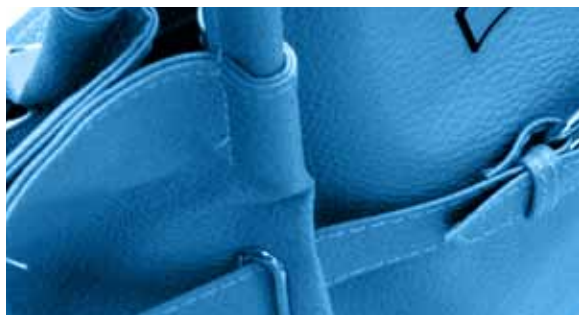
Presse canadienne. « Le Port de Montréal repousse d'un an son plan d'expansion », Canoe.com, 28 mai 2009.

Revue de presse : *La Presse*, *La Presse Affaires*, *La Presse canadienne*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *Les Affaires*, décembre 2005 à juin 2009.

Transport Magazine, janvier 2007 à mai 2009.

VÊTEMENTS ET PRODUITS EN CUIR

ENCART STATISTIQUE Fiche Vêtements et produits en cuir (SCIAN 315 et 316)



Nombre d'emplois situés dans	
l'île de Montréal	21 640
la RMR de Montréal	24 355
l'ensemble du Québec	35 080

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES RÉSIDANTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Résidents de l'île de Montréal en emploi dans le secteur	
	17 920

Taux de chômage du secteur dans	
l'île de Montréal	10,4
la RMR de Montréal	10,5
l'ensemble du Québec	10,7

Part des emplois atypiques	
Travail autonome	7,7 %
Temps partiel	8,2 %

Revenu médian d'emploi à temps plein	
Vêtements et produits en cuir (315 et 316)	23 178 \$
Ensemble des secteurs	37 371 \$

Répartition selon le sexe	
Hommes	33,5 %
Femmes	66,5 %

Proportion des emplois occupés par des personnes immigrantes	
	76,0 %

Répartition de la population selon l'âge	
15 à 24 ans	6,1 %
25 à 44 ans	43,9 %
45 à 54 ans	28,7 %
55 ans ou plus	21,2 %

Répartition des personnes en emploi selon le plus haut grade scolaire complété	
Aucun diplôme	37,6 %
Études secondaires	26,6 %
Diplômes de métier	9,3 %
Cégep	12,7 %
Tous les diplômes universitaires	13,8 %

Répartition des entreprises selon le nombre de personnes en emploi		
1 à 4 personnes	35,6 %	
5 à 19 personnes	40,5 %	
20 à 99 personnes	18,9 %	
100 personnes ou plus	5,0 %	
Nombre total d'établissements	767	

Exportations du Québec (\$ courants)		Part des exportations canadiennes
2004	1 695 339 000 \$	64,3 %
2005	1 392 756 000 \$	63,5 %
2006	1 101 764 000 \$	58,1 %
2007	836 151 000 \$	54,2 %
2008	661 490 000 \$	55,2 %

Prévision du taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour la période 2009-2013		
Vêtements et produits en cuir (315 et 316)	- 4,7 %	
Ensemble des secteurs	0,8 %	

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006, et Registre des entreprises (juin 2008). Industrie Canada, Strategis.

Portrait du secteur

Selon les données sur les industries manufacturières de Statistique Canada, les ventes de vêtements et de produits en cuir (SCIAN 315 et 316) du Québec représentaient 60,75 % de celles du Canada en 2004, 60,8 % en 2005, 54,8 % en 2006, 55,9 % en 2007 et 57,2 % en 2008. De 2005 à 2008, nous observons une baisse, tant pour l'ensemble du Canada que pour le Québec. Toutefois, cette baisse est plus marquée au Québec, soit dans une proportion de 49,24 %, comparativement à 46,08 % pour le Canada. Selon la même source, de 2002 à 2007, la valeur des ventes manufacturières québécoises avait chuté de 47,4 %.

L'île de Montréal comptait 1 061 entreprises dans la fabrication de vêtements (SCIAN 315) et 67 dans la fabrication de produits en cuir (SCIAN 316) en juin 2004, selon Statistique Canada. En juin 2005, le recensement des établissements en indiquait 960 et 59 respectivement. En décembre 2006, 802 entreprises étaient recensées dans le secteur du vêtement sur l'île, soit 63,2 % de l'ensemble du Québec, et 53 établissements étaient en exploitation dans celui du cuir, soit 38,1 % du Québec. En juin 2008, le nombre d'entreprises de la fabrication du vêtement sur l'île a diminué à 723 et à 44 dans le secteur du cuir, soit respectivement 64,6 % et 37,3 % de celles du Québec. Ainsi, de juin 2004 à juin 2008, le nombre d'entreprises du vêtement sur l'île de Montréal a diminué de 338 unités et celles des produits en cuir, de 23. En 2008, les deux secteurs combinés totalisaient 723 entreprises à Montréal, comparativement à 1 128 en 2004, soit une baisse de 35,9 %. De 2006 à 2008, l'ensemble du Québec connaissait une diminution de 12,1 % du nombre d'entreprises ou 177, en comparaison avec 15,4 % à Montréal, ou 132 unités.

En 2006, l'île de Montréal représentait 49,74 % du personnel de la production québécoise de vêtements (SCIAN 315) et de produits en cuir (SCIAN 316), pour un total de 17 920 personnes en emploi résidant sur

l'île. Si l'on y ajoute le personnel travaillant dans ce secteur et habitant à l'extérieur de l'île, on compte 21 355 personnes en emploi, soit une proportion de 59,28 % de l'ensemble du Québec. Pour ce qui est des personnes résidant sur l'île et travaillant dans ces deux secteurs, le recensement de 2006 montre une baisse de 12 100 en comparaison avec 2001, ou 40,3 %. Dans l'ensemble du Québec, cette diminution est de 27 030 personnes, ou 42,87 %, soit une proportion supérieure à celle de l'île de Montréal. Selon les données du recensement de 2001, le secteur montréalais du vêtement et du cuir représentait 3,5 % des personnes en emploi résidant sur l'île de Montréal. En 2006, il n'en représentait plus que 2,0 %.

La population des personnes en emploi du secteur habitant sur l'île est concentrée sur certains territoires de centres locaux d'emploi (CLE) de résidence, mais elle se trouve sur toute l'île. Parmi les plus importants, citons, dans l'ordre le CLE de Saint-Michel, avec 22,9 %, le CLE de Montréal-Nord, avec 11,6 %, et le CLE de Saint-Laurent, avec 10,5 %. Dans l'ensemble de la population travaillant sur l'île selon le CLE de travail, la répartition diffère. Nous obtenons, dans l'ordre, parmi les plus importants, le CLE de Saint-Michel, avec 22,5 %, le CLE d'Achuesic, avec 22,1 %, et le CLE de Saint-Laurent, avec 11,8 %.

Une des caractéristiques importantes de la main-d'œuvre montréalaise de ce secteur, par rapport à celles des autres régions, est la forte présence de personnes issues de l'immigration. Le personnel des autres régions est majoritairement né au Canada. La main-d'œuvre du vêtement à Montréal est surtout féminine, plus âgée que la moyenne et très peu scolarisée. Une proportion importante de ces femmes ne maîtrisent aucune des deux langues officielles du Canada.

Dans le secteur du vêtement et des produits en cuir, les personnes nées à l'extérieur du Canada forment 71,0 % de la population en emploi en 2006, comparativement à 73,8 % en 2001. Plus de la moitié des per-

sonnes y ayant travaillé en 2005, c'est-à-dire 51,2 %, appartiennent aux minorités visibles. Parmi ces dernières, 52,0 % proviennent de la grande région de l'Asie méridionale, de l'Asie du Sud-Est ou de la Chine, et 22,5 % sont de race noire. Selon le recensement de 2006, les femmes représentent 66,5 % des personnes en emploi dans ce secteur et 71,8 % d'entre elles sont nées à l'extérieur du Canada.

Parmi les personnes en emploi en 2006 nées à l'extérieur du Canada, 11,7 % étaient arrivées au pays depuis moins de 10 ans (de 1996 à 2000) et 13,4 % depuis moins de cinq ans (de 2001 à 2006). Le secteur du vêtement à Montréal représente depuis plusieurs années un bassin d'emplois important pour les personnes ayant peu de compétences transférables sur le marché du travail local. Il constitue également un milieu transitoire d'intégration pour une bonne partie des nouvelles arrivantes. Les données de 2006 sont préoccupantes à ce sujet puisque la proportion des personnes nouvellement arrivées y est très faible, en comparaison avec le recensement précédent. En 2001, 21,6 % des personnes en emploi nées à l'extérieur du Canada étaient arrivées au pays depuis moins de dix ans et 16,1 %, depuis moins de cinq ans.

Une proportion de 37,6 % de la main-d'œuvre en emploi est sans diplôme d'études secondaires, selon le recensement de 2006. Il s'agit d'une baisse de 11,6 % par rapport à 2001. Cette catégorie de personnes semble avoir été fortement touchée par les pertes d'emplois dans le secteur. En comparaison avec l'ensemble des secteurs de l'île, le recensement de 2006 montre une proportion de seulement 10,4 % de personnes en emploi dépourvues d'un diplôme.

Les personnes en emploi dans le secteur sont encore plus âgées qu'en 2001. Ainsi les 45 ans ou plus représentent 49,9 % de cette main-d'œuvre en 2006, par rapport à 42,3 % en 2001. En comparaison, le groupe des 45 ans ou plus forme 38,2 % des personnes occupées de l'île de Montréal, tous secteurs

confondus, selon le recensement de 2006.

Le taux de chômage de cette main-d'œuvre était de 9,8 % à Montréal en 2001, comparativement à 9,2 % pour l'ensemble des secteurs. En 2006, ce taux a augmenté à 10,4 % dans ce secteur, comparativement à une baisse à 8,8 % dans l'ensemble des secteurs de l'île.

Problématiques et défis

Le Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) d'Emploi-Québec évalue à 50 % les pertes d'emplois dans le secteur des vêtements et des produits en cuir de l'ensemble du Québec de 2000 à 2005.

Ces pertes d'emplois sont le résultat de l'effet combiné de plusieurs facteurs :

- Retard de l'industrie à se restructurer pour se positionner dans le nouveau marché mondial.
- Délocalisation de la production.
- Hausse du dollar canadien.
- Abolition des quotas limitant les importations : le Canada a signé l'accord antidumping de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. Ce traité prévoyait quatre phases progressives pour réduire les barrières douanières et tarifaires. La phase finale de la déréglementation est entrée en vigueur en janvier 2005.
- L'entrée de la Chine dans l'OMC.
- La signature de traités bilatéraux, en plus de l'accord de l'OMC, abolissant la protection des tarifs et des quotas : traité entre les États-Unis et certains pays des Caraïbes en 2000, qui défavorise le Canada; décision du Canada, en 2002, d'exempter de tous quotas ou tarifs les 48 pays les moins avancés (PMA) à compter de 2003.

La combinaison de ces facteurs, notamment l'entrée en vigueur de la totalité des accords de l'OMC le

1^{er} janvier 2005 et l'arrivée de la Chine dans le giron des pays de l'OMC, a eu un effet désastreux sur les exportations de l'ensemble de ce secteur, dont le marché est principalement orienté vers les États-Unis. Ainsi, les ventes internationales de vêtements et de produits en cuir du Québec ont baissé de 17,9 % de 2004 à 2005; de 20,9 % de 2005 à 2006; de 24,1 % de 2006 à 2007, puis de 20,9 % de 2007 à 2008. La part du Québec dans les exportations canadiennes est passée de 64,3 % en 2004 à seulement 55,2 % en 2008.

Les postes les plus touchés par les mises à pied dans le secteur du vêtement sont ceux de la production. Il s'agit plus particulièrement des opérateurs de machines à coudre industrielles (CNP 9451), qui représentent 80 % des principaux emplois de ce domaine. Entre les recensements de 2001 et de 2006, nous y observons une baisse de 41,6 %, ou de 5 195 personnes en emploi résidant sur l'île. La tendance est la même en ce qui a trait à la situation des coupeurs de tissu, de fourrure et de cuir (CNP 9452), avec une perte de 45,1 % du nombre des personnes en emploi résidant sur l'île, ou 690 personnes. Les ouvriers spécialisés dans le traitement du cuir et des peaux (9453) ont, quant à eux, pratiquement disparu entre les deux recensements, avec une perte de 91,3 % des personnes en emploi résidant sur l'île. Dans ces professions, il s'agit en général d'une main-d'œuvre immigrante (84 % pour les CNP 9451 et 9452 réunis), très vulnérable et ayant des problèmes importants, notamment en ce qui concerne la langue d'usage et la scolarité. Une bonne partie des personnes occupant de tels emplois ont l'habitude de connaître des périodes de chômage annuelles en raison du cycle de production « été-hiver » ou « au gré des commandes » de l'industrie. De plus, la culture d'embauche du secteur fait en sorte que ces personnes effectuent habituellement leur recherche d'emploi directement auprès des entreprises. En conséquence, elles connaissent peu les services d'emploi publics et n'ont pas l'habitude d'utiliser les méthodes de recherche proposées par

Emploi-Québec et par ses partenaires.

Les caractéristiques et l'importance de la main-d'œuvre qui réside sur l'île et travaille dans ce secteur posent un défi particulier au réseau d'Emploi-Québec en matière de réorientation de carrière de ces travailleurs, en raison du grand nombre d'emplois perdus à long terme.

Tendances et perspectives

La décroissance de la valeur des ventes manufacturières et des exportations dans ce secteur de 2005 à 2008 signifie un ralentissement important des activités de production, lequel a conduit à des pertes d'emplois. Pour demeurer concurrentielles, plusieurs entreprises ont délocalisé leur production à l'étranger, totalement ou en partie, alors que d'autres ont augmenté leur productivité. Les pays à faible coût de production, particulièrement la Chine, continueront à augmenter leur part du marché nord-américain. L'appréciation du dollar canadien et le ralentissement économique aux États-Unis pourraient encore freiner grandement l'exportation de produits québécois vers le marché américain. En 2006, le Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) d'Emploi-Québec estimait une baisse potentielle d'environ 7 000 postes pendant la période de 2005 à 2010 pour le secteur du vêtement de l'ensemble du Québec.

En octobre 2007, le gouvernement du Québec dévoilait sa *Stratégie de l'industrie québécoise de la mode et du vêtement, PROMODE* pour 2007 à 2010. Il s'agit notamment d'appuyer le recours au design et aux technologies avancées, de favoriser le positionnement stratégique des entreprises et la notoriété des produits québécois sur les marchés national et international dans le contexte de la mondialisation, ainsi que de promouvoir Montréal comme ville de mode. Cette action gouvernementale vise également à renforcer le développement de la main-d'œuvre et la gestion des ressources humaines ainsi qu'à stabiliser les emplois. Des investissements de l'ordre de 2,4 millions de

dollars de la part de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec ont été annoncés en mars 2009 afin de mettre sur pied un bureau de la mode et d'innover en créant une signature visuelle propre à la mode montréalaise.

Pour ce qui est des perspectives d'avenir, les entreprises montréalaises du secteur doivent se donner des niches pour créer des produits à forte valeur ajoutée et pour éviter le marché de produits de bas et de moyenne gamme.

Documents et autres sources de renseignements :

Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes, Table métropolitaine d'Emploi-Québec, Direction régionale d'Emploi-Québec de Montréal. *Portrait de la situation des personnes salariées issues de l'immigration dans le secteur manufacturier pour l'ensemble du Québec, la région métropolitaine de recensement de Montréal et l'île de Montréal*, Montréal, décembre 2005, 235 p.

Conseil régional de développement de l'île de Montréal et Ville de Montréal. *L'Industrie montréalaise du vêtement et de la mode : les défis à court terme et les mesures d'aide pour les surmonter*, Montréal, septembre 2003, 79 p.

Convercity. Daniel Arbour & Associés, Raymond Chabot Grant Thornton. *Étude de développement du secteur l'Acadie-Chabanel*, Montréal, mai 2004, 151 p. et annexes.

Direction régionale d'Emploi-Québec de Montréal, données de Statistique Canada sur le recensement de 2006 et sur le navettage, compilation spéciale de la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail, juin 2009.

Emploi-Québec, *Le Bulletin du CETECH*, vol. 8, printemps 2006, p. 8 à 17.

Femmes et production industrielle. *Les Compétences transférables des travailleuses du secteur du vêtement vers d'autres secteurs manufacturiers : meuble et produits connexes, Fabrication de produits métalliques*. Étude financée par les directions régionales d'Emploi-Québec de la Mauricie et du Centre-du-Québec, Victoriaville, octobre 2004, 94 p.

Gouvernement du Québec. Ministère du Développement économique et régional. *La Filière de l'industrie de l'habillement au Québec : enjeux, tendances et perspectives de développement*, Québec, octobre 2003, 170 p.

Gouvernement du Québec. Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. *Stratégie de l'industrie québécoise de la mode et du vêtement, PROMODE*, Québec, octobre 2007, 36 p.

Institut de la statistique du Québec. *Statistiques principales de l'activité manufacturière pour le secteur de la fabrication, par sous-secteur du SCIAN*, Québec, 2002-2005, site Internet de l'ISQ, décembre 2005.

Industrie Canada, Stratégis. Commerce canadien par industrie, exportations totales 2004 à 2008, site Internet, mai 2009.

Institut de la statistique du Québec. *Emplois à la production selon le sous-secteur du SCIAN, secteur de la fabrication*, Québec, 2003-2004, site Internet de l'ISQ, novembre 2006.

Institut de la statistique du Québec. *Emplois à la production selon la région administrative et le sous-secteur du SCIAN, secteur de la fabrication*, Québec, 2003-2004, site Internet de l'ISQ, novembre 2006.

Institut de la statistique du Québec. *Bulletin statistique régional, région de Montréal*, novembre 2004 et 2^e trimestre 2006.

Revue de presse : *Le Devoir*, *La Presse*, *Les Affaires*, octobre 2004 à mars 2009.

Richter conseil et Conseil des ressources humaines de l'industrie du vêtement. *Le Vêtement au Canada : perspectives d'avenir. Sommaire*, Montréal, mars 2004, 34 p.

Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, décembre 2000 à décembre 2004.

Statistique Canada. *Ventes manufacturières, par sous-secteur, par province et territoire (Québec)*, tableau de 2002 à 2006, janvier 2008.

Statistique Canada. *Ventes manufacturières, par sous-secteur, par province et territoire (Québec)*, tableau de 2003 à 2007, février 2008.

Statistique Canada. *Ventes manufacturières, par sous-secteur, par province et territoire (Québec)*, tableau de 2004 à 2008, avril 2009. www40.statcan.ca/l02/cst01/manuf33f.htm

Statistique Canada, recensement de 2001 et compilation spéciale d'Emploi-Québec de Montréal, octobre 2004.

Statistique Canada. Registre des entreprises selon une compilation spéciale de la Direction de la planification et de l'évaluation d'Emploi-Québec de Montréal, juin 2004, juin 2005, décembre 2006 et juin 2008.



Emploi
Québec
Île-de-Montréal

